Rezensionen = Recensions = Recensioni

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **72 (2022)**

Heft 2

PDF erstellt am: **28.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Rezensionen / Recensions / Recensioni

Philippe Genequand, Jérôme Gavin, **Énigmes mathématiques au temps de Charlemagne. À propos des propositiones pour aiguiser l'esprit des jeunes**, Lausanne: EPFL PRESS, 2021, 221 pages, 26 illustrations.

Un historien du Moyen Âge, Philippe Genequand, et un mathématicien féru d'histoire du calcul, Jérôme Gavin, se sont unis pour nous offrir cette étude des *propositiones ad acuendos juvenes*, une collection de cinquante-trois énigmes à résoudre remontant à l'époque carolingienne et dont M. Folkerts a établi l'édition critique en 1978. L'ouvrage ici analysé est ambitieux: tout en s'adressant de toute évidence à un public élargi, il propose des analyses très fines de son objet et prend en compte l'historiographie la plus récente.

En ce qui concerne le premier aspect, signalons tout d'abord que les auteurs nous offrent la première traduction française intégrale publiée de ces *propositiones* (elle occupe tout de même dix-neuf pages de l'ouvrage). D'autre part, avec un évident souci pédagogique, ils s'adressent directement à leurs lecteurs et lectrices, leur lancent les questions qui vont être abordées et ne se privent pas de recourir à un ton familier, que d'aucuns pourraient moins goûter mais qui vise sans nul doute à rassurer face à des domaines peut-être étrangers (histoire médiévale, mathématiques). Et comme le font les enseignants quand leurs élèves ont de la peine à les suivre, ils ménagent des temps de pause ou de brefs excursus dans leurs développements et résument brièvement chaque chapitre avant d'ouvrir le suivant.

La prise en considération d'un lectorat de non-spécialistes se manifeste, sur un autre plan, dans l'explication des méthodes de la recherche scientifique, qu'elle soit historienne ou philologique; c'est par exemple le rôle de l'éditeur d'un document ancien qui est ainsi clairement expliqué. Le livre pourra donc se révéler utile aussi comme lecture dans le cadre de l'enseignement (secondaire II et supérieur).

La volonté pédagogique manifestée par les auteurs s'accorde d'ailleurs avec celle de ces curieux «problèmes pour aiguiser l'esprit des jeunes gens», très certainement élaborés à partir d'une pratique scolaire et en vue de l'éducation de jeunes. Ph. Genequand et J. Gavin notent ainsi que les problèmes sont exposés dans un latin simple et correct, qu'ils visent à stimuler l'imaginaire et la curiosité et qu'ils sont toujours suivis de la solution. D'un point de vue plus général, ils constituent un témoignage éloquent de la politique culturelle poursuivie par les Carolingiens, dont la cour d'Aix-la-Chapelle fut un foyer et un moteur.

La société du temps se laisse apercevoir dans un certain nombre des *propositiones* (je songe par exemple à la question des degrés de parenté admissibles dans le mariage). Mais les auteurs ne se limitent pas à noter ce fait: ils cherchent à comprendre, et à comprendre dans le contexte du haut Moyen Âge occidental, l'origine, le contenu et les fonctions des *propositiones* en multipliant les angles d'analyse. L'identification de la région de composition dans «la zone frontière entre France et Allemagne actuelles» permet de renforcer l'attribution de la rédaction à Alcuin (attribution qui, notons-le, n'est vraiment justifiée qu'au chapitre 5). Le contenu soulève la question de la connaissance et de la place que les mathématiques avaient à l'époque carolingienne, et de quel genre de savoir elles représentaient: héritage des savoirs théoriques et spéculatifs antiques, ou connaissances à visées pratiques? La réponse avancée par les auteurs au terme de leurs analyses est encore différente, et nous ne la dévoilerons pas ici. Toujours en lien avec le contenu, les auteurs proposent une solution ingénieuse au problème du classement des *propositiones* –

qui doit se faire, nous rappellent-ils, en adoptant le point de vue médiéval et non celui des modernes (cf. p. 19–24).

Au long de leur exposé, Ph. Genequand et J. Gavin mettent en évidence la circulation des hommes, des objets, des savoirs, de la civilisation arabe à l'Occident, sans taire l'apport fondamental de l'Inde au progrès des connaissances mathématiques. Évitant de tomber dans le piège d'une logique «des influences», ils expliquent par une tournure d'esprit apparemment universelle, celle du jeu, les ressemblances entre certaines énigmes du document carolingien avec celles que l'on peut trouver en Orient, et même en Extrême-Orient. La notion de «jeu» fait d'ailleurs l'objet d'observations importantes qui en mettent en évidence le caractère tout à fait sérieux pour des élites médiévales en compétition plus ou moins permanente.

Ces développements, loin de nous écarter du sujet, nous ramènent toujours au document carolingien et aux questions qu'il soulève. Car c'est bien de la société carolingienne qu'il s'agit: de la cour et des écoles, des élites et des monastères, etc. Ici encore, avec un sens pédagogique certain, les auteurs ne se perdent pas dans des digressions érudites inutiles pour leur propos, mais ils s'appuient néanmoins sur des acquis profondément renouvelés de la recherche historique pour finalement mettre en lumière le caractère fondateur (plus que «renaissant») du «moment carolingien». Au final, sous une veste accessible, c'est une véritable histoire culturelle de l'Occident du haut Moyen Âge que nous offre l'enquête de Ph. Genequand et J. Gavin. Ce faisant, ils contribuent par ailleurs à répondre au regret exprimé il y a vingt-cinq ans par David Ganz au sujet de nos connaissances des savoirs à l'époque carolingienne: «Too little work has been done on the study of mathematics and natural science.»[1]

Martin Roch, Genève

Matthias Meier, **Gründung und Reform erinnern. Die Geschichte des Klosters Muri aus der Perspektive hochmittelalterlicher Quellen**, Ostfildern: Jan Thorbecke, 2020 (coll: Vorträge und Forschungen), 358 pages.

En relation avec le millénaire de sa fondation en 2027, cette publication est une contribution au projet de reconstitution de l'histoire complète du couvent bénédictin de Muri, supprimé en 1841. Elle traite de sa fondation et de sa réforme (XIe et XIIe siècles), qu'elle fait précéder par la présentation du contexte géopolitique de la période et des sources disponibles. Implanté dans la région frontalière des royaumes de Bourgogne et de Souabe et dans la partie sud-ouest du diocèse de Constance, le monastère n'échappe pas aux mouvements institutionnels et ecclésiastiques du Saint-Empire romain germanique.

Le noyau documentaire est constitué des archives issues des fonds historiques du couvent de Muri, aujourd'hui conservés aux Archives cantonales d'Argovie. Il est formé des récits de la fondation, des deux plus anciennes traces écrites du couvent sous forme de copie, le «Kardinalsurkunde» de 1086 et le diplôme impérial d'Henri V de 1114, de quatre bulles pontificales dont celle d'Innocent II, le premier original du couvent de 1139 et de trois diplômes des évêques de Constance. En fait partie l'acte privé du comte Adalbert III, daté entre 1167 et 1119, soit le premier document d'un membre de la Maison de Habsbourg. L'autre partie du corpus a été forgée en dehors du couvent, sans lui être étranger. Elle renvoie aux annales des établissements religieux d'Einsiedeln, d'Engelberg, de Tous-les-Saints, à Schaffhouse, Augsbourg, Marbach, Saint-Blaise dans la Forêt-Noire

1 David Ganz, Conclusion, in: Richard E. Sullivan (dir.), «The Gentle Voice of Teachers». Aspects of Learning in the Carolingian Age, Columbus OH 1995, p. 270.

et Strasbourg, à la chronique de Lambert de Hersfeld, à des chartes et des nécrologes, comme ceux des couvents d'Hermetschwil et d'Ochsenhausen.

Un diplôme et un texte historiographique rapportent les débuts du couvent. Ils reflètent davantage les préoccupations du moment de leur rédaction que celles de l'époque de la fondation. Contradictoires et inconciliables, ils font du passé des Habsbourg et de la fondation des éléments symbiotiques et mémorables.

Le Testament de l'évêque de Strasbourg, Werner Ier, de 1027, fait de lui un des premiers membres de la famille de Habsbourg, en laissant l'ascendance incertaine. Ce document résulte d'un transfert de connaissances assemblées dans la fabrication d'un faux entre 1114 et 1130.

Les *Acta Murensia* ont été composés vers 1160 par un moine anonyme; ils nous ont été transmis grâce à une copie de la fin du XIVe siècle, interpolée et modernisée. Ils contiennent une histoire du couvent, la nomenclature des domaines défrichés et une généalogie des plus lointaines filiations des Habsbourg.

L'auteur réduit l'évêque de Strasbourg à un rôle consultatif; il privilégie le nom d'Ita de Lorraine (née vers 970) agissant à des fins expiatoires. On lui préfère aujourd'hui le nom de son mari, Radbot, comte dans le Klettgau, soutenu par l'abbé Embrich et les moines d'Ensiedeln, dont Reginbold qui fut le premier prévôt du nouvel établissement. Ses parents, Lanzelin, comte d'Altenbourg, et Liutgarde de Nellenbourg, formeraient la souche de la Maison de Habsbourg.

Dans un souci de persuasion, le chroniqueur des *Acta Murensia* use d'artifices, comme celui d'enjoliver le réseau monastique de Muri. Il fait de la consécration de l'église conventuelle dédiée à saint Martin de Tours, le 11 octobre 1064, son point culminant. Il aborde un autre aspect dans son récit, celui de la réforme grégorienne qui traverse le couvent, entre 1082 et 1114. Ses buts: asseoir le courant réformiste et défendre le patrimoine territorial. Son exposé est sélectif et choisit une approche téléologique; il délaisse l'aspect des confraternités tissées par Muri avec les centres bénédictins de Hirsau et de Saint-Blaise. L'autonomie revendiquée par les moines passe par une renégociation des relations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du monastère. Il faut toutefois attendre l'intervention, en 1114, de l'empereur Henri V pour que le couvent puisse élire librement son abbé. Le diplôme réglemente les procédures électorales et les attentes associées aux offices; il prévient les empiétements par les titulaires de charge. De plus, il accorde à l'abbé le pouvoir illimité de disposer des biens du monastère et interdit les laïcs de s'immiscer dans les affaires monastiques. Enfin, il accepte que Muri soit soumis au droit et à la protection du siège apostolique en échange du paiement annuel des intérêts.

Au terme de la réforme, le monastère de Muri est devenu un centre et un lieu de la mémoire régionale. Son rayonnement se double de relations personnelles avec les couvents d'Engelberg, de Fahr, de Murbach et de Honcourt. En plus de la munificence des Habsbourg, il bénéficie des libéralités de familles nobles, telles que les von Sellenbüren, ancrées localement.

Parallèlement à son évolution s'affirme l'ascension politique des Habsbourg dans les années 1120 à 1140. Elle se mesure à leur proximité avec les puissants, l'obtention de charges importantes, une politique matrimoniale opportune et l'accroissement de leurs possessions.

À l'autre bout de la chaîne documentaire, les actes pontificaux confirment l'autorité et l'expansion de la communauté de Muri. L'examen détaillé du dernier d'entre eux, à savoir le privilège du pape Clément III du 13 mars 1189, amène à le considérer «comme

témoignage culturel de mémoire» de l'aboutissement des relations étroites et fructueuses entre les moines de Muri et les membres de la Maison des Habsbourg.

La construction, déconstruction et reconstruction de la mémoire du couvent démontrent combien l'histoire peut être instrumentalisée et mise au service des intérêts de politique générale.

L'ouvrage en impose tant par son ampleur éditoriale (1420 notes abondamment documentées) que par la richesse de sa bibliographie et les index onomastiques. Par son organisation, il est appelé à être référentiel, au-delà de son objet premier, pour des monographies de ce genre.

Gilbert Coutaz, Lausanne

Mark Hengerer, Nadir Weber (Hg.), **Animals and Courts. Europe c. 1200–1800,** Berlin / Boston: de Gruyter, 2020, 434 Seiten.

Der vorliegende Sammelband geht auf eine im Dezember 2016 am Historischen Kolleg in München abgehaltene Tagung zurück. Die insgesamt siebzehn Beiträge, die von einer Einführung seitens der Herausgeber und einem Epilog von Mieke Roscher eingerahmt werden, beleuchten auf vielfältige Weise das Verhältnis zwischen Mensch und Tier im höfischen Umfeld. Die Texte sind in vier Blöcke eingeteilt, deren Titel die sich vielfach überschneidenden thematischen Perspektiven andeuten, die im Band zur Sprache kommen. Im Einzelnen geht es um die Verbreitung («circulation») von Tieren über ihr ursprüngliches Habitat hinaus und die damit geschaffenen Beziehungen zwischen Höfen, um die Rolle des Höflings, die sich in seinem Umgang mit Pferden und Hunden widerspiegelt, um repräsentative Funktionen von Tieren und um mit Tieren verbundene Emotionen.

Den Band eröffnet Thierry Buquet mit seinem Überblick über die Geschichte der Jagd mit abgerichteten Geparden, die ihren Ursprung im Orient hatte und am Osmanischen Hof bis ins 17. Jahrhundert sowie an indischen Fürstenhöfen bis in die erste Hälfte des 20. Jahrhunderts gepflegt wurde. In Europa wurde auch mit Geparden gejagt, doch blieb diese spezialisierte Technik, in der *longue durée* betrachtet, vergleichsweise episodisch, bis sie im 17. Jahrhundert ganz ausser Gebrauch kam. Nebst Jagdtechniken zirkulierten vor allem Tiere. Ein in unseren Breitengraden eher wenig bekanntes Beispiel ist der Halsbandfrankolin *(Francolinus francolinus)*, ein ob seines Fleisches hoch geschätzter Vogel, der vor allem im Mittelalter und in der Renaissance im Mittelmeerraum gerne bejagt wurde. Dorthin war er als Beutetier eigens eingeführt worden, sein Ursprungsgebiet ist weiter östlich. Mit dem Ende der höfischen Jagd und der damit verbundenen Schutzmassnahmen (Jagdbann) ist er aus dem westlichen Mittelmeerraum wieder verschwunden, nicht zuletzt auch wegen der Zerstörung seiner Lebensräume. Seinen teilweise im Dunkeln liegenden Verbreitungswegen ist ein Team um Giovanni Forcina unter Einbezug von DNA-Analysetechniken nachgegangen. Zu einem wahren Umschlagplatz von Naturalien entwickelte sich in der Renaissance die portugiesische Haupt- und Hafenstadt Lissabon, über die lebende Tiere und Pflanzen aus portugiesischen Besitzungen in Afrika, Asien und Brasilien nach Europa gelangten. Catarina Simões zeigt in diesem Zusammenhang, wie die portugiesische Krone exotische Tiere als diplomatische Geschenke nutzte, so den berühmten indischen Elefanten Hanno, den Manuel I. im Jahr 1513 Papst Leo X. zukommen liess. Auf Hanno folgte zwei Jahre später ein indisches Nashorn, das auf einem Zwischenhalt in Marseille von König Franz I. bewundert wurde. Das Schiff, auf dem das Nashorn transportiert wurde, erlitt vor Genua Schiffbruch, in dessen Folgen das

Tier ertrank und somit Rom nie erreichte. Immerhin wird die Erinnerung daran in Albrecht Dürers berühmten Holzschnitt perpetuiert.

Eine weit häufigere Gabe waren Pferde, die Elena Taddei als wahre «agents of networking» bezeichnet, da sie gezielt zur Beziehungspflege zwischen Höfen eingesetzt wurden. Eines besonders guten Rufes erfreuten sich herzoglichen Gestüte von Ferrara und Mantua, die Hunderte von Pferden beherbergten. Aus ihnen hervorgegangene Tiere wurden gerne genutzt, um nördlich der Alpen gelegene Zuchten zu veredeln. Dabei erforderte der Umgang mit Pferden beträchtliches Fachwissen, grosse Anstrengungen – Taddei erwähnt beispielsweise die mit dem Transfer der kostbaren Tiere über die Alpen verbundenen Herausforderungen – und Investitionen, die in weiteren Beiträgen thematisiert werden. So vermittelt Sarah G. Duncan Einblicke in die italienische Pferdestallarchitektur der Renaissance, während Christian Jaser auf die für die Haltung und den Einsatz von Rennpferden benötigte Logistik eingeht. Das Pferd steht auch im Zentrum der Überlegungen von Mackenzie Cooley zur Reitkunst bzw. dem guten Umgang mit Pferden («horsemanship») an italienischen Renaissance-Höfen: Ein guter Höfling war zugleich ein guter Reiter – eine Verbindung, die auf den Einsatz des Adels auf dem Schlachtfeld zurückgeht, die mit dem Niedergang der schweren Kavallerie aber an Bedeutung verlor. Die Ausbildung von Ross und Reiter für den Kriegseinsatz wich der Manege und der Dressur. Die Spanische Hofreitschule in Wien ist die Erbin dieser Tradition, die über den Hof von Neapel an die Donau ausstrahlte. Im Jahr 1580 errichtete Kaiser Maximilian II. im heute slowenischen Lipizza ein bekanntes Gestüt. Auf eine besondere höfische Verwendung von Pferden macht John Villiers anhand des portugiesischen Exempels aufmerksam, nämlich den Stierkampf, der nicht nur eigens aufgezogene Stiere benötigte, sondern auch trainierte Pferde. Das Reitpferd war das Fortbewegungsmittel des wohlgeborenen Mannes – solange es nicht durch die Kutsche ersetzt wurde. Die Wahl des Gespanns hing dabei vom Stand des Transportierten ab, wie Magdalena Bayreuther am Beispiel der Münchner Residenz im 18. Jahrhundert demonstriert, wobei insbesondere auch kodiert war, wo der Passagier auszusteigen hatte und welche Wegstrecke er zum Schluss noch zu Fuss zurücklegen musste.

Selbstverständlich war auch die Jagd eine hoch ritualisierte Angelegenheit: Julia Weitbrecht spricht in ihrem germanistischen Beitrag damit verbundene Aspekte wie Tierrituale und adelige Selbstdarstellung («self-fashioning») anhand von Gottfried von Strassburgs «Tristan» an. Bei dieser Tätigkeit brauchte es abgefertigte Hunde und einschlägiges Know-how. Wie hoch das eine wie das andere am französischen Hof unter Franz I. geschätzt wurden, ist von Maike Schmidt zu erfahren. Hunde galten (und gelten) als Inbegriff der Treue, was sie als Begleiter des Menschen prädestiniert(e). Ausgesuchte Hunde und auch Pferde wurden, wie Armelle Fémelat vor Augen führt, am Gonzaga-Hof in Mantua bildlich verewigt – ein Phänomen, das eine Entsprechung im Aufkommen von individualisierten Menschenporträts in der Renaissance hatte. Andreas Erb beschreibt die von beteuerter Freundschaft und sozialem Gefälle geprägte Beziehung zwischen der Prinzessen Louise von Anhalt-Dessau und dem Dichter Friedrich Matthisson an der Wende vom 18. zum 19. Jahrhundert. Als Bindeglied fungierte der Spitz Triton, der von beiden umsorgt wurde. Gerade bei Frauen am Hof erfreuten sich Haustiere, so Katharine MacDonogh, einer besonderen Beliebtheit, so auch das heute aus der Mode gekommene Eichhörnchen, das, wie Maria Aresin erklärt, durchaus als Sexualsymbol gedeutet werden konnte.

Dass die Haltung exotischer Tiere durchaus nicht immer den Erwartungen entsprach, macht Fabian Persson am Beispiel des schwedischen Hofes deutlich: Erwähnt sei hier nur der bei der Plünderung von Prag durch schwedische Truppen im Jahr 1648 aus der kaiserlichen Menagerie in den Norden entführte Löwe, dem so gar nicht zum Schaukampf mit einem Ochsen und einem Bären zumute war. Zum Abschluss führt der Weg nochmals an den Hof der Gonzage nach Mantua und dann auch weiter, wenn Fabian Jonietz die Thematik der Tier-Memoria anspricht, die sich in Bildnissen, Gedenktafeln und Denkmälern niederschlug. Der ausgiebig bebilderte, sehr lesenswerte Band, der durch mehrere Register erschlossen ist, thematisiert einen ganzen Strauss an Tier-Mensch-Beziehungen, die viel über den Zustand des jeweiligen Gesellschaftssegments verraten. Der Akzent auf das höfische Leben bringt es mit sich, dass in erster Linie Pferde und – wenn auch in geringerem Mass – Hunde im Zentrum der Betrachtungen stehen.

Georg Modestin, Solothurn

Ina Serif, **Geschichte aus der Stadt. Überlieferung und Aneignungsformen der deutschen Chronik Jakob Twingers von Königshofen**, Berlin / Boston: de Gruyter, 2020 (Kulturtopographie des alemannischen Raums Bd. 11).

Seit geraumer Zeit wird städtische Historiographie nicht mehr vor allem als Quelle für örtliche Verhältnisse ausgewertet und mit der pragmatischen Überlieferung abgeglichen, sondern in ihrer Eigenart als «Gedächtnis der Stadt» (Peter Johanek, 2016) ausgelotet. Damit sind Konzeptionen und Logiken der Aufzeichnung historischen Wissens, Situationen der Deutung, Instrumentalisierung und Inszenierung städtischer Vergangenheit, aber auch mögliche Funktionen von Geschichtsschreibung ins Blickfeld gelangt.

Ina Serifs Freiburger Dissertation, die sich mit den Gebrauchsformen eines historiographischen Texts befasst, ist in diesem Forschungsfeld zu situieren. Am Beispiel der Chronik des Strassburger Klerikers Jakob Twinger von Königshofen aus dem ausgehenden 14. Jahrhundert fragt sie nach «Formen und Funktionsangeboten» (S. 2) spätmittelalterlicher Geschichtsschreibung. Konkret geht es um Momente, in denen diese Chronik von Gruppen oder Individuen in der Stadt, aber auch darüber hinaus, abgeschrieben, rezipiert und angeeignet wurde. Umsichtig die methodischen Prämissen einer Erforschung historiographischer Überlieferungsformen als Texte und materielle Zeugnisse reflektierend, zeigt Serif, wie wirkungsvoll Jakob Twingers Chronik war und auf welche Weise sie bis ins Druckzeitalter in anderes Schriftgut übernommen wurde.

Eine Auslegeordnung zu den Twingers Werk rezipierenden Handschriften bildet den Ausgangspunkt für Serifs Überlegungen. Stätten der Produktion werden vor allem im Südwesten des Reiches, insbesondere aber am Oberrhein mit Strassburg im Zentrum, festgestellt, (leider kaum lesbar) kartiert und die Besonderheiten der Texte im Umgang mit dem Geschichtswerk Jakob Twingers beschrieben. Dabei setzt sich Serif von älteren Kategorisierungen der Geschichtsschreibung nach ihrem Berichtsraum (Stadt, Bistum, Welt) ab, hinterfragt Überlegungen zur Identitätsstiftung als vorrangige Funktion städtischer Historiographie, aber auch Ansätze, die Textrezeptionen als Emanationen eines Urtexts begreifen. Sie verfolgt die These, dass erst individuelle Verwendungen des Chroniktexts Aufschluss über die spezifische Bedeutung von Geschichtsschreibung als Erinnerungsmedium geben können.

Wie 128 (im Anhang nochmals eigens aufgelistete) Textzeugen das Geschichtswerk Jakob Twingers mit anderer Überlieferung kombinieren, ist ein weiteres zentrales Thema. Auch mit Blick auf die Materialität der jeweiligen Überlieferung wird herausgearbeitet, in

welchen Formen Rezipienten den Chroniktext übernehmen, erweitern, verändern, kürzen und mit Blick auf die jüngere Vergangenheit ergänzen. Bemerkenswert erscheint dabei unter anderem, dass die Chronik offenbar öfters mit bestimmten Texten, so zum Beispiel den sogenannten *Konstanzer Jahrgeschichten* und der *Anonymen Berner Chronik* kombiniert und auf andere historiographische, religiöse oder theologische Literatur bezogen, gelegentlich bebildert, tradiert wurde.

Ina Sarif kann die Zugänglichkeit der Handschrift in Strassburg annähernd rekonstruieren; sie weist nach, dass oberdeutsche Historiographie (wie etwa die Berner Chronik des Konrad Justinger, um 1420) die Twingersche Chronik zitiert und zeigt darüber hinaus, dass Texte aus bürgerlichen, adeligen und klerikalen Kreisen in je unterschiedlicher Weise und über kaum nachvollziehbare Kanäle vom breiten Angebot des Chroniktexts Gebrauch machten. Dabei verbindet Sarif die vielfältigen Rezeptionsformen mit dem Begriff der ‹(Re-)Funktionalisierung›, der sowohl ein Zurückkommen der Rezipienten auf die Funktionsangebote der Chronik Jakob Twingers impliziert als auch durch neue Akzentsetzungen, Fokusverschiebungen oder Homogenisierungen bestimmte Versuche umfasst, ein eigenständiges Werk vorzulegen. Weiter diskutiert werden könnten in diesem Zusammenhang die spezifischen Interessen derjenigen, die Twingers Chronik jeweils zu einer eigenen Geschichtserzählung verarbeiten.

Indem sie die Zirkulation und die Aneignungsformen von Historiographie aus der Stadt zum Gegenstand macht, eröffnet Ina Serifs Dissertation also einen neuen und anregenden Zugang zur Bedeutung spätmittelalterlicher Historiographie. Ihre Beobachtungen zur Chronik des Strassburger Klerikers Jakob Twingers von Königshofen liefern den Nachweis dafür, dass das ‹Gedächtnis› einer Stadt in ganz verschiedenen Kontexten als Fundgrube für Wissen unterschiedlicher Art dienen konnte, der Gebrauch von Geschichtsschreibung also ein dynamisches Eigenleben besitzt.

Martina Stercken, Zürich

Gianenrico Bernasconi, Susanne Thürigen (dir.), **Material Histories of Time. Objects and Practices, 14th–19th Centuries**, Berlin: de Gruyter, 2020, 226 pages.

Le décloisonnement des disciplines académiques et l'interdisciplinarité sont souvent des idéaux de la politique universitaire qui ne voient que rarement une concrétisation dans la réalité de la recherche. L'ouvrage publié sous la direction de Gianenrico Bernasconi et de Susanne Thürigen a précisément pour objectif de démontrer, par l'exemple, les apports d'un dialogue entre une histoire classique des techniques et une histoire sociale et culturelle des objets. L'horlogerie et les instruments de mesure du temps offrent l'occasion de ce dialogue. L'objectif du livre est d'historiciser l'émergence de la conscience du temps du point de vue de la relation objets-pratiques. Il démontre parfaitement les apports d'une histoire sociale et culturelle des techniques allant au-delà d'une approche classique sur les qualités intrinsèques des objets. Cet ouvrage collectif contribue donc à inscrire l'histoire de l'horlogerie dans le cadre historiographique développé depuis les années 1990 par les grandes revues académiques d'histoire des technologies (*Technology and Culture* et *History and Technology*). Il est issu d'un colloque international organisé à La Chaux-de-Fonds en novembre 2017.

La publication d'actes de colloque représente généralement l'aboutissement d'un travail d'équipe et le reflet d'échanges intellectuels. Toutefois, ce type d'ouvrage présente souvent une grande faiblesse en termes de cohérence académique. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles leur lectorat est souvent limité à quelques spécialistes. Un pro-

fond travail d'édition est nécessaire pour donner un sens commun à un série d'articles écrits selon des approches particulières et dont les auteurs ne suivent pas toujours le cadre général fixé par les organisateurs du colloque. Seule la définition d'une question de recherche précise permet à un ensemble de chercheurs issus d'horizons divers d'entreprendre un réel dialogue et de présenter les apports d'une démarche transdisciplinaire. Il convient donc de souligner que *Material Histories of Time* n'a malheureusement pas su éviter les écueils traditionnels des actes de colloque. L'ouvrage comprend une courte introduction et quatorze chapitres. Ces derniers ne sont toutefois pas réunis en parties thématiques, si bien qu'il est difficile d'offrir un discours d'ensemble cohérent et convaincant sur la relation objets-pratiques dans l'histoire de la mesure du temps. L'absence de problématique clairement identifiée et de conclusion d'ensemble limite la portée de cet ouvrage et sa contribution historiographique. Par ailleurs, l'ajout de notices biographiques des auteurs qui proviennent apparemment d'horizons académiques et professionnels fort variés aurait permis au lecteur de mieux comprendre leurs approches et leurs discours.

L'ouvrage comprend de fait des articles qui auraient pu être réunis en trois grandes parties. Premièrement, une série d'études porte sur la représentation du temps vue à travers des objets particuliers (fontaine d'orfèvrerie du XIVe siècle, Phillipe Cordez; horloges astronomiques monumentales des XVIe et XVIIe siècles, Günther Oestmann et Victor Pérez-Alvarez; tableaux de maîtres du XVIIIe siècle, Gerhard Dohrn-van Rossum). Il s'agit souvent de contributions assez descriptives, dans une approche classique d'histoire de l'art, qui consistent en la présentation minutieuse d'objets particuliers. Cette série d'articles démontre que les horloges ne sont pas de simples instruments de mesure du temps mais des expressions de la manière dont les hommes conçoivent la nature du cosmos à des époques spécifiques.

Deuxièmement, les travaux sur les usages sociaux des montres et des horloges forment le cœur de l'ouvrage. Plusieurs chapitres explorent la diffusion des montres à Paris au XVIIIe siècle (Marie-Agnès Dequidt), la transformation de la conscience du temps à Londres aux XVIIIe et XIXe siècles (Gerrit Verhoeven), l'usage des garde-temps par les voyageurs qui parcourent l'Europe au XVIIIe et XIXe siècles (Grégoire Besson), le contrôle du temps dans les écoles (Fabio Pruneri), les cuisines (Gianenrico Bernasconi) et le laboratoire expérimental du chimiste Lavoisier (Marco Storni). Au-delà de leur grande variété, ces divers cas d'étude soulignent que les fonctions des montres et des horloges ne se limitent pas une simple mesure du temps. À titre d'exemple, Bernasconi démontre avec brio que la diffusion des garde-temps dans les cuisines de l'Ancien Régime débouche sur une «standardisation des savoirs» (p. 184), avant de conclure: «La maîtrise de la transformation des aliments à travers la mesure des durées apparaît ainsi comme une rationalisation des processus associés à une économie de la matière.» (p. 186).

Enfin, troisièmement, quelques articles non-problématisés et largement descriptifs portent sur des objets eux-mêmes: la montre et l'odomètre (Nicolas Verdier), la montre de voyage (Catherine Herr-Laporte), les montres cassées (Alexis McCrossen) et les fausses horloges de Forêt-Noire (Johannes Graf). Il faut bien avouer que le lecteur reste dubitatif face à la contribution académique de tels chapitres.

Bien que l'ouvrage manque d'une vision d'ensemble cohérente et d'une présentation claire des résultats obtenus, il convient pour terminer de souligner sa principale contribution historiographique, qui est particulièrement importante et qui aurait mérité une meilleure mise en valeur. Plusieurs auteurs remettent en effet en question l'idée selon laquelle la diffusion des montres et des horloges au cours du XVIIIe siècle s'accompagne

d'une nouvelle gestion du temps et de nouveaux usages sociaux – la formation du monde moderne chère à David Landes. Jusqu'à présent, les historiens expliquaient que la croissance du nombre de garde-temps dans un milieu donné avait directement contribué à la transformation des usages sociaux. Or, Verhoeven démontre parfaitement que les nouvelles technologies horlogères de la fin du XVIIIe siècle ont un faible impact sur la mesure quotidienne du temps, au contraire de ce qu'avaient précédemment affirmé des historiens comme Thompson et Landes (p. 114). Dequidt affirme, quant à elle, que les montres et les pendules du XVIIIe siècle sont appréciées «pour leur valeur et la qualité de leur décoration» (p. 101). Pour Herr-Laporte, enfin, la diffusion de montres de voyage répond certes à un besoin de suivre des horaires de plus en plus déterminés, mais elle exprime également une envie de distinction sociale: «Ce sont non seulement des objets utiles, mais aussi des objets luxueux, qui s'inscrivent dans des logiques d'ostentation [...].» (p. 144).

L'objet en soi ne conduit donc pas automatiquement au changement social. Ainsi, l'analyse de la relation objet-pratique telle que proposée par Bernasconi et Thürigen permet non seulement d'offrir un regard nouveau sur l'usage social du temps, mais aussi – et surtout – de démontrer que les raisonnements fondés sur une mauvaise connaissance des objets mènent à certaines interprétations inexactes. Un véritable travail d'édition avec, par exemple, la rédaction d'une conclusion et une sélection plus rigoureuse des articles publiés, aurait permis de mieux mettre en évidence les apports incontestables de cette recherche commune, sa contribution à la connaissance historique et son impact sur le débat historiographique.

Pierre-Yves Donzé, Osaka

Roberto Leggero, Simona Gavinelli (a cura di), **Salus in Horto. Il giardino come cura**, Roma: DeriveApprodi, 2020, 224 pagine.

Il presente volume, curato da Roberto Leggero e Simona Gavinelli, riprende gli interventi presentati all'incontro internazionale dedicato al giardino come cura e ai benefici del giardino, tenutosi nella doppia sede di Mendrisio (USI) e di Novara. Oltre all'introduzione di Roberto Leggero in cui sono spiegati brevemente gli intenti dell'incontro e delineati i contenuti della pubblicazione, il volume contiene tre sezioni dedicate alla cura del giardino, al giardino come cura e al giardino come cura della città. La prima sezione è introdotta da un'analisi generale sulle principali pubblicazioni dedicate al giardino, al giardinaggio e all'ortoterapia da parte di Andrea Di Salvo. L'autore riflette sul ruolo del giardino e sulla sua azione nella storia. Al giardino monastico altomedievale e alla conservazione delle conoscenze sulle piante è dedicato l'intervento di Simona Gavinelli. La studiosa mette in evidenza l'influenza di testi come il *Capitulare de villis* nella diffusione di colture utili all'uomo all'interno dei monasteri carolingi, colture che hanno avuto anche il merito di strutturare la comunità monastica. Il contributo di Anna Finocchi mette in evidenza la centralità delle raffigurazioni di piante e dei prodotti dell'orto all'interno dei *tacuina sanitatis*. Tali *tacuina* sono un prodotto del contesto culturale lombardo del XIV secolo ed erano inseriti in complesse reti di circolazione di oggetti e di sapere a livello internazionale. I giardini e i *loci amoeni*, talvolta scomparsi, nella regione del Lago d'Orta e del Sacro Monte sono al centro dell'articolo di Valerio Cirio. Cirio menziona più di una decina di giardini legati ad abitazioni appartenute ad ecclesiastici, a nobili o a famiglie benestanti di varia origine presenti su tale territorio.

La seconda sezione comincia con l'articolo di Giacomo Lorandi consacrato alle terapie utilizzate dal medico elvetico Théodore Tronchin, un seguace delle teorie umorali di

origine ippocratica. L'articolo mostra i limiti dell'approccio basato sulla natura del medico svizzero, un approccio che tornerà ad essere al centro dei dibattiti medici nel XIX secolo attraverso le discussioni intorno al movimento naturopata e all'igienismo. I giardini e gli orti botanici di Novara in epoca napoleonica sono oggetto dello studio di Silvana Bartoli. Bartoli analizza le figure del medico e botanico Giovanni Biroli (1772–1825), del medico e agronomo Giuseppe Gautieri (1769–1833) e l'attività della Società Agraria del Dipartimento dell'Agogna. Il ruolo dell'orto botanico di Brera nella Milano del Sette e dell'Ottocento è l'argomento trattato da Agnese Visconti. La storica esamina il rinnovamento in direzione osservativo-sperimentale dello studio della botanica grazie all'istituzione di una cattedra *ad hoc* nelle Scuole Palatine e dell'Orto botanico di Brera (1774), diretto inizialmente dal monaco vallombrosano Fulgenzio Vitman (1728–1806). Nell'intento riformatore dell'imperatrice Maria Teresa l'orto doveva servire per migliorare la formazione pratica impartita ai medici e agli speziali cittadini. La sezione chiude con un contributo di Franco Mittino intorno alle possibilità offerte dalla terapia del verde. Partendo dall'esperienza concreta fatta presso una comunità psichiatrica di Novara, Mittino riflette sugli aspetti terapeutici e riabilitativi legati alle «terapie dell'orto».

Il terzo gruppo di contributi si interroga, con approcci diversi, sul tema «Il Giardino, cura della città». Mirella Montanari considera il ruolo degli orti-giardini-frutteti nella Chieri del XIII secolo. Tali orti-giardini erano considerati dalle autorità cittadine come un bene di elevato valore produttivo, i cui frutti erano destinati al mercato locale e non all'autoconsumo. In questo senso, si trattava di un'esperienza ben lontana da quella del «giardino di delizie» che si sarebbe sviluppata nel secolo seguente. Ornella Selvafolta propone, dal canto suo, un'analisi dell'opera *L'elemento «verde» e l'abitazione* (1950) dell'architetto milanese Luigi Figini (1903–1984), in cui l'autore propone un percorso progressivo d'avvicinamento culturale e materiale tra natura e architettura. I giardini Olivetti sono al centro del contributo di Giuseppe Lupo. Nel suo intervento, Lupo parte dalle riflessioni intorno all'economia corporativa pubblicate da Adriano Olivetti in un articolo nel quotidiano *Lavoro Fascista*, in cui auspicava la trasformazione delle realtà urbane in città-giardino, per arrivare poi all'immagine del giardino collegato allo sviluppo dell'azienda Olivetti ad Ivrea nelle opere di Paolo Volponi. Sascha Roesler analizza, partendo da scritti di architetti/e e storici/che, diverse osservazioni sull'estetica dei microclimi basate sulle percezioni date dai giardini. Nella seconda parte del contributo si concentra su un esame dei microclimi rispetto agli spazi verdi urbani, mentre nell'ultima parte considera le differenze termiche nelle città e descrive due casi di «arcipelaghi ambientali», prendendo come esempi le passeggiate multisensoriali create negli anni 1960 a Bath in Inghilterra e a San Francisco. Fabio Di Carlo chiude il libro con una serie di riflessioni sulle relazioni tra giardino e benessere. Egli considera i giardini come collezione (i giardini botanici) a partire dal XIII secolo (il viridario di Matteo Selvatico a Salerno), esamina – in seguito – il legame tra giardino e giardiniere e i benefici, anche psicofisici, della cura del giardino, ed arriva a riflettere sul giardino come cura della città. In questo senso, la natura in città non deve essere interpretata in un'accezione unicamente ornamentale, ma come luogo di socializzazione e di riduzione dello stress lavorativo.

Il volume propone riflessioni interessanti sul ruolo del giardino dal Medioevo all'epoca contemporanea nei diversi contesti urbani e attraverso approcci molto diversi (storici, storico-artistici, letterari, filosofici, medico-terapeutici, architettonici e urbanistici) e riesce, così, a indicare vie possibili di sviluppo delle zone verdi nelle città contemporanee. La coerenza e la coesione dei diversi contributi non sono, però, sempre evidenti.

Sarebbe stato utile, da parte dei curatori, menzionare chiaramente nell'introduzione quali riflessioni teoriche abbiano motivato la scelta dei diversi interventi pubblicati nel presente volume e quale *fil rouge* li abbia ispirati, permettendo ai lettori e alle lettrici di meglio contestualizzare (e comprendere) il valore degli articoli proposti.

Simona Boscani Leoni, Berna

Craig Koslofsky, Roberto Zaugg, **A German Barber-Surgeon in the Atlantic Slave Trade, The Seventeenth-Century Journal of Johann Peter Oettinger**, Charlottesville: University of Virginia Press, 2020 (Studies in Early Modern German History), 121 Seiten.

Mit dem vorliegenden Band machen Craig Koslofsky und Roberto Zaugg das Reisetagebuch eines im Sklavenhandel des 17. Jahrhunderts tätigen *barber-surgeons* aus dem kleinen Dorf Orendelsall (im heutigen Baden-Württemberg) im Heiligen Römischen Reich Deutscher Nation einem breiten Publikum verfügbar. Der historische Quellenwert ist dabei als sehr hoch einzuschätzen. So gibt es nur recht wenige Berichte aus erster Hand von Personen, die in unteren und mittleren Positionen der Hierarchie des Geschäftes unmittelbar am Sklavenhandel beteiligt waren und die ihre Schilderung darüber hinaus nicht nur auf die Zeit an Bord beschränken. Koslofskys und Zauggs Veröffentlichung lässt sich damit zwei aktuellen Forschungsströmungen zuordnen. Zum einen leistet sie einen Beitrag zu einer räumlich umfassenderen Untersuchung des Sklavenhandels, in die nun auch Regionen einbezogen werden, die zunächst nicht als zentral für dieses Geschäft galten (in diesem Fall das Heilige Römische Reich deutscher Nation), um damit dessen Reichweite und die globalen Verflechtungen des 17. Jahrhundert zu verdeutlichen. Zum anderen lässt sie sich einer Reihe jüngerer Veröffentlichungen zuordnen, in denen jeweils die Lebensgeschichte von subalternen (Sklavenhandelspersonal und Verschleppte) Personen im Kontext des Sklavenhandels erforscht wird. Der transkribierte, ins Englische übersetzte und in den Fussnoten sehr sorgfältig kommentierte Reisebericht (S. 1–71) des Johann Peter Oettinger nimmt den grössten Raum des Buches ein. Er bietet hochinteressante Einblicke in den Sklavenhandel, in den Mikrokosmos Sklavenschiff und die Lebenswelt sowie in die Wissensbestände eines *barber-surgeons* des 17. Jahrhunderts und liefert zudem präzise Beschreibungen verschiedener in den Sklavenhandel verwickelter Regionen in der Karibik und an der westafrikanischen Küste. Die Kommentierung ermöglicht es auch einem breiten Publikum, dem Text ohne Probleme folgen zu können. Die kommentierte Quelle wird durch eine sehr ausführliche Einleitung (S. XV–LXXXIII) sowie ergänzende Dokumente und Quellen zum Sklavenhandel erweitert. Abgerundet wird der Band durch zusätzliche Literaturhinweise sowie einen Index.

In ihrer Einleitung ordnen Koslofsky und Zaugg den Lebensweg Johann von Oettingers in die Hintergründe der Zeit ein. Hier finden sich viele grundsätzliche Informationen über den Sklavenhandel des 17. Jahrhunderts und zu seiner spezifischen Struktur. Zudem werden die verschiedenen Räume vorgestellt, die Oettinger in seinen 14 Jahren der Wanderschaft besuchte. Über diese Aspekte hinaus wäre ein Abschnitt zum Atlantik selbst als wichtigen Raum der Geschichte, sowie zu der Arbeit und den Hierarchien an Bord noch denkbar gewesen. In diesem Teil greifen die Autoren vor allem auf Forschungsliteratur, weitere Quellen und die Daten der grössten Datenbank der Sozialgeschichte (*Trans-Atlantic Slave Trade Database*) zurück. Darüber hinaus wird auf die Geschichte der Quelle und ihre erste Veröffentlichung 1885 unter dem Titel «Unter kurbrandenburgerischer Flagge: Deutsche Kolonialerfahrungen vor zweihundert Jahren» eingegangen, die sich als Versuch der Instrumentalisierung der Geschichte Oettingers als Teil der deutschen Kolo-

nialgeschichte begreifen lässt, die vom damaligen Herausgeber unter sichtbarem Einfluss von Werken der Kolonialliteratur stark verändert und um Stereotypen ergänzt worden war, die im ursprünglichen Bericht nicht vorkamen. Die nun von Koslofsky und Zaugg transkribierte und übersetzte Abschrift aus dem Geheimen Staatsarchiv Preussischer Kulturbesitz ist ebenfalls eine Abschrift des Originals, das bis heute als verschollen gilt. Gerade an diese Editions- und Veröffentlichungsgeschichte anknüpfend, eröffnen sich Möglichkeiten, den Band in instruktiver Weise in der Lehre einzusetzen, denn besonders um Studierende an eine kritische Quellenlektüre heranzuführen, scheint mir die Auseinandersetzung mit den unterschiedlichen Ausgaben des Textes und der Veröffentlichungsgeschichte sehr geeignet. Die Dokumente im Anhang aus Feder von Gouverneuren, Sklavenschiffskapitänen und Missionaren ergänzen den Bericht sehr anschaulich. Leider wurde hier jedoch die Möglichkeit verpasst, die Perspektive der Verschleppten miteinzubringen. Auch wenn wir mit Oettinger die Erfahrungen eines, wie die Autoren ihn bezeichnen, «Subalternen» lesen können, repräsentiert er doch sicher nicht die Erfahrungen der Sklavinnen und Sklaven, die jedoch manchmal durchaus greifbar sind. So wäre es möglich gewesen, diese Perspektive zu erweitern, etwa mit dem Abdruck eines exemplarischen Briefes der ehemaligen Sklavin Damma, die als Oettingers Zeitgenossin auf der Insel St. Tomas lebte und deren Briefe von Koslofsky und Zaugg in ihrer Einleitung als wichtige Quelle für den Prozess der Kreolisierung erwähnen. Diskussionen mag die Verwendung der Differenzkategorie *race* provozieren, die, wie die Autoren überzeugend zeigen können, in Oettingers Bericht als fluide Differenzkategorie neben anderen benutzt wurde. Im Gegensatz dazu gehen die Autoren mit Blick auf die Plantagengesellschaften, von einer starren Nutzung dieser Kategorie aus: «They [die Plantagengesellschaften] were also the first societies in history governed by laws in which «white» and «black» were legal categories», wobei dann auch Brasilien als Beispiel aufgeführt wird. Für Brasilien lassen sich diese aus dem US-amerikanischen Rechtssystem übernommenen Kategorien jedoch nicht ohne Weiteres übertragen, denn «white» und «black» waren hier nie rechtliche Kategorien. Dieser Befund gilt auch für die spanische Karibik des 17. Jahrhunderts. Im späten 18. Jahrhundert scheiterte sogar der Versuch, diesen Kategorien Gesetzeskraft zu geben. Es wäre also noch zu fragen, wie die Kategorie *race*, je nach Zeit und dem Ort genutzt wurde und ob die Benutzung nicht auch in den Ländern mit Plantagensklavereien fluider waren, als es die Autoren annehmen. In diesem Rahmen bieten sich weitere Anknüpfungspunkte für künftige Forschungsarbeiten. Für eben diese sowie für Forschende, die sich für den Sklavenhandel des 17. Jahrhunderts, die Arbeiter dieses Geschäftes und die kulinarischen und medizinalen Praktiken an Bord interessieren, bildet die wichtige Veröffentlichung Koslofskys und Zauggs nun einen unverzichtbaren und instruktiven Beitrag.

Melina Teubner, Bern

Nathalie Büsser, Thomas David, Pierre Eichenberger, Lea Haller, Tobias Straumann, Christa Wirth (Hg.), **Transnationale Geschichte der Schweiz. Histoire transnationale de la Suisse**, Zürich: Chronos, 2020 (Schweizerisches Jahrbuch für Wirtschafts- und Sozialgeschichte / Annuaire suisse d'histoire économique et sociale, Bd. 34), 288 Seiten, 10 Abbildungen s/w., 12 Grafiken / Tabellen.

Der Sammelband vereinigt Beiträge, die bei Workshops und Tagungen einer Gruppe von Neuzeithistorikerinnen und -historikern 2016 und 2017 präsentiert wurden. Thematisch und konzeptionell im Mittelpunkt dieser Treffen stand die Frage, wie eine trans-

nationale Geschichte der Schweiz anzugehen wäre. Die Gruppe bilanzierte 2017 den Ertrag ihrer Bemühungen selbst mit dem Vorschlag, eine solche Geschichte sei «entlang dreier Achsen anzugehen: die Präsenz der Schweiz, ihrer BewohnerInnen, ihrer Güter und ihres Kapitals in allen Ecken der Welt; die kritische Bewertung des Sonderfalls; und schliesslich das Potenzial dieser Ansätze im Sinne von ‹jeux d'échelles› (Skalenspielen).» (S. 10).

Dieses Konzept verrät mit der stillschweigenden Annahme der Existenz eines staatlichen Gebildes namens «Schweiz» zum einen, dass die Mitglieder der Gruppe – die im Übrigen nur teilweise mit den Herausgeberinnen und Herausgebern des Bandes identisch sind – überwiegend zum 19. bis 21. Jahrhundert geforscht haben. Und es legt zum andern die thematischen und chronologischen Schwerpunkte eines Sammelbandes offen, der mit ganz wenigen Ausnahmen Forschungen zur neuesten und Zeitgeschichte präsentiert.

Ganz allgemein eint die thematisch sehr heterogenen Beiträge des Bandes die Überzeugung, «dass Ansätze, die sich ausschliesslich auf das winzige helvetische Territorium beschränken, im Erkenntnisgewinn begrenzt sind». Sie «situieren die Schweiz in ihren transnationalen Verbindungen, um die Entwicklung dieses Raumes zu verstehen. [...] Die Beiträge zeigen die Beziehungen der Schweizer AkteurInnen zu den Grossmächten, die schweizerische Präsenz in aussereuropäischen Ländern und die Notwendigkeit, die Zirkulation von Gütern, Kapital, kulturellen Praktiken, Ideen und Menschen in Abhängigkeit voneinander zu untersuchen.» (S. 11).

Die thematischen Schwerpunkte der Beiträge überraschen denn auch nicht und lassen sich konzeptionell den verschiedenen Ausprägungen eines Forschungsansatzes zuordnen, der ja weniger eine neue Methode, ein neuer «turn» sein, sondern vielmehr mit der Fokussierung von «Beziehungen, Verbindungen, Kontakte[n] und Austauschprozesse[n] von Personen, Dingen und Ideen zwischen Staaten, Kulturen und Kontinenten» (S. 159; siehe auch S. 226) eine neue Perspektive ins Spiel bringen will.

Alexandre Fontaine zeigt, wie die Konzepte und Praktiken der Freiburger Schulbildung im 19. Jahrhundert im Rahmen eines grenzüberschreitenden Transfers von Wissen entstanden. Christian Koller erkennt in den Praktiken und in der Beurteilung von Streikbewegungen in der Schweiz zwischen 1860 und 1930 mannigfaltige Einflüsse von aussen. Cyril Cordoba interessiert sich für die Rolle der Schweiz als Plattform für die Propagierung des Maoismus in den 1950er und 1960er Jahren. Roman Wild untersucht die Bedeutung New Yorks als Drehscheibe für die Schweizer Seidenindustrie und den Seidenhandel. Pietro Nosetti beleuchtet den Aufstieg des Tessiner Bankensektors im Hinblick auf die zwischenstaatlichen Beziehungen zwischen der Schweiz und Italien in der Zwischenkriegszeit. Isabelle Lucas erhellt den Anteil von Schweizer Unternehmern und Kaufleuten am Aufstieg von Buenos Aires zur Wirtschaftsmetropole Lateinamerikas zwischen 1891 und 1937. Jérémy Ducros legt den Zusammenhang zwischen dem Wachstum der Genfer Börse und der Internationalisierung der Börsenmärkte in den Jahrzehnten nach dem Zweiten Weltkrieg offen. Marcel Brengard untersucht die Umstände, unter denen der Schweizer Elektrokonzern BBC Anfang der 1960er-Jahre in Nigeria in die Energieproduktion einstieg. Mit dem einzigen in die Zeit vor 1800 zurückreichenden Beitrag liefert Andreas Würgler eine Skizze der Geschichte des Buchdrucks in der Schweiz in transnationaler Perspektive und unterstreicht, wie stark dieses Gewerbe von der Zirkulation von Akteuren, Texten und Wissensbeständen und von grenzüberschreitenden Distributions- und Rezeptionskanälen lebte. Fernanda Gallo zeigt, wie stark das italienische Risorgimento von italienischen Übersetzungen gewisser Schriften von Benjamin Constant beeinflusst

war, die die Druckerei Capolago Elvetica in Lugano herausbrachte. Alexandra Binnenkade beleuchtet mit den Schweizer Soldaten im amerikanischen Bürgerkrieg 1861–1865 ein wenig bekanntes Kapitel der Geschichte der schweizerischen militärischen Arbeitsmigration. Muriel Willi schliesslich beleuchtet diverse kulturdiplomatische und tourismusindustrielle Bemühungen, Luzern als «Plattform der internationalen Völkerverständigung und als humanitäres Zentrum zu positionieren.» (S. 16).

Mit der bezeichnenden Ausnahme des Beitrags von Andreas Würgler, der – über sein eigentliches Thema hinausgehend – die Brauchbarkeit und Angemessenheit des Labels «transnational» für die Analyse der Epoche vor dem Nationalstaat des 19. Jahrhunderts reflektiert (und diese durchaus bejaht), bewegen sich all diese Beiträge im Rahmen von Fallstudien zu ihren jeweiligen Themen, ohne sich vertiefter mit dem Konzept der transnationalen Geschichte auseinanderzusetzen. Umso dankbarer ist der Leser für die Entscheidung der Herausgeberinnen und Herausgeber, dem Band noch Beiträge hinzugefügt zu haben, welche die Implikationen einer transnationalen Geschichte der Schweiz stärker theoretisch und methodologisch reflektieren. Jakob Tanner stellt die besonderen Herausforderungen des transnationalen Ansatzes heraus: Er muss erstens «die vielfältigen Wechselwirkungen – die Synergien ebenso wie die Blockierungen – zwischen dem föderalistisch strukturierten schweizerischen Staatswesen, den Weltmärkten sowie der europäischen Wirtschaft und Gesellschaft verständlich» (S. 231) machen. Er fordert von den Historikerinnen und Historikern zweitens neue Forschungspraktiken, die markante Ausweitung der Quellengrundlage und die notwendigen Sprachkompetenzen, sowie drittens die Historisierung des «Kompositums ‹transnational›». Gerade in dieser Hinsicht wird Tanner aber seinem Anspruch nicht gerecht, bleibt er doch einem modernistischen Konzept der Nation als Nationalstaat verhaftet. «Das Attribut ‹transnational› ist paradox, weil es *Nationen* als Beobachtungsfelder voraussetzt und sie gleichzeitig relativiert und in grössere Zusammenhänge rückt. Dadurch verliert der *Nationalstaat* seine Kontur.» (S. 225, Hervorhebungen AH). Diese durchaus geläufige Ineinssetzung von Nation und Nationalstaat – bisweilen gepaart mit der «Annahme, eine transnationale Geschichte vor der Epoche des Nationalstaates (19./20. Jahrhundert) sei anachronistisch» (S. 168) – stellt Andreas Würgler in seinem Beitrag zu Recht in Frage und weist unter anderem auf die markanten Artikulationen eines frühen Nationalismus im Zeitalter des Humanismus und der Reformation hin.

Im Hinblick auf eine transnationale Konzipierung der Schweizer Geschichte in den Jahrhunderten vor 1800 sind Simon Teuschers Überlegungen in mehrfacher Hinsicht wertvoll. In historiographiegeschichtlicher Hinsicht erinnert Teuscher daran, wie sehr die Geschichtsschreibung zur Schweiz «seit dem Mittelalter in paradigmatischer Weise nationalistisch» (S. 238) gewesen, das heisst auf einen Raum begrenzt geblieben sei, der erst im Verlauf eines langen Prozesses bis ins frühe 19. Jahrhundert «schweizerisch» wurde. Insofern eignet dem Ansatz des Transnationalen auch eine historiographiekritische Komponente, welche auf die Leerstellen und Sackgassen der traditionellen Nationalgeschichte des 19. und 20. Jahrhunderts aufmerksam macht. Teuscher plädiert darüber hinaus für eine konsequente Historisierung der politischen Raumordnungen im *Corpus helveticum* des Spätmittelalters und der Frühen Neuzeit und unterlegt seinen Vorschlag mit überzeugenden Fallgeschichten. Damit besetzt Teuscher zumindest ansatzweise jene Leerstelle im Band, auf die Thomas Maissen in seiner Rezension des Sammelbandes – grundsätzlich zu Recht, zu Unrecht aber in Bezug auf den Beitrag von Teuscher – hinwies: Erstaunlicherweise wird nämlich im Band nirgendwo der «nationalgeschichtliche Container dort infra-

ge gestellt oder gesprengt [...], wo seine Engführungen offensichtlich sind: im Politischen, im Staatlichen.»[2] Teuscher optiert für eine unvoreingenommene Geschichte der Vormoderne, die der «Vielzahl der uns fremd gewordenen räumlichen Ordnungen des Politischen» gerecht wird. Von hier aus liesse sich diese Geschichte konzipieren und beschreiben als langfristiger Prozess der Einbindung herrschaftlicher Entitäten in einen übergreifenden politischen Zusammenhang, der erst allmählich als eidgenössisch-schweizerisch wahrgenommen und bezeichnet wurde. Der einschlägige Vorschlag des Rezensenten blieb den Beiträgern dieses Bandes offenbar unbekannt.[3]

André Holenstein, Bern

André Holenstein, Claire Jaquier, Timothée Léchot, Daniel Schläppi (dir.), **Politische, gelehrte und imaginierte Schweiz. Kohäsion und Disparität im Corpus helveticum des 18. Jahrhunderts**; Suisse politique, savante et imaginaire. Cohésion et disparité du Corps helvétique au XVIIIe siècle, Genève: Slatkine, 2019, 381 pages.

Le livre regroupe les actes du colloque organisé à Neuchâtel du 23 au 25 novembre 2017 par la Société suisse pour l'étude du XVIIIe siècle. Dans son introduction, André Holenstein met en évidence la complexité ainsi que les asymétries du *Corpus helveticum* au XVIIIe siècle et souligne les disparités économiques, sociales et de distribution de la population entre les différents cantons. C'est à l'intérieur de ces disparités que se développe un discours national-patriotique à l'époque moderne.

La première section de l'ouvrage («La Suisse et l'étranger: représentations croisées») est introduite par l'article d'Elisabeth Salvi. Elle analyse les relations diplomatiques des Républiques suisses au début du XVIIIe siècle et l'activité du gentilhomme vaudois et agent impérial François-Louis de Pesme de Saint-Saphorin qui incarne, selon Salvi, «les paradoxes de la culture politique helvétique» (p. 51). Michael Böhler insiste, lui, sur le rôle identitaire de l'utilisation, dans les cantons germanophones, d'une «langue suisse» contre l'emploi considéré comme «artificiel» de la langue allemande. Quant à Roger Smith, il met en lumière les institutions de la communauté suisse à Londres et souligne la création d'une identité propre à cette communauté à travers l'appartenance confessionnelle et l'utilisation de symboles républicains. Le poème descriptif *Passage du Mont Saint-Gothard* de la duchesse Georgiana Spencer Cavendish (1757–1806) est l'objet de l'étude de Patrick Vincent. Le poème a ciruclé largement en Europe et a contribué à la diffusion du mythe d'une Suisse libre et heureuse dans une version patriarcale et conservatrice qui reniait la Révolution française. Timothé Léchot, lui, se concentre sur le rôle de la Société helvétique «pour raffermir l'union des Suisses» (p. 99) et met en évidence, entre autres, le rôle critique du juriste français Marie Jean Hérault de Séchelle (1759–1794) dans le contexte des assemblés de la Société en 1790. Enfin, Alexandre Fontaine propose une analyse des études de Marc-Antoine Jullien (1775–1848) qui est considéré comme le père de

2 Thomas Maissen, Rezension zu «Transnationale Geschichte der Schweiz. Histoire transnationale de la Suisse», in: Francia recensio, 2020/3; online unter: www.recensio.net/rezensionen/zeitschriften/francia-recensio/2020-3/19-21-jahrhundert-epoque-contemporaine/ReviewMonograph208072643 (8.10.2021).

3 André Holenstein, Transnationale Schweizer Nationalgeschichte: Widerspruch in sich oder Erweiterung der Perspektiven?, in: Swiss Academies Communications 13/6, 2018, online unter: www.sagw.ch/fileadmin/redaktion_sagw/dokumente/Publikationen/Akademievortraege/Akademievortrag_28_Holenstein.pdf (22.11.2021).

l'éducation comparée. Pour ce dernier, la Suisse est une sorte d'Europe en miniature sur laquelle fonder le développement de ses théories.

La deuxième section du livre, intitulée «Espaces politiques», est ouverte par la contribution d'Andreas Würgler qui considère la carte de l'Ancienne Confédération du naturaliste et médecin zurichois Johann Jakob Scheuchzer (1672–1712), produite lors d'un moment de crise politique et confessionnelle (la deuxième guerre de Villmerger, 1712), et souligne que cette carte isole le territoire helvétique du reste de l'Europe à travers la représentation de ses merveilles naturelles. Le bourgmestre zurichois Johann Jakob Leu, auteur du fameux *Allgemeines Hevletisches, Eydgenößisches oder Schweitzerisches Lexikon* (1747–1765), est l'objet de l'article de Nikolaus Linder qui analyse l'*Eydgenößisches Stadt- Und Landrecht (1727–1746)* dans lequel Leu présente l'Ancienne Confédération comme un espace juridique unitaire et autonome. Le rôle des pays alliés dans la construction d'un «territoire suisse» est approfondi dans la contribution de Nadja Ackermann, Peter Lehmann et Nadir Weber. En particulier, les auteurs considèrent l'activité diplomatique du genevois Charles Pictet de Rochemont (1755–1824) et du patricien neuchâtelois Jean-Pierre de Chambrier d'Oleyres (1753–1822), ministre plénipotentiaire du roi de Prusse Frédéric II à Turin et pour la Confédération. Son activité diplomatique est marquée par une double attitude: d'un côté, obtenir de la Prusse le respect de l'existence territoriale de la Confédération, de l'autre, garantir à Neuchâtel l'intégration dans le *Corpus helveticum* comme pays allié. Les rapports entre les savants vaudois et l'helvétisme sont l'objet l'article de Damiano Bardelli qui signale les différences entre la génération de Loys de Bochat, de Gabriel Seigneux de Correvon et d'Abraham Ruchat, qui était mieux intégrée dans les réseaux savants suisses par rapport à la génération active à la fin du siècle, quand le latin avait désormais perdu sa fonctionne de *lingua franca,* et remet en question le rôle de l'helvétisme à la fin du XVIIIe siècle. Roger Francillon consacre, lui, sa contribution au doyen Philippe-Sirice Bridel et à ses *Étrennes helvétiennes* ainsi qu'à son *Conservateur suisse.* Dans ces ouvrages, Bridel donne une image irénique de la Suisse et de la liberté des vieux Suisses, qui est – dans sa conception – complètement différente de la liberté des révolutionnaires français.

La troisième section «Espace naturel et géographique» débute par une réflexion de Hans-Ulrich Schiedt consacrée au système des routes et des transports où il explique le développement du réseau routier après 1750 et son amélioration grâce à l'intervention des Cantons qui voulaient faciliter les échanges et le commerce au niveau transrégional et international. Gerrendina Gerber-Visser et Martin Stuber se concentrent sur la réponse du pasteur et naturaliste Bernois Jakob Samuel Wyttenbach (1748–1830) à une question mise au concours par la Société économique de Berne sur l'état de la recherche naturaliste dans l'Ancienne Confédération en 1778. Dans son article, paru dans le «Magazin für die Naturkunde Helvetiens», dont le rédacteur était Johann Georg Albrecht Höpfner (1753–1813), Wyttenbach soulignait l'utilité sociale de l'étude de la nature et la richesse de la nature de la Suisse. La montagne comme rempart est le thème de la contribution d'Alain Guyot. L'auteur souligne le développement de cette métaphore architecturale surtout parmi les écrivains suisses qui l'utilisent pour mettre en valeur la montagne alpine comme élément protecteur contre l'étranger. Une autre dimension de la Suisse est perceptible dans le *Voyage historique et littéraire en Suisse occidentale* (1781) du patricien, bibliothécaire et bailli bernois Jean-Rodolphe Sinner de Ballaigues. Dans cet ouvrage, Ballaigues propose à ses lecteurs et lectrices des descriptions des plaines et des villes comme des espaces positifs de la sociabilité et évite, en revanche, de décrire les montagnes. Le thème

du voyage est repris dans l'analyse d'Adrien Paschoud consacrée aux *Lettres physiques et morales* (1778) de Jean-André De Luc qui relatent son voyage à travers la Suisse en 1774–1775. Dans ces lettres, le savant genevois donne une image idéalisée des sociétés alpestres qui auraient eu le mérite, selon lui, de «se soustraire aux intérêts privés pour atteindre au seul bien collectif» (p. 281).

La contribution de François Rosset sur le roman suisse au XVIIIe siècle ouvre la quatrième section intitulée «Espace culturel». Rosset s'interroge sur les aspects «spécifiquement suisses» des romans et signale la centralité du XVIIIe siècle pour la création d'une imagerie littéraire spécifique à la Suisse et à sa population. Les pratiques langagières en Suisse romande entre la fin du XVIIIe et le début du XIXe siècles sont le thème de l'article de Sara Cotelli Kureth et de Christel Nissille. Les deux autrices soulignent le développement de régionalismes linguistiques à fonction identitaire qui s'opposent à la norme unique du français standard. Dans son intervention, Roman Bonderer, met en évidence l'absence d'un programme commun d'intégration de la part des Cantons dans la période entre 1830 et 1848 et souligne l'instrumentalisation de l'histoire suisse par les politiciens de la République helvétique et de la Régénération. Le rôle des religieux catholiques durant la République helvétique est étudié par Mauro Di Cioccio: le clergé, en effet, jouait un rôle de premier plan pour promouvoir le soutien au nouveau régime au sein de la population. Vu la perte des droits politiques et de divers privilèges, les religieux étaient pour la plupart réticents à l'égard de la République, mais, parmi eux, un groupe limité a quand même pu agir comme médiateur entre les citoyens et les dirigeants. Andreas Oefner analyse les sermons de prêtres et de pasteurs réformés à l'occasion du Jeûne fédéral. Il montre que, dans le contexte de la Régénération, les approches des religieux étaient divergentes et ceci également à l'intérieur de la même confession.

L'ouvrage rassemble des contributions pluridisciplinaires qui vont de l'histoire politique et de la diplomatie à l'histoire de la langue, de la cartographie et des sciences et montre la complexité, l'ambivalence et les divergences entre la dimension nationale et cantonale qui ont marqué l'histoire de l'Ancienne Confédération au XVIIIe siècle et influencé l'histoire de la Confédération jusqu'à nos jours.

Simona Boscani Leoni, Berne

Anne Schillig, **Hausgeschichten. Materielle Kultur und Familie in der Schweiz (1700–1900)**, Zürich: Chronos, 2020, 217 Seiten, 6 Abbildungen s/w, 4 Tabellen.

Anne Schillig nimmt im einleitenden ersten Kapitel der Studie, die auf ihrer an der Universität Luzern verfassten Dissertation basiert, zunächst eine Reihe von Positionierungen und Einordnungen vor: Sie klärt das Verhältnis zwischen Haus und Familie, fächert zahlreiche Forschungsfelder rund um das Haus auf und verbindet diese mit sozial- und kulturgeschichtlichen sowie ethnologischen Ansätzen, mit Perspektiven, die sich auf Materialität und Architektur, auf räumliche Arrangements und Objekte richten. Ziel ist, in einem überregionalen und diachronen Zugang Hausgeschichte mit Sozialgeschichte zu verbinden und den Wechselwirkungen zwischen materieller, häuslicher, sozialer und familialer Sphäre sowie dem Wandel nachzuspüren. Das Material liefern zum einen eine Auswahl von «Hausmonografien» aus der ab 1965 in insgesamt 39 Bänden erscheinenden Publikationsreihe *Die Bauernhäuser in der Schweiz* und zum anderen Hausgeschichten des 1978 gegründeten Freilichtmuseums Ballenberg im Berner Oberland. Damit werden nicht – wie quellenbedingt häufig in historischen Studien – nur Objekte in Texten in

die Untersuchung einbezogen, sondern Objekte in ihrer konkreten Materialität. Schillig erachtet ihr Unterfangen daher als ein «methodisches Experiment» (S. 18).

Das zweite Kapitel rollt die materielle Kulturforschung seit ihren Anfängen auf: mit Rückbezügen auf Indizierungen, Sammlungen, Museen und immer auch auf den Umgang mit Häusern entlang von unterschiedlichen Ausrichtungen und disziplinären Beeinflussungen sowie in ihrem Verhältnis zur Geschichtswissenschaft. In einem historiographischen Aufriss wird das interdisziplinäre Feld ausgehend von Fachzeitschriften, Gruppen, Initiativen und Zentren, Strömungen und Disziplinen skizziert: Architektur und Kunstgeschichte in den USA, Archäologie und Anthropologie in Grossbritannien sowie Volkskunde und Sachkulturforschung im deutschsprachigen Raum. Diese Vorgeschichten liefern unterschiedliche Kontexte der wechselvollen Bewertung des Materiellen und des diesem beigemessenen Erkenntnispotenzials – bis Objekte ab den 1960er Jahren zunehmend eingebunden in soziale Relationen und anderen Objektkontexten gedacht wurden. Dieser Prozess bereitete den Weg für das Zusammendenken von Materiellem und Schrift sowie von Materialität und Sozialgeschichte.

Das dritte Kapitel gibt Einblick in die bis ins 19. Jahrhundert zurückreichende historische Hausforschung aus unterschiedlichen regionalen und im Kontext der jeweiligen Zeit verorteten Perspektiven. Lange prägten Abgrenzungen – etwa zwischen dem Bürger- und dem Bauernhaus – und Homogenisierungen ebenso wie ideologisierende Zuordnungen, ethnisierende Typologisierungen und deskriptive Herangehensweisen das Forschungsfeld. Das bereits genannte Quellenmaterial wird hier in seine Entstehungskontexte gestellt sowie das Verhältnis zwischen Museen und Forschung beleuchtet. Deutlich später als das Interesse am Haus setzte die am Alltag orientierte Geschichte des Wohnens ein, die sich zwischen Narrativen des Wandels und der Kontinuität bewegt. Einen Überblick über Differenzierungen sowie über Grenzen und Potenziale der Bestandsaufnahmen der Schweizer Bauernhäuser gibt die Kommentierung eines breit gestreuten Sample von 50 Häusern, ausgehend von deren Räumlichkeiten, Ausstattung und Umbauten. Die entsprechenden Begehungsprotokolle sind im Tabellenanhang in Stichworten erfasst (S. 166–193).

Das vierte Kapitel ist einem Durchgang durch die Geschichte der Familie gewidmet, die in ihren zahlreichen Ausdifferenzierungen anhand einschlägiger Werke, zunächst mit einem breiteren europäischen Fokus und anschliessend auf Basis von Studien zur Schweiz, dargestellt wird. Befragt werden diese unter anderem nach ihrem Bezug – auch begriffsgeschichtlich – zum Haus und zu Wohnverhältnissen. Das allgemeinere Themenspektrum bilden der demographische Wandel, Veränderungen der Gefühlswelten, der Haushaltszusammensetzung und der Familienformen, verschiedene Modelle der Besitznachfolge und des Vererbens, Arbeitsorganisation, geschlechtsspezifische Arbeitsteilung und protoindustrielle Heimarbeit.

Im fünften Kapitel folgen schliesslich «Hausgeschichten», die von fünf ihrer Herkunft nach weiträumig verteilten Objekten ausgehen. Vier davon befinden sich auf dem Ballenberg und verfügen über unveröffentlichte Hausmonografien. Diese wurden im Auftrag des Freiluftmuseums erarbeitet und nun um weitere Quellen – Inventare, Vererbungsprotokolle, Briefe und literarische Texte – ergänzt. Ein Haus ist privat und bewohnt; es fungiert gewissermassen als «Kontrollgruppe». Damit stehen das Hügin-Haus in Therwil (Baselland), das Corpataux-Haus in Tentlingen (Freiburg), das Hulliger-Haus in Brienz (Bern), das Manser-Haus in Brülisau (Appenzell Innerrhoden) und das Haus Lorenz in Filisur (Graubünden) im Zentrum des Kapitels. Ziel ist es, häusliches

Leben im 18. und 19. Jahrhundert zu kontextualisieren. So wird jedes Gebäude im Ist-Zustand beschrieben, der Zusammenhang von dessen Verbringung auf den Ballenberg erwähnt sowie die Geschichte des Hauses dargestellt: wechselnde Namen, Lage, bauliche Veränderungen, verwendete Materialien, Nutzungsspuren, Hausteilungen, Käufe und Verkäufe, Heiraten, Geburten und Todesfälle, räumliche Organisation, Abfolge der Besitzer*innen, Informationen zu deren Familien, zu den Tätigkeiten im Haus und zur Präsenz anderer Bewohner*innen.

Schilligs Anliegen war es, «nicht nur *über*, sondern gewissermassen *durch* Materialität zu forschen» (S. 159). Auf dem Weg dahin hat sie sich in die Forschungsgeschichte der thematisch relevanten Bereiche eingelesen und eingearbeitet. Im Ergebnis fallen die einzelnen Kapitel jedoch etwas auseinander. Die Autorin nennt als eine der Schwierigkeiten ihrer Studie, dass es «keine normierte» oder «einheitliche Methode» gäbe «für das Lesen materieller Kultur [...] in der Geschichtswissenschaft» (S. 160). Ein zusätzliches analytisches Kapitel, das die Fäden zusammenführt, und eine klarer abgegrenzte Fragestellung – zum Beispiel nach der Organisation von Räumen, Personen und Tätigkeiten – hätten vielleicht helfen können, der durchgeackerten Forschungsliteratur eine Leserichtung zu geben, eine methodische Werkzeugkiste zu zimmern und die verschiedenen Quellen – schriftliche wie materielle – enger in Bezug zueinander zu setzen. Denn was eindrücklich aus der Untersuchung hervorgeht, ist die Dynamik und Flexibilität der Raumorganisation und -nutzung nach wechselnden Bedarfslagen der Familien, ihrer Mitglieder oder anderer Bewohner*innen ebenso wie die Bandbreite an (Pluri-)Aktivitäten. Besonders gut sichtbar wird dabei die enge Verschränkung von Haus- und Familienbiografien.

Margareth Lanzinger, Wien

Lisia Bürgi, Eva Keller (Hg.), **Ausgeschlossen einflussreich. Handlungsspielräume an den Rändern etablierter Machtstrukturen. Festschrift für Brigitte Studer zum 65. Geburtstag**, Basel: Schwabe, 2020, 326 Seiten.

Während ihrer Jahre als Professorin für Allgemeine und Schweizer Geschichte an der Universität Bern hat Brigitte Studer insbesondere im Bereich der Sozialversicherungs-, der Bewegungs-, der Kommunismus- und der Geschlechtergeschichte der historischen Forschung entscheidende Impulse gegeben. Die vorliegende Festschrift versammelt dreizehn Aufsätze von Weggefährt:innen, akademischen Kolleg:innen, Assistent:innen und Schüler:innen, die alle eine Verbindung zu Studers Forschungen zur Schweizer Geschichte aufweisen.

Die unter dem Titel «Gemeinsam bewegen und verändern» veröffentlichten Beiträge des ersten der drei thematisch gegliederten Teile fokussieren auf Handlungsspielräume von Gruppen, denen der Zugang zu institutionalisierten Machtpositionen erschwert ist: Frauen, Fabrikarbeiter:innen, Arbeitslose. Caroline Arnis Analyse der Umfrage einer Schülerin der Sozialen Frauenschule Zürich, die 1946 fünfzig verheiratete Arbeiterinnen aus dem Zürcher Oberland über ihre Lebenssituation befragte, verweist auf das Spannungsfeld zwischen Lohn- und Hausarbeit. Arni bringt den Widerspruch auf den Punkt: «Den Frauen gefällt die Arbeit in der Fabrik und sie würden sie lieber nicht machen» (S. 31). Der Beitrag von Matthias Ruoss und Regula Ludi zeigt, wie die in Vereinen organisierten Frauen sich über ihre gemeinnützige Freiwilligenarbeit neue Handlungsspielräume aneigneten. Von dieser Form der Gemeinnützigkeit grenzte sich die neue Generation von Feministinnen mit der Neucodierung ihres unentgeltlichen Engagements als solidari-

sches Handeln ab. Um Gemeinsames und Trennendes geht es auch Carola Togni. Wie der *Bund schweizerischen Frauenorganisationen (BSF)* traten die sozialistischen Arbeiterinnenvertreterinnen in der Zwischenkriegszeit für das uneingeschränkte Recht auf Arbeit ein. Während sich der BSF aber vorwiegend an die Behörden wandte, ging es den organisierten Arbeiterinnen vor allem darum, ihre Parteigenossen zu überzeugen, dass die Lohnarbeit von Frauen ein entscheidendes Element des sozialistischen Klassenkampfes sei. Wenig bekannte Aspekte der Frauenbewegung der Zwischenkriegszeit behandelt Marc Perrenoud unter dem Titel «La Genève internationale, une ressource pour les féministes suisses». Bedeutende Exponentinnen des BSF und der Frauenstimmrechtsbewegung waren in Gremien des Völkerbundes oder der *International Labour Organization (ILO)* vertreten. So auch Emilie Gourd – jedoch konnte diese als bestens vernetzte internationale Aktivistin kaum auf die Unterstützung des Bundesrats zählen, der in seiner Mehrheit das Frauenstimmrecht ablehnte. Kaum bekannt dürfte der Kampf von 1971 gegen die Schliessung der Alusuisse-Fabrik SAVA in Porto Marghera im Industriegürtel Venedigs sein, den Leo Grobs Beitrag «Umkämpfte Deindustrialisierung» nachzeichnet. Er schreibt sich in die militanten Streikaktionen des damaligen Italiens ein und endet mit einem vom italienischen Staat ermöglichten Kompromiss.

Die Beiträge im zweiten Teil, «Individuelles Handeln und geteiltes Erfahren», analysieren drei sehr unterschiedliche migrationsspezifische Themen. Gabrielle Hauch stellt den autobiografischen Roman *Land ohne Schlaf* von Isa Strasser von 1970 in den Kontext der von der Autorin geteilten Erfahrungen von Intellektuellen, die in den 1920er Jahren in die Sowjetunion übersiedelten und ab 1927 von Repressionen betroffen waren. Anhand der Motivlage von westeuropäischen Kommunist:innen gelang es Strasser, so Hauch, in Anlehnung an die Thesen von Bini Adamczak von 2015, die Perspektiven und Hoffnungen dieser Akteur:innen als «unerfüllte Zukunft» zu erkennen, als «mögliche Gegenwart, die nie gegenwärtig werden konnte» (S. 112 f.). Grundlage des in Briefform gestalteten Beitrags «Löchrige Quellen und lückenhafte Erzählungen» von Bernhard C. Schär ist das 2000-seitige Tagebuch von Louis Wyrsch, einem Nidwaldner Offizier in Diensten der niederländischen Kolonialmacht in Borneo, sowie Hunderten von Briefen und weiteren Dokumenten im Staatsarchiv Nidwalden. Frau Silla war Wyrschs Haushälterin, Njai auf Javanisch, und Mutter von fünf Kindern, von denen er zwei, Alois und Constantia, bei seiner Rückkehr in die Schweiz mitnahm. Alois wurde als liberaler Landamann und Nationalrat «einer der ersten Regenten und Parlamentarier ‹of color› in Europa» (S. 139). Schär formuliert seine Erzählung als Brief an die «liebe Frau Silla», um die grundsätzliche Problematik der Quellen und methodischen Zugänge zu erläutern, auf dem das historische Wissen basiert: «Es privilegiert die europäische Erfahrung über die nicht-europäische, die Sicht von Gebildeten über jene der nicht formal Gebildeten, und das Handeln von Männern über jenes von Frauen» (S. 124). Zu den Unterprivilegierten gehörten die vielen jungen Frauen – mehr als jede zehnte Deutschschweizerin der Jahrgänge 1930 bis 1960 –, die ein *Welschlandjahr* in einem privaten Haushalt absolvierten. Auch wenn sie durch ihre Nationalität einen Rechtsstatus hatten und ihr Aufenthalt von vornherein begrenzt war, sahen sie sich nach Kristina Schulz vor ähnliche Herausforderungen gestellt wie die heutigen *Care*-Migrantinnen. In beiden Fällen läuft deren Arbeit Gefahr unsichtbar und schlecht bezahlt zu bleiben, resultieren «Verwundbarkeit und Isolation aus materieller Abhängigkeit und Diskontinuitäten in sozio-familialen Bindungen» (S. 156).

Der letzte Teil «Deuten und Erinnern» fokussiert auf die je nach Perspektive unterschiedliche Beschreibung von Ereignissen und Persönlichkeiten. André Holenstein zeigt am Beispiel der Aushandlung des Landfriedens im Thurgau von 1713, wie auf dem Hintergrund der konfessionellen Gegensätze, unterschiedlichen wirtschaftlichen Interessen und strukturellen Ungleichheiten im *Corpus helveticum* der 13 alten Orte die Konstellationen je nach Geschäft immer wieder wechselten. Die Durchsetzung des Landfriedens wurde geprägt von pragmatischer Sachlichkeit und dem Grundsatz der Parität. Scharfe Gegensätze zeigen sich dagegen in der unterschiedlichen Deutung des nie vollständig geklärten Todes von Sales Vogel, einem Luzerne Füsilier, der im Vorfeld des Landesstreik vom November 1918 beim Truppeneinsatz gegen Demonstrierende auf dem Zürcher Fraumünsterhof von einer Kugel tödlich getroffen wurde. Während für die militärische Führung und das bürgerliche Lager der Schütze zum Märtyrer im Kampf gegen die bevorstehende Revolution stilisiert wurde, sprach die Arbeiterpresse von einem Querschläger aus den Waffen der Ordnungstruppen. «Die Schüsse auf dem Fraumünsterplatz», so das Fazit Roman Rossfelds, «trugen zu einer weiteren politischen Polarisierung und zunehmend unversöhnlichen Haltung zwischen Konfliktparteien während dem Landesstreik bei» (S. 221). In ihrem Beitrag «Ist 1967 das wahre achtundsechzig?» geht Regina Wecker der Frage nach den Anfängen in den historischen Darstellungen zum 68er Aufbruch nach. Die Gegenkultur manifestierte sich im ersten Zürcher *Love-in* im Spätsommer 1967 sowie in einer ganzen Reihe subkultureller Projekte wie der Zeitschrift *Hotcha.* Kaum Erwähnung findet in den Untersuchungen zur Gegenkultur nach Wecker – mit Ausnahme von Brigitte Studers Analyse der 68er Bewegung – allerdings die Situation von Frauen. Von aktueller Bedeutung erweist sich der Beitrag von Patrick Kury über die schweizerische «Willkommenskultur» im Kalten Krieg. Während nach der sowjetischen Niederschlagung der ungarischen Reformbewegung 1956 Zehntausende Ungar:innen aufgenommen wurden, sollte der verhältnismässig äusserst geringen Zahl ägyptischer Juden und Jüdinnen, die im Gefolge der Suez-Krise Zuflucht suchten, die Schweiz nur als Transitland dienen, ähnlich der Politik gegenüber jüdischen Flüchtlingen in Jahren 1933 bis 1945. Die vom Kalten Krieg geprägten Aufnahmepraktiken manifestierten sich damals auch im Kontext des nationalen Befreiungskampfes gegenüber algerischen Asylsuchenden und 1973 wieder gegenüber den mehrheitlich sozialistischen Flüchtlingen aus Chile nach dem Militärputsch vom 11. September 1973. Ausgehend von der gleichzeitig praktizierten Politik der offenen Grenzen und der Abwehr von Flüchtlingen, wäre es, so Kury «ratsam, die Geschichte des Asyls nach 1956, wie auch diejenige vor 1914 vermehrt aus dem Blickwinkel gesellschaftlicher, politischen und ökonomischer Opportunitäten zu betrachten» (S. 265). Auf widersprüchliche Haltungen verweist Sacha Zala in seinem Beitrag zu Carl Lutz, der als schweizerischer Vizekonsul in Budapest 1944/1945 Zehntausende Jüdinnen und Juden vor der Ermordung rettete und damit gegen die Normen der «absoluten Neutralität» verstiess. Erst im Gefolge der veränderten Neutralitätsverständnis seit den 1990er Jahren erfuhr er von den Behörden eine zunehmend positive Erinnerung, die in der mit dem nach ihm benannten Sitzungsraum im Bundeshaus 2018 ihren Höhepunkt erreichte. Ausgeblendet bleibt dabei, dass derselbe Carl Lutz sich auch noch 1958 – also zehn Jahre nach der Erklärung der Allgemeinen Menschenrechte – als vehementer Befürworter der in den Südstaaten der USA sowie in Südafrika praktizierten «Rassensegregation» zeigte.

Wenn auch nicht so deutlich wie die beiden letzten Beiträge trägt doch die Mehrheit der hier präsentierten Aufsätze zur Reflexion der Kriterien zur Beurteilung ambivalenten Handelns bei und plädiert so für die Suche nach den Rissen in vordergründigen Deu-

tungsmustern. Damit leistet der Sammelband mit seinen mehrheitlich anregenden Ansätzen einen wichtigen Beitrag zur neueren Forschung im Feld der Schweizer Geschichte.

Elisabeth Joris, Zürich

Martin Rueff (dir.), **Annales de la société Jean-Jacques Rousseau. Les religions de Rousseau**, Genève: Georg, 2021, t. 54, 438 pages.

Ce cinquante-quatrième tome amorce le renouvellement des *Annales de la Société J.-J. Rousseau*. Selon les termes de Martin Rueff, il s'agit de «faire peau neuve» (p. 39) en confrontant les explorations de la recherche contemporaine avec celles menées par Rousseau. Autrement dit, les contenus s'actualisent. Avec cette mue éditoriale, la revue se réaffirme comme un espace de dialogue intellectuel. Plus que jamais elle se veut une interface, un medium entre les enjeux heuristiques de son temps et ceux du philosophe auquel elle s'arrime. Dans son éditorial revigorant, le président du comité de rédaction identifie et développe six «fronts» (p. 14) communs entre les implications des études rousseauistes et les questionnements des sciences humaines et sociales d'aujourd'hui: a) l'appartenance ou non de Rousseau à la pensée des Lumières dont la revue se garde bien de trancher *a posteriori* mais qui donne l'occasion d'un avertissement face aux excès du présentisme dans l'appréhension de l'homme ainsi que de l'œuvre (p. 14); b) l'indispensable recours à Rousseau dans toute entreprise d'«archéologie du sujet moderne» (p. 15); c) la place et le rôle conférés à l'auteur des *Discours de l'inégalité parmi les hommes* dans la pensée politique du XXIe siècle et notamment dans la critique du capitalisme (p. 17); d) l'inspiration que peut insuffler l'écrivain-botaniste aux réflexions écologiques en tant que penseur de l'articulation de la *land aesthetic* et de la *land ethic* (p. 20); e) ses positions relatives à la «différence sexuelle» (p. 21) ainsi que leur déconstruction opérée par les Études Genre (p. 28); f) l'interdisciplinarité nécessaire à l'analyse du corpus textuel de Rousseau et à celle de son herméneutique. «Il me semble que tout cela donne furieusement à penser» (Rousseau, *Essai sur l'origine des langues*, chap. 5, OC, V, p. 386). En effet, la citation mise en exergue de l'éditorial s'applique on ne peut mieux à ces six nœuds épistémologiques.

Au service de la régénération objectale de la revue, une double transition s'est effectuée. Transition éditoriale d'abord – les *Annales* ne paraissent plus chez Droz mais chez Georg – transition structurelle ensuite, puisque le sommaire a été aménagé. Dorénavant tout tome obéit à une logique tripartite. La première section reste un dossier thématique composé d'études de spécialistes, d'une source ainsi que de la traduction d'un essai. La deuxième vise à refléter l'actualité des recherches rousseauistes en cours au moyen d'articles dont les thématiques sont librement proposées à la revue par leurs auteurs. Intitulée «Loin de Genève, près de Rousseau», la dernière section innove en proposant un point régulier sur l'activité internationale de la recherche rousseauiste. Martin Rueff précise que, pour chaque tome, «le thème sera choisi au lieu où les interrogations de Rousseau croisent les inquiétudes du présent» (p. 39). Ce tome-ci thématise avec originalité *Les religions de Rousseau*.

La première section accueille les articles de Monique Cotteret, Jan Starczewski, Ghislain Waterlot, Anne-Marie Garagnon, Martin Rueff, Christophe Van Staen. Elle comporte aussi la traduction française par Martin Rueff des chapitres X («Religion et politique») et XI («Théologie de Rousseau») du *Rousseau* de Timothy O'Hagan paru chez Routledge en 1999, ainsi que la présentation par Maria-Cristina Pitassi d'une source tirée des œuvres de Marie Huber (1695–1753). Ces contributions problématisent l'adhésion

jamais démentie de Rousseau au christianisme, son rapport au protestantisme et les mobiles de ses conversions réversibles au catholicisme. Les interactions, d'une part, entre la foi et la raison et, d'autre part, entre le politique et le religieux sont également traitées à l'aune des tensions qu'elles sous-tendent dans le système philosophique rousseauiste. L'intérêt de ces contributions réside autant dans leur variété que dans leur cohérence, elles synthétisent les conceptions de la spiritualité, de la sacralité et de la religiosité qui structurent les œuvres de Rousseau.

La seconde section (*Varia*) s'articule autour des contributions d'Erik Leborgne, Johanna Lenne-Cornuez, Capucine Lebreton et Gabrielle Radica. Ici ce sont des objets multiples qui sont mis en perspective: le dialogisme établi entre l'histoire éditoriale de Rousseau et celle d'Helvétius, l'imbrication des conceptualisations rousseauistes de l'intériorité et de la moralité, les problèmes de l'identification auctoriale à Rousseau ainsi que la notion de perfectibilité dans *La Nouvelle Héloise*. L'intérêt de ces contributions réside dans l'originalité de leur angle d'approche. La troisième section résulte d'un jeu de focales et d'échelles. Les regards allemands de Vanessa de Senarclens, italiens d'Andrea Marchili, nord-américains d'Ourida Moustefai et brésiliens de Maria Constança Peres Pissarra se conjoignent et convergent sur la figure de Jean-Jacques Rousseau. Enfin, à titre exceptionnel, une quatrième et dernière section clôt la réflexion collective. Michel Porret et Martin Rueff rendent hommage respectivement à Bronislaw Baczko et Jean Starobinski. La version revitalisée des *Annales de la société Jean-Jacques Rousseau* est dédiée à la mémoire souriante, dynamique et inspirante de ces deux sommités.

Mathieu Nicati, Genève

Claudia Opitz-Belakhal, **Im Reich der Leidenschaften. Montesquieus politische Anthropologie**, Frankfurt am Main / New York: Campus, 2021, 215 S.

Die vorliegende Studie bietet einen umfassenden Einblick in die Rolle, die Montesquieu Emotionen, Affekten, Leidenschaften und Gefühlen im häuslichen, gesellschaftlichen und politischen Zusammenleben der Menschen und Völker zuschreibt. Die Autorin geht dabei von Montesquieus Hauptwerk *Vom Geist der Gesetze* aus, dessen Entstehung, Fragestellung und Methode sie im ersten Kapitel erläutert. Hier führt sie den Begriff des «esprit général» ein, mit dem Montesquieu den Charakter der Völker oder Nationen und damit die Vielfalt der Formen menschlichen Zusammenlebens zu erfassen versuchte, die er auf seinen Reisen durch Europa, anhand der Lektüre von Reiseberichten sowie in seinen vergleichenden Studien zu den politischen Systemen Nord- und Südeuropas studiert hatte. Ausgehend von der These, dass der «esprit général» der Nationen aus dem Zusammenspiel verschiedener Faktoren wie Klima, Religion, Regierungsform, Gesetze, Sitten und Gebräuchen resultiere, versuchte er in seinem Hauptwerk die Gesetze vor dem Hintergrund natürlicher, kultureller, politischer und religiöser Einflüsse zu erfassen und zueinander in Beziehung zu setzen (S. 37 f.).

Der erste zu berücksichtigende Faktor ist die jeweilige Regierungsform. Die Theorie der Regierungsformen (Kap. 2) ist von zentraler Bedeutung für das Thema des Buches, da Montesquieu diese nicht nur nach ihrer Natur oder je eigenen Struktur analysiert, sondern auch nach ihrem jeweiligen Prinzip, das in den menschlichen Leidenschaften liegt, die den «Motor des politischen Lebens» ausmachen (S. 46). Der Zusammenhalt in der Republik beruht auf Vaterlandsliebe oder Mässigung, jener in der Monarchie auf dem Streben nach Ehre, während die Despotie auf der Furcht beruht. Die den Regierungsformen zugehörigen Leidenschaften spielen eine wichtige Rolle, wenn es um die Frage geht,

welche Gesetze einem Volk jeweils angemessen und vom Gesetzgeber zu berücksichtigen sind. Dieser hat jedoch auch auf die je nach klimatischen, geographischen, kulturellen und politischen Rahmenbedingungen unterschiedlich ausgeprägten Verhältnisse der Geschlechter zu achten, die das häusliche und gesellschaftliche Leben prägen und ebenfalls vom Spiel der Gefühle und Leidenschaften bestimmt sind (Kap. 2.3).

Da Claudia Opitz-Belakhal als ausgewiesene Spezialistin der frühneuzeitlichen «querelle des femmes» bekannt ist, erstaunt es nicht, dass sie in den folgenden Kapiteln der Differenz der Geschlechter, deren Beziehungen zueinander (Ehe, Polygamie, Inzest) sowie den diese regulierenden Leidenschaften und Affekten (Erotik und Sexualität, Scham, Eifersucht) besondere Aufmerksamkeit schenkt. Dabei greift sie auch immer wieder auf die *Perserbriefe* zurück, die sie schon in früheren Arbeiten untersucht hatte. Sie zeigt aber auch, wie dort verhandelte Themen (so die Sklaverei der Frauen im Harem in ihrem Zusammenhang mit der Regierungsform der Despotie) im *Geist der Gesetze* aufgenommen und zum Teil aus neuer Perspektive beleuchtet werden (Kap. 4–6). Darüber hinaus beschäftigt sie sich auch mit Fragen, die erst im *Geist der Gesetze* zentrale Bedeutung erlangen, so etwa die nach der Rolle von Leidenschaften wie Luxusliebe, Geiz und Gewinnsucht, welche die Entfaltung von Handel und Wohlstand begünstigen und je nach politischer Verfassung der Staaten zu einem Ausgleich zwischen Armen und Reichen innerhalb oder zwischen den Nationen führen, diese aber auch in ihrer Stabilität gefährden können (Kap. 3). Dazu gehört aber auch Montesquieus Klimatheorie (Kap. 7), welche die Grundlage seiner Analyse der «orientalischen Despotie» bildet und in der Gegenüberstellung der «Knechtschaft Asiens» und der «Freiheit Europas» gipfelt (S. 176). Die Autorin unterzieht die Theorie der orientalischen Despotie einer eingehenden Analyse (Kap. 7.4) und konstatiert, dass Montesquieu die Despotie, die er in den *Perserbriefen* noch als Bezugspunkt für die Kritik am Absolutismus der französischen Monarchie in Stellung brachte, im *Geist der Gesetze* auf der Grundlage seiner Klimatheorie gewissermassen «re-orientalisiert» habe (S. 179).

Die vorliegende Arbeit überzeugt durch ihre quellennahe Darstellung ebenso wie durch die Analyse der Positionen Montesquieus im weiteren Kontext der französischen Aufklärung oder – wie im Fall der Despotie – der Geschichte der politischen Philosophie. Zusammen mit dem Anhang zu den Reiseberichten und der ethnographischen Literatur, die Montesquieu zitiert, lässt sich Opitz-Belakhals Studie als Einführung in eine neue und originelle Lektüre von Montesquieus Werk empfehlen. Bedauerlich ist nur, dass das Buch schlecht lektoriert ist und viele Druckfehler stehen geblieben sind.

Grundsätzlichere Fragen wirft dagegen die Anknüpfung an die neuere Forschungsrichtung auf, die sich mit der Geschichte der Gefühle befasst. So kann nach der Lektüre der vorliegenden Studie zwar kein Zweifel daran bestehen, dass Montesquieu Gefühlen und Leidenschaften für das Zusammenleben der Menschen in verschiedenen Räumen und Zeiten eine wichtige Funktion zumisst und diese auch in ihren positiven wie negativen Auswirkungen beschreibt; heisst das aber, dass wir durch Montesquieus eigene Beobachtungen oder jenen, auf die er sich seinerseits beruft, etwas über die Triebe, Affekte und Leidenschaften erfahren, die Menschen tatsächlich antrieben? Zieht man die doch eher spekulativen und im Übrigen schwer zu deutenden Überlegungen Montesquieus zu den affektiven Grundlagen der menschlichen Gesellschaften in Betracht, welche die Autorin zu Beginn ihrer Studie bespricht und als «politische Anthropologie» charakterisiert (Kap. 1.3, 2.1), ist man wohl eher geneigt, Montesquieus Werk etwa zusammen mit dem-

jenigen der Philosophen Descartes, Hume oder Smith als Teil einer Geschichte der *Theorie* der Gefühle in der Frühen Neuzeit zu betrachten.

Simone Zurbuchen, Lausanne

Biancamaria Fontana, **La République helvétique. Laboratoire de la Suisse moderne**, Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes, 2020 (Savoir Suisse), 160 Seiten.

Die Helvetische Republik genauer anzusehen und neu zu überdenken – das ist eine gängige Begründung für die Beschäftigung mit der streitbaren, und historisch entsprechend umstrittenen Phase der Schweizer Geschichte 1798–1803. Biancamaria Fontana, emeritierte ordentliche Geschichtsprofessorin der Universität Lausanne, stützt sich in ihrem kleinen Band zur Helvetischen Republik auf diese Begründung. Sie meint sogar, die Phase sei «un épisode mal connu, voire presque oublié, de l'histoire nationale» (S. 9). Das gilt sicher für das 19. und auch für einen grossen Teil des 20. Jahrhunderts. Gegen Ende des letzten Jahrhunderts hat sich das Interesse an der politischen, wirtschaftlichen und sozialen Umbruchszeit allerdings erfreulicherweise verstärkt, so dass das Narrativ des «Fast-Vergessenen» nicht mehr ganz angebracht ist. Seit mit Rudolf Brauns «Ancien Régime» (Kapitel «Vorboten der grossen Wende»)[4] und Holger Bönings «Revolution in der Schweiz»[5] das Thema wieder entdeckt worden war, sind doch einige erhellende neue Studien zur helvetischen Periode, zu Ereignis- und Sozialgeschichte gleichermassen, erschienen. Was den Rezensenten als Deutschschweizer aber am vorzustellenden Buch besonders interessierte, war die Aussicht auf eine neue welsche Sicht auf die Helvetik, weshalb er zur Lektüre ansetzte.

Wer vom Buch in diesem Sinne erwartet, mehr von der Schweiz in der Zeit der Helvetischen Republik zu erfahren, wird allerdings enttäuscht. Der Titel nimmt zwar Bezug auf die Helvetische Republik, und auch der Untertitel weist mit seiner Laborfunktion für die moderne Schweiz kaum auf einen anderen Fokus hin. Aber Fontana versteht unter Helvetischer Republik nicht eine soziale Wirklichkeit, auf der Basis eines rechtlichen Fundaments (in diesem Falle der ersten modernen Verfassung der Schweiz). Vielmehr reduziert sie ihr Interesse auf die Verfassung selbst, auf den formulierten und forcierten Verfassungsauftrag – ungeachtet, wie die Verfassungswirklichkeit, und dahinter das reale Leben der Menschen, aussah, ungeachtet auch, dass die (erste) helvetische Verfassung formell kaum mehr als zwei Jahre in Kraft war. Was die Studie herausarbeitet, ist aber eine historische – vor allem auch ideengeschichtliche – Erklärung der helvetischen Verfassung vom April 1798. Sie erklärt und erläutert im Wesentlichen die Bezüge des helvetischen Grundgesetzes zu den französischen Verfassungen, insbesondere zu jenen von 1791, 1793 und 1795 sowie zu allfälligen Debatten, die gewisse Unterschiede zwischen den Verfassungen erhellen.

Dieses eingeengte Interesse wird zwar dem im Titel evozierten Anspruch nicht gerecht, bringt aber dafür besser als in anderen Studien ans Licht, wie einzelne Abweichungen der helvetischen Verfassung von den französischen Vorgängern zu erklären, allenfalls zu interpretieren sind. Und: Aus diesen Abweichungen werden für einzelne Fragen auch Themen angesprochen, die über die Helvetik hinaus in der eidgenössischen Staats- und Verfassungsentwicklung eine grosse Rolle spielten und noch immer spielen. In diese Kategorie der «wesentlichen Differenzen» der schweizerischen Verfassungen zu

4 Rudolf Braun. Das ausgehende Ancien Régime in der Schweiz. Göttingen 1984, S. 256–313.

5 Holger Böning. Revolution in der Schweiz, Frankfurt a. M. 1985.

den übrigen republikanischen Modellen gehören vor allem die Ideen der Kollegialregierung («l'exécutive collégiale»), des Kantons- und Gemeindeföderalismus («l'autonomie des localités») und der direkten Demokratie. Mindestens in diesen drei Punkten ist das republikanische Modell der Schweiz bis heute weltweit unikal: Kein Land kennt von seiner Verfassung her so viele Elemente einer kollegialen Verantwortung für das Regieren, keines einen dermassen ausgeprägten Föderalismus, kaum eines bietet so vielen Elementen einer direkten Demokratie Raum wie die heutige Eidgenossenschaft mit ihren Kantonen und den Gemeinden. Der vorliegende Band arbeitet diese Themen an der helvetischen Verfassung von 1798 ab, zeigt deren Differenzen zu französischen Revolutionsverfassungen und interpretiert in der Darstellung wichtiger Elemente der Mediationsverfassung 1803 das Konservieren einzelner Settings über die Helvetik hinaus – teils bis zum Bundesstaat, teils sogar bis zu heutigen aktuell diskutierten politischen Fragen.

Die Leserschaft profitiert von diesen – fast rechtshistorischen – Spezialuntersuchungen viel. Fontana ist eine ausgewiesene Republikforscherin, die es erstens schafft, die für die helvetische Verfassung gewählten (oder verworfenen) Verfassungslösungen in eine generelle Entwicklung bzw. Konzeption von Republik einzubetten. Zweitens wird dem Deutschschweizer Leser durch den intensiven Vergleich mit den französischen «Vorbildern» bewusst, wie nah der welsche Blick – nur schon wegen der gemeinsamen Sprache – der Situation in Paris kommen kann (auch wenn zur Deutschschweizer Ehrenrettung gesagt werden darf, dass sich Fontana in vielen Argumentationen auf die Ausführungen des Zürcher Ordinarius und Verfassungshistorikers Alfred Kölz stützt, der vor allem für den ersten Band seiner Schweizerischen Verfassungsgeschichte monatelang in Pariser Archiven forschte).[6] Drittens bringt Fontana einige Widersprüchlichkeiten zur Sprache, die in ihrer historischen Wirkung das Schweizer Modell präzisieren und vielleicht auch international verständlicher machen. Höhepunkt dieser Argumentation ist der Abschnitt über «Napoléon, le paladin de la démocratie directe». Die Berater Bonapartes, vor allem der Elsässer Jurist Roederer, verlangten im Sinne einer Modernisierung der antiken Republik durch die Spätaufklärung (nach der Amerikanischen und der Französischen Revolution) die Abschaffung einzelner «traditioneller republikanischer Elemente», so vor allem der aristokratisch anmutenden Landsgemeinden der innerschweizer Kantone. Der Erste Konsul widersetzte sich indessen dieser Forderung und argumentierte (gemäss glücklicherweise erhaltenen Protokollen) mit einer trotz Revolution zu erhaltenden traditionellen republikanischen Qualität: «L'identité de la Suisse repose forcément sur la présence de ses institutions démocratiques» (S. 129).

So hat sich die Lektüre – trotz anfänglich falsch geweckter Erwartungen – sehr gelohnt. Vor allem für den sonderbaren Zusammenhang von Demokratie und Föderalismus im schweizerischen Verfassungssystem bringt die Studie interessante und bedenkenswerte Hinweise. Die Beiträge der helvetischen und der Mediationsverfassung gehen weit über die anekdotische Stellung, die den beiden Perioden in der Schweizergeschichte in der Regel zuerkannt wird, hinaus und sind auch in der heutigen Verfassungsdiskussion und -wirklichkeit von grosser Bedeutung.

Sebastian Brändli, Zürich

6 Alfred Kölz. Neuere schweizerische Verfassungsgeschichte, Bd. 1: Ihre Grundlinien vom Ende der Alten Eidgenossenschaft bis 1848, Bern 1992.

Marcel Rothen, **Die Elementarschullehrer am Ende des Ancien Régimes. Eine Kollektivbiografie der Schweizer Lehrerschaft im Spiegel der Stapfer-Enquête von 1799**, Bad Heilbrunn: Verlag Julius Klinkhardt 2021 (Studien zur Stapfer-Schulenquête), 379 S.

Das Berner Nationalfondsforschungsprojekt zur Stapfer-Schulenquête, durchgeführt von 2009 bis 2015, ist in jüngster Zeit eines der produktivsten Beispiele dafür, dass vorrangig die Erschliessung und Auswertung bisher vernachlässigter historischer Quellen neue Erkenntnisse zur sozialen und gesellschaftlichen Realität in der Helvetik und der Frühen Neuzeit insgesamt ermöglichen, ja sich mancher hartnäckig von Generation zu Generation weitergegebener Mythos entzaubern lässt. Die vorliegende Dissertation zeigt, dass die bekannte Figur des gedrückten, sozial am unteren Ende der gesellschaftlichen Rangordnung stehende Schulmeister im niederen Schulwesen um 1800 vielleicht manchmal Realität gewesen sein mag, aber nach den Forschungsergebnissen Marcel Rothens künftig vor allem als literarische Fiktion zu gelten hat, wie sie uns absichtsvoll und beispielhaft etwa in Zschokkes *Goldmacherdorf* oder in Gotthelfs *Bauernspiegel* nahegebracht wurde, entworfen von Autoren, die es gut meinten mit den ‹Volksschulen› und bei ihren Lesern für deren Verbesserung werben wollten.

Die hier ausgewertete, aussergewöhnliche Quelle verdankt sich einer Umfrage zur Schulsituation in der Helvetischen Republik aus dem Jahr 1799, die auf Initiative des Erziehungsministers der Helvetischen Republik Philipp Albert Stapfer (1766–1840) entstand. Der Minister wollte seine Schulpolitik in der mit der Helvetischen Revolution von 1798 ausgerufenen Republik auf genauere Kenntnis der Realitäten bauen und entwarf deswegen einen standardisierten Fragebogen mit rund 60 Fragen, die von den Lehrern und den wenigen Lehrerinnen – ausdrücklich nicht von den Geistlichen – der damaligen Schweiz zu beantworten waren. Die Umfrage bietet vielfältige Einblicke in die Realität des Schulwesens, das in den schweizerischen Landgebieten oftmals leistungsfähiger war, als überlieferte Klischees es vermuten lassen. Die Umfrage dokumentiert zwar auch Lehrerelend, zeigt aber doch eine Schule auf dem Lande, die in der Regel immerhin das Lesen und Schreiben vermittelte. Zu den wohl erstaunlichsten Einblicken, welche die *Enquête* bietet, gehört die Tatsache, dass viele Lehrer mit der Helvetik grosse Hoffnung verbanden und weit aufgeklärter dachten und argumentierten, als bei ihrer beruflichen und gesellschaftlichen Lage zu vermuten wäre.

Marcel Rothen kommt auf der Basis von 2'300 Lehrkräften, unter denen sich 66 namentlich genannte Lehrerinnen und ein Dutzend namentlich nicht genannte «Gehülfinnen» befinden, zu dem Ergebnis, dass beim Stand der Schulmeister im Elementarschulwesen keinesfalls von kollektiver Armut und sozialer Verachtung gesprochen werden kann, sondern es sich bei ihnen im Gegenteil meist um hoch geachtete und fachkompetente Spezialisten mit lebenslanger Amtsausübung handelte. Tatsächlich stammten die Lehrer entgegen dem proklamierten Armutsparadigma keineswegs aus den untersten sozialen Schichten, sondern eher aus einem kleinbäuerlich-handwerklichen Milieu der lokalen «Mittelschichten». Auch mangelte es nicht an Kandidaten für dieses Amt, das Rothen als «attraktive kommunale Ressource» bezeichnet. Die Wahl des Lehrerberufs habe auch kein opportunistisches Ausweichverhalten dargestellt, sondern die Mehrzahl der Lehrer habe sich unter bewusstem Verzicht auf frühere Tätigkeiten bereits als Jugendliche oder junge Erwachsene für das Lehramt entschieden, das von ihnen dann auch langfristig ausgeübt wurde, vielfach verbunden mit Kirchenhilfsdiensten. Als Mythos erweist sich, was selbst für Preussen nicht zutrifft, dass nämlich viele Schulmeister frühere Soldaten gewesen seien. Der Autor spricht zusammenfassend bereits für die Zeit um 1800 von

einer beginnenden Professionalisierung des Lehrerberufs. Aus regionalen Quellenbeständen wird eine im Gegensatz zu Einzelberichten und Klagen über fachliche Unfähigkeit stehende hohe Zufriedenheit mit den Leistungen der Lehrer nachgewiesen, zu deren grösstem Verdienst zweifellos gehört, dass die Schweiz um 1800 eine weitgehend flächendeckende Alphabetisierung aufwies und damit nicht nur politisch einen beträchtlichen Vorsprung vor diversen deutschen Ländern hatte.

Lesenswert in dieser tüchtigen Studie sind die wörtlich zitierten Äusserungen von Lehrern, die bemerkenswert reflektierte Einsichten angesichts der eigenen beruflichen Tätigkeit und deren Wert für die Gesellschaft und deren Weiterentwicklung verraten. Sie stellen somit eine Quelle dar, mit deren Hilfe über die statistischen Daten hinaus hermeneutische Einsichten möglich werden. Es erscheint dem Rezensenten als der einzige kleine Mangel an der Arbeit, dass Überlegungen zum Weltbild der Schulmeister oder zur Wirkung der Aufklärung etwas zu kurz kommen. Da die neue helvetische Regierung, soviel wird aber deutlich, auf keinem anderen Feld so aktiv agierte wie auf dem des niederen Schulwesens, um so dem Ideal aufgeklärter und gebildeter Staatsbürger näher zu kommen, fand die neue Ordnung Sympathie bei manchem derjenigen Lehrer, denen die Aufgabe zugedacht war, einer «ächt religiösen, sittlichen und bürgerlichen Aufklärung» zum Durchbruch zu verhelfen. Der helvetische Grosse Rat proklamierte in einem seiner ersten Beschlüsse bereits im Mai 1798, der Schulmeister sei «in diesen unsern Tagen einer der wichtigsten Männer». Zugleich dokumentieren die Lehrerantworten die grossen Schwierigkeiten, die sich dem anfänglichen engagierten Reformwillen während der Helvetik angesichts mangelnder finanzieller Ausstattung und kriegerischer Auseinandersetzungen in den Weg stellten. Bemerkenswert, dass mit den helvetischen Erziehungsräten erstmals und dauerhaft in der Schweiz die Forderung nach der politischen und nicht mehr kirchlichen Oberaufsicht über das Schulwesen praktiziert und die traditionelle Abhängigkeit des Schulmeisters vom Pfarrer zumindest perspektivisch aufgehoben wurde. Viele andere zukunftsweisende Ideen helvetischer Politiker, unter ihnen herausragend Stapfer, fanden ihre Realisierung erst in den folgenden Jahrhunderten.

Holger Böning, Bremen

Peter Alexander Schweizer, **Johann Jakob Schweizer und die Helvetik. Der streitbare Pfarrer zu Embrach,** Zürich: Edition Voldemeer, de Gruyter 2021, 241 Seiten, 25 farbige, 2 schwarz-weisse Illustrationen.

Mit dem höchst eigenwilligen Pfarrer Johann Jakob Schweizer hat sich schon Paul Wernle in seinem Grundlagenwerk zum Protestantismus in der Helvetik intensiv beschäftigt und den politischen Aktivisten nicht zuletzt auch als Sonderling charakterisiert, der intensiv die neuen Möglichkeiten der erstmals in einer Schweizer Verfassung garantierten Pressefreiheit nutzte, um in Flugschriften und als Redakteur des *Neuen Helvetischen Volksblatts* die Geduld der helvetischen Regierung auf die Probe zu stellen. Mit seinem «Entwurf eines Memorials» forderte er 1800 gleich das ganze Parlament zum Rücktritt auf und bewies, dass die neuen bürgerlichen Freiheiten der Helvetik auch für die neuen Herren in der helvetischen Regierung wie in den neuen kantonalen und örtlichen Institutionen noch ungewohnt waren. Jedenfalls endete der Streit vor Gericht, wo Schweizer mit einer zweijährigen Eingrenzung in seine Pfarrgemeinde und einem Publikationsverbot belegt wurde.

Die vorliegende liebevolle, vom Verlag schön ausgestattete Biografie Schweizers ist von einem Ururenkel verfasst, der sich wenig um die Forschung zur Helvetik schert und

seinem Vorfahren ein Denkmal setzen will. Dabei verhehlt er nicht die Sympathie für seinen Ahnherrn und eine ausgeprägte Abneigung gegenüber der Helvetischen Republik. Letztere äussert sich etwa in der Behauptung, in der Helvetik habe wie nie zuvor ein «antireligiöser Wind» geweht (S. 28), wo es doch tatsächlich erstmals in der Schweiz Religionsfreiheit und die Trennung von Staat und Kirche gab. Natürlich aber traf einen Mann wie Pfarrer Schweizer der mit der Helvetik vollzogene Ausschluss der Geistlichen vom politischen Leben. Anschaulich gelingt es dem Biographen darzustellen, welchen Schmerz es für den traditionsbewussten Züricher Stadtbürger bedeutete, den epochalen Wandel zu erleben, der in der Aufhebung der traditionellen politischen und ökonomischen Vorrechte der Stadt- gegenüber der Landbevölkerung bestand. Als Seelsorger hatte Schweizer wenige Jahre vor der Helvetik den zum Tode verurteilten Mitverfasser des Stäfner Memorials, das die Aufhebung der städtischen Privilegien forderte, vor der Scheinexekution seelsorgerisch betreut. Im August 1798 musste er dann erleben, dass die Bevölkerung seiner Embracher Gemeinde in der Dorfkirche fast einhellig auf die neue helvetische Verfassung schwor und dies auch noch mit einem aus der Gemeindekasse finanzierten Fest beging.

Seine gegenrevolutionäre publizistische Tätigkeit begann Schweizer im Mai 1800 mit einer Wochenschrift, die er ausgerechnet als «Neues helvetisches Volksblatt zur Belehrung und Unterhaltung der Bürger» betitelte und damit auf das von Pestalozzi 1798 redigierte, schnell gescheiterte regierungsoffizielle Blatt gleichen Titels anspielte. Hatte Pestalozzi als Ursache der revolutionären Umwälzung die «innere Fäulniss» der Alten Eidgenossenschaft genannt, so bestritt Schweizer jeden vernünftigen Grund für die Errichtung eines neuen Staatsgebäudes und charakterisierte die Träger der Revolution als «von Stolz und Ehrgeiz geblendet, / Flammen speiend, zu schaurichter Höh' durch Gewalt Euch erhoben / Und durch Hochverrath!» Dass er dies mit höchst interessanten Überlegungen zur Volksaufklärung tat und ein Beispiel dafür liefert, wie nun in der Schweiz die öffentliche publizistische Auseinandersetzung um die aktuelle Politik geführt wurde, lässt das Blatt als wichtige Quelle auch dafür erscheinen, wie nun selbst diejenigen die neuen publizistischen Mittel nutzten, die bis 1798 durchweg Anhänger einer rigorosen Zensur waren.

An Schweizer zeigte sich beispielhaft, dass es mit der neuen Pressefreiheit angesichts der kriegerischen Auseinandersetzungen im Zweiten Koalitionskrieg in der Helvetik nicht mehr allzuweit her war. Dies vermag der Autor mit interessanten Details zu veranschaulichen. Dass der angeklagte Pfarrer sich ausgerechnet vor einem ländlich-bäuerlichen Laiengericht mit mehrheitlich von den Revolutionszielen überzeugten Richtern verantworten musste, traf den Stadtbürger hart. Seine Verteidigung belegt, dass er von seinem Standesdünkel nichts abgelegt hatte. Bemerkenswert ist die Anklagerede des Distriktrichters Johannes Morf.[7] Sehr schön lässt der Biograph Schweizers deutlich werden, wie im Gerichtssaal zwei Welten aufeinanderstiessen und die Polarisierung unter den Schweizern deutlich wurde, durch welche die Helvetik charakterisiert war. Im Kern stand die Frage im Mittelpunkt, ob man die wegen ihrer Leistungsmängel kritisierten Volksvertreter auch charakterlich als «Lügner» oder «Kirchen- und Eigenthumsräuber» abqualifizieren durfte. Nicht die Pressefreiheit war somit das Thema, sondern es wurde die Frage nach deren Grenzen gestellt. Der Ankläger Johannes Morf sprach von Schweizers grosser Verachtung

7 Es ist bedauerlich, dass Morf wie andere vor 1798 von politischer Verantwortung ausgeschlossene, nun noch unerfahrene prohelvetische Akteure im Historischen Lexikon der Schweiz der Aufnahme nicht für würdig befunden wurde.

gegen das ländliche Gericht, der Pfarrer habe deutlich zu verstehen gegeben, «das Bauerngericht sollte es noch für eine Ehre halten, dass ein so wichtiger Mann, ein Städter, ein Gelehrter, ein Schriftsteller vor ihm erscheine» (S. 228).

Die eigenwillige, aber zweifellos lebendige und lesenswerte Biografie zeichnet auch die Jahrzehnte des weiteren Lebenswegs Schweizers als Pfarrer in Nidau, Guttannen und Trub nach, auch kommt er mit seinen gekonnten lyrisch-satirischen Werken zu Wort kommen. Das, wie der Nachfahre Schweizers meint, «düstere Kapitel der Helvetik» hat immerhin das Verdienst, dass der aufmüpfige Pfarrer mit seinen Provokationen der Obrigkeit im Gedächtnis bleibt.

Holger Böning, Bremen

Roman Bonderer, **Willensnation wider Willen: Die medialen Konflikte in der Entstehungszeit des Schweizer Nationalstaats (1830–1857)**, Basel: Schwabe 2020.

Die Gründung des Schweizer Bundesstaates 1848 wird in politischen Sonntagsreden und regelmässig am 1. August, aber auch in der historischen Analyse gerne mit dem Begriff der «Willensnation» erklärt. Sprachlich und konfessionell ganz unterschiedliche Kantone mit einer zusätzlichen starken regionalen Färbung hätten sich entschlossen, unter einem gemeinsamen Gesetz zu leben und so die Schweizer Nation zu bilden. Die Willensnation ist wohl das bekannteste und einflussreichste Schweizer Staatsgründungsnarrativ. Die Schweiz wurde so gesehen zu einer Nation aus eigenem Willen und nicht durch vorgängige Gemeinsamkeiten. Hier bietet sich dann regelmässig der Bezug zu Ernest Renans Sorbonne-Rede von 1882 «Qu'est-ce qu'une nation?» an, in der er die Nation als ein «plébiscite de tous les jours» bezeichnete, ein tägliches Plebiszit. Umgekehrt diente die Schweiz Renan als Vorbild für seinen Nationsbegriff.

Die vorliegende Berner Dissertation von Roman Bonderer arbeitet heraus, wie sehr der Begriff der Willensnation selbst interessengeleitet und perspektivisch und keinesfalls objektiv-beschreibend zu verstehen ist. Verschiedene Akteure und Kantone verstanden Unterschiedliches, wenn nicht Gegensätzliches unter der Nation. Das eingangs benannte Staatsgründungsnarrativ der Willensnation war für Bonderer im Kern liberal und bei den Liberalen zuhause, nicht aber bei den Katholisch-Konservativen. Die «Willensnation» fasst die liberale Sicht auf die Staatsgründung zusammen, nicht aber die aller Schweizer und schon gar nicht diejenige ihrer Gegner. Die Willensnation bildete für Bonderer mehr eine politische Kategorie des politischen Appells als eine analytische Verstehenshilfe. Bonderer stellte in seiner Untersuchung die Konflikte zwischen Liberalen, Konservativen und Radikalen in der zeitgenössischen Presse heraus. Dazu wertet er sieben katholische, konservative, liberale und radikale Zeitungen genau aus und zieht weitere zeitgenössische Flugschriften heran. Methodisch-theoretisch greift er auf die Arbeiten zur politischen Sprache von John Pocock, Reinhart Koselleck und Willibald Steinmetz zurück, der mit dem Begriff des politisch Sagbaren die politischen Debatten im Grossbritannien des 19. Jahrhunderts analysierte. Politik benutzt Sprache nicht nur. Vielmehr kann nur das, was versprachlicht ist, auch politisch werden, ist Steinmetz' und auch Bonderers Ausgangspunkt. Bonderer zeichnet ein detailgenaues Bild der politischen Kampfbegriffe Geschichte, Nation, Konfession und Männlichkeit zwischen 1830 und 1857 nach.

Diese Dissertation schöpft ihre Kraft aus dem Widerspruch zur These, dass die Vorstellung der Willensnation die treibende Kraft hinter der Nationalstaatsbildung vor und nach 1848 gewesen sei. Einer längeren Einleitung folgend organisiert der Autor seinen Stoff in fünf Blöcken. Er beginnt mit einem gerafften Überblick über den historischen

Kontext von 1830 bis zum Neuenburgerhandel 1857. Im Zentrum der Arbeit stehen die vier Kapitel zu den umkämpften politischen Begriffen Geschichte der «Väter», Nation, Konfession und Männlichkeit. Abgeschlossen wird die Arbeit von einem Fazit, einer umfangreichen Bibliografie samt Auflistung der ausgewerteten Zeitungsausgaben und einem Index der Personen und Sachen.

In den vier begrifflichen Kontroversen um die Geschichte der Alten, der helvetischen Nation, der Konfession und der Männlichkeit arbeitet Bonderer tiefreichende Gegensätze zwischen Konservativen und Liberalen, aber auch zwischen Liberalen und Radikalen heraus, die eben nicht durch die Willensnation überwölbt wurden. Die reformierten Basler Konservativen verbündeten sich nicht mit den Katholisch-Konservativen Freiburgs, Luzerns und der Innerschweiz. In immer neuen Debattengegenden kann der Autor so herausarbeiten, dass die Staatsgründung und auch die nachfolgende innere Gründung der Schweiz weder auf einem expliziten noch einem impliziten Einverständnis als Willensnation unter den Kontrahenten beruhte. Vielmehr standen Liberale und Konservative selbst dann noch im Gegensatz, wenn die die gleichen Begriffe wie etwa «Väter» gebrauchten. Sie gaben diesen Begriffen gegensätzliche Bedeutungen.

Da dieser Nachweis der Konflikte Mal ums Mal beim Verständnis der Geschichte, der Nation, der Konfession der Männlichkeit geführt wird, kommt es im Text zu Redundanzen. Nicht historischer Wandel soll erklärt werden, sondern die These der Willensnation widerlegt werden. Bonderer schreibt explizit gegen Ursula Meyerhofer, Irène Herrmann und etwas weniger scharf gegen Oliver Zimmer an, die seiner Lesart nach die Willensnation als Motiv der Staatsgründung vertreten. Dabei arbeitet Zimmer in «A Contested Nation. History, Memory and Nationalism in Switzerland, 1761–1891» (Cambridge UP 2003) explizit und eingehend die gegensätzlichen Positionen des «community based» Föderalismus der katholischen Kantone und des willensbasierten Bundesstaates der Liberalen heraus. Auch Meyerhofer und Herrmann werden sehr vereinfachend und holzschnittartig auf die Position der «Willensnation» verkürzt. Nicht zuletzt arbeiten die genannten Autoren und Autorinnen mit anderen Methoden und Quellen. So einleuchtend die Konfliktthese Bonderers auch ist, die er im Stile des «sed contra» umfassend und anschaulich belegen kann, so wenig ist sie radikal neu. Das Verständnis der Arbeit wird durch die umständliche und komplizierte Sprache nicht erleichtert. Die Analyse politischer Bilder und Karikaturen hätte zudem gerade bei dieser Studie zu den medialen Konflikten vor und nach 1848 erkenntnisfördernd gewirkt.

Siegfried Weichlein, Fribourg

Urs Kramer, Thomas Zaugg, **Der erste Aussenminister. Bundesrat Numa Droz (1844–1899)**, Zurich: NZZ Libro, 2021, 439 pages.

«Droz est, de tous les hommes d'État que j'ai connus, le plus prudent, le plus retenu»: c'est en ces termes que le conseiller fédéral vaudois Louis Ruchonnet décrit, en 1887, son collègue et ami neuchâtelois. Cet homme, si prudent, si retenu, ce qui lui sera d'ailleurs parfois reproché, mérite-t-il dès lors une biographie? C'est avec un grand oui qu'a répondu Urs Kramer, connu pour son étude en deux volumes *Der schweizerisch-französische Handelskrieg von 1893 bis 1895. Vorgeschichte, Verlauf und Aussenwirkungen. Ein Beitrag zur Aussen- und Handelspolitik des 19. Jahrhunderts* (publiée en 2012). Et on ne peut que donner raison à l'historien bernois qui entreprit en 2015 de rédiger un ouvrage sur Numa Droz qu'il avait si souvent rencontré dans ses recherches sur la politique commerciale de la Suisse.

Hélas, il ne put mener son travail à bien, fauché par la mort alors qu'il se trouvait dans la phase finale de son travail. On peut dès lors être reconnaissant à Thomas Zaugg d'avoir repris le manuscrit, de l'avoir finalisé, complété et réaménagé afin d'en faire une version publiable. C'est ce texte, devenu par la force des choses un travail collectif, que les éditions *NZZ Libro* ont mis sur le marché. Le texte tel qu'il est désormais accessible au lecteur souffre sans aucun doute de sa gestation compliquée. Il accorde un poids excessif peut-être au Droz négociateur en chef des traités commerciaux dont dépendait la prospérité de la Suisse. La vie de Droz après sa démission du Conseil fédéral, passionnante pourtant, était demeurée à l'état de fragments et ils n'ont pu être exploités. Mais peu importe en définitive: le parcours fascinant de Numa Droz méritait d'être éclairé et, comme le suggère Tobias Straumann dans sa préface, des pistes de recherche ont été ouvertes qui ne demandent qu'à être explorées.

Car Droz est fascinant. Plus que de la trajectoire d'un homme excessivement prudent, il faudrait surtout parler du parcours d'un surdoué. Tôt orphelin, ayant grandi dans des conditions modestes, rêvant en vain de devenir missionnaire, Droz fit un apprentissage dans la gravure d'horlogerie avant de se former au métier d'instituteur et de reprendre le journal radical de La Chaux-de-Fonds, sa ville natale. Ainsi immergé dans le monde politique, il ne le quittera plus. Commence alors une carrière météorique. Élu au Grand Conseil en 1869, à l'âge de vingt-cinq ans, puis au Conseil d'État et des États trois ans plus tard, il entre au Conseil fédéral en 1875: il a à peine trente ans! Droz s'impose très vite: malgré ses divers emplois, devant toujours se débattre avec une réalité matérielle difficile, il n'a cessé de lire, d'apprendre les langues, de se cultiver. Il a ainsi acquis une maîtrise du verbe et des compétences rédactionnelles qui font de lui plus qu'un homme politique de talent, plus qu'un homme d'État d'envergure, parce qu'il le sera, surtout un intellectuel en politique: une denrée rare dans le monde politique suisse.

Il est coutume de placer les années 1880–1890 sous le magistère d'un duo de choc formé par deux fortes personnalités: Emil Welti et Louis Ruchonnet. Il est vrai que ces deux personnages, jouissant d'une aura grandiose, souvent adversaires mais aussi plus complices qu'on ne l'a longtemps cru, ont souvent dominé les débats complexes d'une période agitée de l'histoire suisse, marquée notamment par l'épineuse question ferroviaire. Mais l'ouvrage de Kramer et Zaugg nous rappelle fort à propos qu'une compréhension exacte de cette période ne saurait faire l'impasse sur Droz qui a, lui aussi, marqué son époque, dans trois domaines principaux.

Sa vision claire des grands enjeux internationaux pour la Suisse détonne dans un univers où la politique étrangère est réduite à sa dimension utilitaire. Il saisit que l'important transfert de compétences vers la Confédération qu'implique l'adoption de la Constitution de 1874 nécessite une réorganisation du travail tant du Conseil fédéral que de l'administration. En 1887, il parvient à faire passer une innovation décisive: l'attribution du Département politique, c'est-à-dire des affaires étrangères, à un titulaire fixe, alors que, jusque-là, il était conduit par le président de la Confédération en exercice. Il avait compris, au-delà de ses ambitions personnelles, que la géopolitique européenne changeait, qu'une continuité dans les dossiers internationaux était requise. Le système qu'il inaugurera ne survira guère à son retrait des affaires publiques, avant de s'imposer de façon définitive après la Première Guerre mondiale.

Deuxième terrain où Droz jouera un rôle majeur: la défense de la neutralité de la Suisse. Tout au long du XIXe siècle, la Suisse fonctionne comme une terre d'asile pour les révolutionnaires européens. Dans les années 1880, elle accueille dans les soupentes de ses

cités nombre d'anarchistes et de socialistes, russes ou allemands. Bismarck manifeste un courroux grandissant à l'égard de cette Helvétie si tolérante à l'égard de présumés fauteurs de troubles. Les polémiques s'enchaînent, contraignant le Conseil fédéral à osciller entre fermeté et souplesse diplomatique. En 1889, un agent provocateur allemand, August Wohlgemuth, se fait piéger par un ouvrier suisse. Il s'ensuit une longue passe d'armes entre l'Allemagne, conduite par un Bismarck dont la disgrâce est proche, et la Suisse qui défend sa dignité avec talent. Ce combat passe comme le grand-œuvre de Droz. La question est toutefois ouverte: n'aurait-il pas été prêt à de trop grandes concessions? Le mérite de l'intransigeance helvétique n'irait-il pas à Ruchonnet? La question n'a jamais été résolue mais il est évident que l'action de Droz a été essentielle dans cette affaire délicate.

Dernier grand secteur où a excellé le Neuchâtelois, au sommet de son art rhétorique, lorsqu'il fallait expliquer l'état de la situation aux Chambres fédérales, et diplomatique, par sa capacité à tenir le cap contre des vents décidément contraires: les négociations commerciales. Depuis 1873, l'Europe est ravagée par une longue crise économique et la tendance générale est au protectionnisme. La fin de la décennie 1880 est particulièrement chargée, avec de nombreux traités à renégocier avec les États voisins. Droz, désormais principal acteur sur ce terrain en tant que chef du Département politique, est sollicité sur tous les fronts. Il parvient à des résultats concluants avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et, non sans peine, l'Italie, mais échoue avec la France, totalement rivée sur un repli économique qu'elle veut absolu. Droz qui, visionnaire, avait pressenti la nécessité, à terme, d'une sorte d'organisation mondiale du commerce, est effondré: libre-échangiste convaincu, il est conscient que la Suisse dépend de son commerce extérieur et donc de tarifs douaniers bas. La partie est d'autant plus difficile qu'il doit aussi affronter les protectionnistes de son propre pays, qui se réveillent dans le sillage des agriculteurs et des artisans de Suisse orientale. Il croit pouvoir décrocher un compromis lorsque, à fin 1892, la France ferme la porte.

Mais Droz, dont la santé est aussi fragile que l'état de ses finances, avec son épouse malade, avait décidé en octobre de démissionner. Il avait déjà lorgné un emploi dans le privé ou un poste d'ambassadeur quelques années auparavant mais sans y donner suite. Ses contributions à la *Bibliothèque universelle* lui apporteront alors en un revenu complémentaire salvateur, faisant de lui à la fois un acteur et un commentateur de la vie politique. Son accession à la direction du Bureau international des transports lui assurera un revenu bien supérieur à ce qu'il gagnait comme conseiller fédéral. Il continuera à écrire, se mêlant des affaires fédérales au risque d'irriter ses anciens collègues, mais aussi pour défendre ses idées: le libre-échange économique, sa haine du socialisme d'État prôné par maints radicaux. Là réside un manque de cette importante biographie et il n'est pas sûr qu'il soit dû à sa construction évidemment bancale: comment le radical convaincu qu'est Droz au début de sa carrière glisse-t-il dans les parages de la droite libérale, incarnée d'abord par Escher puis par Conrad Cramer-Frey, son ami bientôt président du *Vorort* de l'USCI et qu'il adjoint souvent aux négociations qu'il doit mener? Dans cette énigme se loge l'originalité de Droz et un grand potentiel de recherches futures concernant un personnage qui fut un grand conseiller fédéral. Merci aux auteurs de l'avoir rappelé.

Olivier Meuwly, Lausanne

Urs Altermatt, **Bundesratswahlen. Der lange Weg zum historischen Kompromiss. Der schweizerische Bundesrat 1884–1900: Referendumsstürme, Ministeranarchie, Unglücksfälle**, Zurich: NZZ Libro, 2021, 264 pages.

Spécialiste de l'histoire de la démocratie chrétienne helvétique, Urs Altermatt s'est hissé au rang d'historien du Conseil fédéral avec la parution de son *Dictionnaire* des conseillers fédéraux, publié en 1991 en allemand puis en français trois ans plus tard. Au fil du temps, une série de conseillers fédéraux, et désormais de conseillères fédérales, a rejoint notre «olympe» national, mais, surtout, de nouvelles recherches ont apporté de nouveaux éclairages sur l'histoire politique de la Suisse. Depuis la sortie du *Dictionnaire*, des études relatives aux partis politiques, si souvent négligés dans notre historiographie nationale, ont été rédigées alors que plusieurs biographies de conseillers fédéraux, consacrées à Emil Welti, Numa Droz ou Philipp Etter, ont trouvé le chemin des librairies, illustrant le nouvel élan que connaît ce genre auprès des historiens et historiennes suisses.

Urs Altermatt s'est alors attelé à une deuxième édition de son *Dictionnnaire*, sorti en 2019 aux éditions NZZ Libro, hélas uniquement en allemand. Mais l'historien soleurois, professeur émérite de l'Université de Fribourg, a voulu aller plus loin et s'est proposé de tirer du formidable matériel accumulé pour le *Dictionnaire* une histoire du Conseil fédéral, principalement placée sous l'angle des élections, de leur déroulement, de leur signification, des enjeux qu'elles recèlent, ainsi que des jeux politiques qui se trament en arrière-fond de ces grands moments de la vie politique qu'a été, et qu'est, l'élection d'un conseiller fédéral. Le résultat de l'enquête est passionnant et permet une ample réévaluation de cette histoire politique que dévoilent des élections dont la relative «routine» actuelle cache trop souvent les luttes d'autrefois, feutrées certes mais parfois rudes, dont les élections au Conseil fédéral étaient le théâtre.

Le premier volume de cette histoire des élections fédérales a été publié en 2020 et le second à la fin de l'année suivante. Le premier, déjà en recensé dans la *RSH*, proposait, au-delà des nombreuses et palpitantes péripéties présidant à ces élections d'un type si particulier, deux thèses majeures. Urs Altermatt démontrait d'abord avec brio que les élections au Conseil fédéral, contre l'image d'Épinal dont on se satisfait aujourd'hui, ont été durant tout le XIXe siècle l'objet de vraies luttes politiques qui, malgré l'apparente fluidité des opérations et le peu de remous au final dans la composition du gouvernement, révélaient des conflits de tendance entre les forces politiques et au sein même du grand ensemble radical. Les élections à la vice-présidence du collège, marchepied obligatoire vers une présidence que l'on souhaitait, elle, préservaient de conflits trop immédiats, donnaient des indices précieux sur le poids des différents conseillers fédéraux et reflétaient l'état des équilibres politiques à l'œuvre. Le passage à la présidence selon l'ancienneté ne date que de la fin du XIXe siècle.

La deuxième thèse majeure défendue par Altermatt découlait de la première. Que la Suisse entre 1848 et 1914 n'ait jamais été «la Suisse des radicaux», selon l'expression utilisée par Roland Ruffieux dans l'*Histoire de la Suisse et des Suisses* (1982–1986), était connu depuis les travaux fondateurs d'Erich Gruner. Des études plus récentes n'ont pu que confirmer ce constat. Reconnaissant s'être longtemps contenté de classifications un peu hâtives de nombre de conseillers fédéraux, rapidement attribués à la «grande famille radicale», selon la définition proposée par Gruner pour décrire le vaste conglomérat qui prend le pouvoir après la guerre du Sonderbund, l'auteur offre une remarquable réinterprétation d'une réalité soustraite à toute approche globalisante et farcie de nuances.

Il affine ces grandes questions dans son deuxième volume. Il relève combien la nouvelle Constitution fédérale de 1874 bouleverse le travail au quotidien du collège gouvernemental, confronté aux nombreuses tâches nouvelles que ses rédacteurs ont voulu confier au gouvernement central. Mais elle affecte aussi les pratiques politiques, métamorphosées par l'introduction du référendum législatif facultatif, dont les conservateurs catholiques s'emparent immédiatement, et avec pugnacité, pour enrayer la machine législative des radicaux. Au milieu des grandes mutations sociales et politiques qu'impulse la Belle Époque, la vie politique s'emballe, au gré de batailles référendaires homériques, déjà bien étudiées mais que l'auteur resitue dans la perspective de leurs conséquences sur la formation du Conseil fédéral.

Il peut ainsi expliquer en détail la longue marche menant les radicaux à comprendre l'inanité de leur ambition à vouloir représenter seuls la Suisse dans sa diversité et, dès lors, la nécessité d'associer les conservateurs catholiques à l'action gouvernementale, chose réalisée en 1891. Dès lors, les guerres politiques qu'annonce tout retrait du Conseil fédéral s'apaisent, de même que les rivalités autour des élections à la vice-présidence du Conseil. De même les «Komplimentswahlen», qui imposaient aux conseillers fédéraux l'obligation morale de se faire élire au Conseil national dans leur canton avant de briguer une réélection au gouvernement, disparaissent progressivement dès les années 1880. La «routine» que l'on connaît s'installe: d'un gouvernement collégial, mais dérivant vers une «départementalisation» déjà visible dès les débuts de l'État fédéral mais en développement marqué dès 1874, on passe à un gouvernement de concordance, que renforcera l'extension ultérieure du Conseil fédéral vers les agrariens en 1929 et les socialistes en décembre 1943.

Ce deuxième volume permet en outre à Altermatt de revenir sur la question de l'appartenance politique de maints conseillers fédéraux difficilement classables, une question qu'il aura tant contribué à renouveler. Son analyse invite à repenser l'histoire de cette formation si hétérogène que fut la «grande famille radicale». Il estime ainsi que la jeune Confédération s'est bâtie sur un système bipartite composé des radicaux et des libéraux, ces derniers bientôt rassemblés sous l'appellation de «centre». De fait, les deux groupes se disputeront longtemps la majorité au sein du Conseil fédéral, le centre déclinant à partir des années 1880, avant de s'écrouler au seuil des années 1890 avec la démission de Welti en 1891. Celui-ci sera remplacé par le premier conseiller fédéral conservateur catholique, Zemp. La thèse d'un bipartisme opposant radicaux et libéraux du centre mérite toutefois d'être discutée: anéantit-elle celle de Gruner, défendant l'existence d'un vaste ensemble allant du centre libéral à une aile gauche socialisante et bientôt démocrate, en passant par les radicaux romands et les ultra-anticléricaux, et à laquelle j'ai adhéré dans mes propres travaux?

Je pense plutôt que l'approche d'Altermatt approfondit, nuance et surtout complète celle de Gruner, mais sans l'invalider. Car, à mon avis, l'auteur va un peu trop vite en plaçant sous même toit idéologique des gens aussi dissemblables que le Vaudois Cérésole, un vrai libéral-conservateur protestant, Hammer, proche des catholiques, membre des «gris» soleurois héritiers du libéralisme du premier conseiller fédéral Munzinger et opposés au «Rouges» de Vigier et Kaiser, le Genevois Ador, Welti, radical modéré argovien qui, en effet, deviendra un pilier du «centre», et les libéraux-radicaux zurichois, successeurs de Furrer et Escher. Comme le suggérait Gruner, c'est un anticléricalisme plus ou moins virulent qui sert de ciment entre les différentes «alvéoles» composant le «Freisinn» d'alors. En revanche, dès que le Parti radical-démocratique suisse (PRD) est fondé en 1894, sur la base d'une union entre les démocrates et l'aile libérale-radicale avec l'appui

des radicaux romands, on peut suivre la transformation de l'ex-centre en parti libéral, officialisé en 1913, avec les libéraux n'ayant pas rallié le PRD.

Altermatt, à la fin de l'ouvrage, parle d'une coalition: l'expression me convient mieux, même si je préfère encore celle de «regroupement» de «tendances», il est vrai souvent vigoureusement hostiles l'une à l'autre. Il n'empêche que ce débat, que l'auteur aborde à nouveaux frais, montre la richesse de son ouvrage qui ouvre de multiples et fructueuses pistes de réflexion et de recherche. Passionnant à lire de bout en bout, il obéit à l'objectif que son auteur s'est fixé: apporter une contribution à l'histoire du Conseil fédéral, de l'administration et des partis politiques suisses. Une contribution essentielle, ajouterais-je, qui marque une nouvelle étape dans la connaissance non seulement des débuts de l'État fédéral, mais aussi des arcanes souvent perçus comme mystérieux de l'organisation complexe du système gouvernemental suisse.

Olivier Meuwly, Lausanne

Jacob Burckhardt, **Weltgeschichtliche Betrachtungen**, hg. v. Jürgen Osterhammel, C.H. Beck: München 2018, 301 S.; Jürgen Osterhammel, **Jacob Burckhardts «Über das Studium der Geschichte und die Weltgeschichtsschreibung der Gegenwart»**, Schwabe: Basel 2019 (Jacob Burckhardt-Gespräche auf Castelen, Bd. 36), 82 S.

Mit den hier anzuzeigenden, relativ kurzen Texten meldet sich ein Vertreter der von ihm selbst so genannten Weltgeschichtsschreibung der Gegenwart zu einem Historiker, den man zu den Vätern des heute noch ganz jungen akademischen Fachs rechnen könnte. Burckhardts Name taucht allerdings in den meist englisch verfassten Globalgeschichten kaum auf. Osterhammel weist damit auf eine empfindliche Lücke in der neueren Globalgeschichte hin.

Im Folgenden soll auf Inhalte aufmerksam gemacht werden, die Osterhammel in Bezug auf Burckhardt selbst offen lässt, die also Lücken der hier angezeigten Texte darstellen.

Die erste dieser Lücken zeigt sich in der Textbasis. Osterhammel beansprucht, nicht nur von Burckhardts «Weltgeschichtlichen Betrachtungen» zu handeln, sondern auch von dem seit der Arbeit von Peter Ganz, also seit nunmehr 40 Jahren, zur Verfügung stehenden Originaltext der Vorlesung «Über das Studium der Geschichte». Was er auswertet und woraus er zitiert, ist aber ausschliesslich der Text der «Weltgeschichtlichen Betrachtungen» in der unvollständigen Fassung von Jacob Oeri aus dem Jahr 1904. Manche der heiklen, nach Nietzsche «das Bedenkliche streifenden» Gedanken Burckhardts bleiben damit unberücksichtigt.

Die zweite Lücke betrifft «die von der preussischen Regierung und Armee gemachte grosse deutsche Revolution von 1866», also die «durch die Kriege seit 1864 abgeschnittene deutsche Crisis». Letztere hätte den Durchbruch Deutschlands zur «constitutionellen Freiheit» bedeutet, der Bismarck aber erfolgreich «begegnet» war («warum Krisen nicht begegnet zu werden pflegt?» hatte Burckhardt an einer Stelle gefragt, die Oeri nicht benutzt hat).

Als dritte Lücke muss die Nichtberücksichtigung dessen beanstandet werden, was Burckhardt über den drohenden Sozialismus beziehungsweise über den am Ende vielleicht doch triumphierenden Kapitalismus sagt. «Im 18. Jahrhundert», oder vielmehr, wie Burckhardt sich sofort korrigiert, schon mit dem «Freiheitskampf der Holländer und den zwei grossen Revolutionen der Engländer «beginnt, und seit 1815 eilt in gewaltigem Vorwärtsschreiten der grossen Crisis zu: die moderne Cultur». Osterhammel würdigt keine

der beiden «Hauptkräfte» dieser Kultur, weder den «mit elementarer Leidenschaft» zu Weltstaat und Weltmarkt drängenden Kapitalismus der «erwerbenden Classen» noch die auf den sozialistischen «Staat der Allfürsorge» zielende «Reflexion» der «raisonnierenden Classen». Am Grund liegt eine Behauptung, mit der sich Osterhammel in direkten Gegensatz zu Burckhardt stellt. Weit ungenügender als der genau gleich alte Karl Marx behandle Burckhardt die Wirtschaft als Treibkraft der gesamtgeschichtlichen Entwicklung. Dem steht nicht nur entgegen, dass Burckhardt mit Blick auf das zeitgenössische Amerika und auf die von ihm beschriebene Globalisierung von der «rein erwerbenden Welt», mithin von der vom Kapitalismus regierten Zukunft gesprochen hat, sondern dass für ihn, was das Verhältnis von Staat und Kultur generell betraf, in allen Zeiten das zwischen Staat und Wirtschaft den Massstab darstellte: als die stärksten Beispiele der «Herrschaft des Staates über die Kultur» brandmarkt er – nach den Zuständen im alten Ägypten, bei den «Ynkas» und Azteken – diejenigen unter dem Hohenstaufenkaiser Friedrich II. und unter Ludwig XIV. mit ihren jeweiligen «Zwangsindustrien».

Der Bedeutung, die er der Wirtschaft als treibendem Moment der geschichtlichen Entwicklung beigemessen hat, entsprach die Definition der Kultur als einer «bewegenden geschichtlichen Macht» überhaupt. Sie stellte für ihn dar, was Osterhammel zitiert, aber nicht bereit ist, voll zu würdigen: den «Inbegriff all dessen, was zur Förderung des materiellen Lebens spontan zu Stande gekommen ist: alle Geselligkeit, Künste und Wissenschaften». Osterhammel glaubt dagegen fragen zu müssen, warum Burckhardt «nicht auch Ökonomie, Technologie, Umwelt (die alle bei Marx eine grössere Rolle spielen)» in seinen Begriff der Kultur als einer mit Staat und Religion konkurrierenden Potenz aufgenommen habe. Osterhammel beraubt Burckhardts Begriff der Kultur seiner revolutionären, alles Stehende und Ständische in Frage stellenden Kraft. Unverständlich bleibt, wie Burckhardt von der Kultur sagen konnte, dass sie – wie vor allem das eigene Jahrhundert zeigte – «unaufhörlich modifizierend und zersetzend auf die stehenden Einrichtungen der beiden anderen Potenzen einwirke» – als «Critik» sowohl des bestehenden Staates als auch der bestehenden Kirche.

So sehr man also auch den ersten Versuch begrüssen muss, das Verhältnis zwischen der Weltgeschichtsschreibung der Gegenwart und Jacob Burckhardt zu bestimmen, bleibt doch ein Bedauern über diese Unstimmigkeiten. Als letztes Beispiel sei erwähnt, was Osterhammel zu den zwei «Einzelfunden» ausführt, die man bei Burckhardt ganz unabhängig von Wert oder Unwert seiner Krisen- und Potenzenlehre machen könne, und mit denen er sich als «Stichwortgeber» und «Denkschule» einer weniger trockenen Weltgeschichtsschreibung empfehle. Zu diesen rechnet er Burckhardts «Idee der abgeschnittenen Krisen, also ihrer Steuerbarkeit durch Interventionen und crisis management» sowie das «noch fruchtbarere Konzept der sich kreuzenden Krisen», von denen Osterhammel meint, dass «man sie heute in der Welt vielfach vor sich sieht». Beide Charakterisierungen verfehlen das von Burckhardt Gemeinte. Napoleons III. Staatsstreich zur Coupierung des drohenden Sozialismus und Bismarcks Revolution von oben zur Rettung der dynastischen Herrschaft der Hohenzollern waren nach dem von Osterhammel ignorierten Exkurs über die «heutige Crisis» mehr und anderes als blosses Krisenmanagement; und speziell das Reichsgründungsgeschehen, von Burckhardt mit diesem Exkurs zu einer geschichtlichen Krise erhoben, war mehr als ein mit anderen Krisen nur zeitgleicher Vorgang. Für Burckhardt stellte es vielmehr eine Krise dar, die eine andere Krise «in den Schatten» und vermeintlich «still gestellt» hatte, nämlich die zuvor in allen deutschen Einzelstaaten, auch in Preussen, mächtig gewesenen «constitutionellen und sozialen

Bestrebungen» der Zeit – nach Burckhardts, von Osterhammel leider verkannten Zeitdiagnose «die grosse Crisis des Staatsbegriffes, in welcher wir leben».

Pitt Dietrich, Löwenberg

Arpine A. Maniero, **Umkämpfter Weg zur Bildung. Armenische Studierende in Deutschland und der Schweiz von der Mitte des 19. bis Anfang des 20. Jahrhunderts**, Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 2020 (Schnittstellen. Studien zum östlichen und südöstlichen Europa, Bd. 9), 492 Seiten.

Indem Arpine Maniero in ihrer 2020 erschienenen Monografie das Studium junger Armenier an deutschsprachigen Universitäten um die Jahrhundertwende untersucht, schliesst sie eine erhebliche Forschungslücke. Das Auslandsstudium betrachtet die Autorin als den wichtigsten Ausgangspunkt gesellschaftlicher Reformen in Armenien und befasst sich somit mit einem Dilemma, mit dem auch viele andere Völker damals konfrontiert waren: Wie liesse sich die (überfällige) Modernisierung der jeweiligen Gesellschaft ohne Verlust ihrer kollektiven Identität gestalten? Um dieses komplexe Problem zu verstehen, legt Maniero die Rahmenbedingungen armenischer Bildungsmigration dar, rekonstruiert akademische und alltägliche Erfahrungen der Armenier an ausgewählten deutschsprachigen Universitäten und erforscht Reformideen, die daraus hervorgegangen sind, sowie ihre Resonanz in der armenischen Öffentlichkeit. Der Arbeit liegt eine beeindruckende Menge und Vielfalt von Quellen aus armenischen, deutschen, russischen und schweizerischen Archiven zugrunde. Das Ergebnis dieses ambitionierten Unterfangens sind spannende Einblicke in die Erfahrungsgeschichte der armenischen Intelligenz und in die Modernisierungsgeschichte der armenischen Gesellschaft.

In den einführenden Kapiteln bespricht die Autorin die wichtigsten Faktoren, die das Auslandsstudium der Armenier geprägt haben: Zum einen war Armenien im späten 19. Jahrhundert zwischen dem Russländischen und dem Osmanischen Reich geteilt, sodass sich breite Teile der armenischen Gesellschaft von der Assimilierungspolitik zweier Imperien bedroht fühlten. Zum anderen gab es im Kaukasus bis 1918 keine Universität. Des Weiteren war der Zustrom armenischer Studierender nach Deutschland und in die Schweiz von der Dynamik der bilateralen Netzwerke beeinflusst. Nicht zuletzt übte auch in Armenien das humboldtsche Bildungsideal – im Gegensatz zu dem dort als utilitaristisch wahrgenommenen französischen Bildungssystem – eine besondere Faszination aus.

Zwischen den frühen 1860er Jahren und dem Ausbruch des Ersten Weltkrieges studierten ca. 770 Armenier an deutschen und schweizerischen Universitäten. Der grössten Popularität erfreuten sich unter ihnen technische und naturwissenschaftliche Fächer bzw. die Medizin. Die meisten Armenier waren an den Universitäten in Berlin, Bern, Darmstadt, Freiburg i. Br., Genf, Halle, Heidelberg, Jena, Karlsruhe, Leipzig, Lausanne, München und Zürich immatrikuliert (S. 90–110). Studierende, die von ihren Familien finanziell nicht unterstützt wurden, konnten sich um Stipendien wohltätiger Organisationen bewerben, die meistens aus kirchlichen Mitteln und Spenden wohlhabender Armenier finanziert wurden (S. 155–250).

Indem die Autorin zahlreiche Tagebücher, Korrespondenzen, Selbstberichte und Presseartikel auswertet, ergänzt sie diese vorwiegend quantitativen Erkenntnisse durch qualitative Einblicke in die Lebenswelten der Studierenden. Besonders interessant sind in dieser Hinsicht die Kapitel über das studentische Vereinswesen (S. 251–351), die Politisierung junger Armenier, insbesondere ihre Sympathien für den Marxismus und die Sozialdemokratie (S. 263–288) sowie die Erfahrungen armenischer Frauen (S. 110–137).

Obwohl es unter den in Deutschland studierenden Armeniern lediglich 17 Frauen gab und ihre Zahl in der Schweiz bei knapp über 100 lag, gelingt es Maniero viele Aspekte ihrer Alltagsgeschichte beeindruckend detailreich zu schildern. Wie ihre Kommilitonen waren armenische Studentinnen mit Finanznöten, sprachlichen Barrieren, der Angst vor der neuen Umgebung und Mentalitätsunterschieden konfrontiert. Im Vergleich zu ihren Kommilitonen waren armenische Frauen jedoch stärker von fehlenden Fachkenntnissen betroffen und anderen Bedrohungen – zum Beispiel der Prostitution – ausgesetzt. Die ausführliche Diskussion der Schatten- sollte jedoch die Lichtseiten des Auslandsstudiums nicht in Frage stellen: Bei der Lektüre kann man sich des Eindrucks nicht erwehren, dass die meisten Armenier das Niveau der Lehre an deutschsprachigen Universitäten regelrecht bewunderten und ihre Bildungserfahrungen sehr genossen.

Das Auslandsstudium insgesamt sowie konkrete bildungspolitische Ideen, die junge Armenier aus dem Ausland importieren wollten, waren in Armenien ein wichtiges Thema öffentlicher Debatten und keineswegs unumstritten: Der westeuropäische Einfluss galt sowohl als eine grosse Chance auf gesellschaftlichen Fortschritt als auch als Bedrohung der armenischen Tradition (S. 353–403). An ausgewählten Biografien zeigt Maniero persönliche Erfolgsgeschichten auf, bezweifelt jedoch den gesamtgesellschaftlichen Erfolg der armenischen Bildungsmigration und sieht dafür sowohl innerpolitische Konflikte und Widerstände als auch die Zäsur des Ersten Weltkrieges verantwortlich.

Manieros Studie gewährt grundlegende Einblicke in die Geschichte des Kultur- und Wissenstransfers und ist somit eine über den regionalen Kontext hinaus hochgradig anregende Lektüre. Hingewiesen sei auf drei Aspekte: Der im Titel angekündigte Fokus auf armenische Studierende «in Deutschland und der Schweiz» entspricht erstens nicht ganz dem Untersuchungsgegenstand, denn zum einen werden französischsprachige Universitäten in der Schweiz nur am Rande berücksichtigt und zum anderen wird die Rolle der Universität in Dorpat (heute: Tartu), das heisst der einzigen deutschsprachigen Universität im Russländischen Reich, als «Hochburg der armenischen Studentenschaft» ausführlich erörtert (S. 71–89). Dies lädt zur transregional vergleichenden Forschung zur Geschichte der armenischen Bildungsmigration ein. Die an vielen Stellen rekonstruierten individuellen und institutionellen Verbindungen zwischen armenischen, deutschen und schweizerischen Akteuren bieten zweitens eine gute Grundlage für weitere Erforschung interkultureller Netzwerke. Deutsch-französische Vergleiche, die in vielen armenischen Aussagen aufscheinen, weisen drittens auffällige Ähnlichkeiten mit Debatten auf, die um die Jahrhundertwende in Ostmitteleuropa geführt wurden, und inspirieren somit zum Nachdenken über die Geschichte der deutsch-französischen Konkurrenz um die intellektuelle und kulturelle Hegemonie jenseits von Kerneuropa.

Kornelia Kończal, Bielefeld

Michel Porret, **Le sang des lilas. Une mère mélancolique égorge ses quatre enfants en mai 1885 à Genève**, Chêne-Bourg: Georg, 2019, 395 Seiten.

Dieses Buch dreht sich um einen einzigen Mordfall. Wie der Untertitel bereits anklingen lässt, tötete 1885 in Genf eine Mutter drei ihrer vier Kinder. Das vierte überlebte den Vorfall mit bleibenden Schäden. Wer einmal eine Gerichtsakte in den Händen hielt, kann die Faszination des Autors verstehen. Kaum ein anderer Quellentypus kann mit der Reichhaltigkeit einer gerichtlichen Aktensammlung – bestehend aus Polizeirapporten, Verhörprotokollen, persönlich verfassten Memoiren, beschlagnahmten Briefen, medizinischen Gutachten und Protokollen der Gerichtsverhandlung mitsamt Urteil –

mithalten. Diese Diversität an Dokumenten schöpft das Buch voll aus. Minuziös und dennoch mit sicherer Hand setzt Porret die verschiedenen Aspekte des Kriminalfalls zu einem flüssigen Narrativ zusammen. Daraus resultieren spannende Einblicke nicht nur in die Genfer Strafjustiz, sondern auch in die sich rasch formierende internationale Psychiatrie, die Presseberichterstattung und in das gesellschaftliche und kulturelle Leben in einem Genfer *quartier populaire* des späten 19. Jahrhunderts.

Porret zeichnet zuerst anhand von Polizeirapporten und Verhörprotokollen detailliert den Tathergang und die Verhaftung von Jeanne Lombardi nach, bevor er das von ihr in Untersuchungshaft selbst verfasste *Memoire* ausgiebig heranzieht, um das Vorleben der Angeklagten und die Umstände, die zur Tat führten, genau zu beschreiben. Des Weiteren trägt der Autor eine Vielzahl von Zeitungsartikeln zusammen, die zeigen, wie die Ereignisse nicht nur die Genfer Bevölkerung, sondern auch die internationale Presse beschäftigten. In den weiteren Kapiteln steht das Gerichtsverfahren im Zentrum. Schliesslich dienen Krankenakten (die wie die Presseartikel nicht Teil der Gerichtsakte sind) dazu, das Leben der Mörderin in einer psychiatrischen Heilanstalt nach der Tat zu rekonstruieren.

Dass die Angeklagte trotz Eingeständnis der Schuld nicht zu einer Haftstrafe verurteilt, sondern administrativ versorgt wurde, ist denn auch das eigentliche Kernthema des Buchs. Während des Gerichtsverfahrens entstand eine Vielzahl sich teilweise widersprechender medizinischer Gutachten über die Zurechnungsfähigkeit der Angeklagten. Unter den Gutachtern befanden sich Psychiatriegrössen wie Ambroise Tardieu, Auguste Forel oder Richard von Krafft-Ebing. Der Strafverteidiger Adrien Lachenal nutzte die entlastenden Aussagen in den Gutachten aus, um die Jury zu einem Freispruch zu bewegen. Souverän zeigt Porret auf, wie im Zuge dieser rechtsmedizinischen Auseinandersetzung, der «Fall Lombardi» entstand, welcher in der forensischen Psychiatrie und der populären Presse noch Jahrzehnte später rezipiert wurde. Der Fall problematisierte die klare Trennung zwischen Schuldfähigkeit und Schuldunfähigkeit, wie sie das aufgeklärte Strafrecht des 18. Jahrhunderts vorsah. Damit stellte er eine wichtige Etappe in der Medikalisierung der Strafjustiz dar, die ab dem 19. Jahrhundert erfolgte. Während in der juristischen Logik die Frage der Schuld im Zentrum stand, interessierten sich die Ärzte eher für die ‹Anormalität› bzw. ‹Gefährlichkeit› einer angeklagten Person. Diese beiden Prinzipien vermischten sich in der Folge zunehmend. Die Expertendiskussion rund um den Fall Lombardi hatte denn auch konkrete Auswirkungen. In Anschluss an den Gerichtsprozess revidierte der Kanton Genf seine Strafjustiz und gab den Gerichten fortan die Möglichkeit, Angeklagte trotz Schuldunfähigkeit in einer Anstalt zu internieren.

Im Vergleich zu den späteren Kapiteln, in denen anhand der medizinischen Gutachten und den Protokollen der Gerichtsverhandlung das Zusammenspiel von Strafjustiz und der aufstrebenden Disziplin der Psychiatrie einer scharfen Analyse unterzogen wird, sind die anfänglichen Ausführungen zur Tat und dem Leben der Angeklagten eher deskriptiv. Das dafür ausgiebig zitierte *Memoire* der Angeklagten wird in erster Linie benutzt, um die emotional schwierige und ökonomisch prekäre Situation der Familie der Angeklagten im sozialen Milieu des städtischen Handwerks zu beschreiben. Eine kritische historische Einordnung, wie sie Porret so vorzüglich bei den medizinischen Gutachten und dem Vorgehen Lachenals vornimmt, bleibt hier mehrheitlich aus. Dadurch bleibt Jeanne Lombardi trotz ihrer ausführlichen Erzählung als historische Akteurin in Porrets Darstellung im Gegensatz zu den Ärzten und Juristen seltsam passiv. Wie medizinische Gutachten und

juristische Dokumente sind aber auch autobiografische Zeugnisse historische Texte, die auf ihre Intertextualität und Wirkungskraft hin untersucht werden können.[8]

Langzeitstudien zu interpersonaler Gewalt legen nahe, dass Tötungen von heranwachsenden Kindern durch ihre Eltern im späten 19. Jahrhundert zunahmen. Lombardis Tat war demnach vermutlich Teil eines historischen Trends.[9] In diesem Zusammenhang ist interessant, dass sie angab, durch einen Zeitungsbericht über einen ähnlichen Fall inspiriert worden zu sein (S. 46). In der Bevölkerung zirkulierten folglich um 1900 kulturelle Skripts über solche Gewalthandlungen, welche sich historisch analysieren lassen. Aus Porrets Ausführungen lässt sich ableiten, dass das *Memoire* Lombardis eine tragische Selbsterzählung beinhaltet. Lombardi beschrieb sich als tragische Heldin, für die der eigene Untergang ab einem gewissen Zeitpunkt unausweichlich war. Solche Narrative finden sich häufig in Memoiren und Lebensläufen von Gewalttäter*innen aus der Zeit um 1900.

Möglicherweise entfaltete Lombardis tragische Erzählung auch in den medizinischen Gutachten und vor Gericht eine Wirkung. Denn die Ärzte stützten ihre Gutachten wesentlich auf die Lektüre des *Memoires*. Eine solche Konstellation und Dynamik lässt sich zumindest beim Fall Rivière feststellen, der 1973 von Michel Foucault dokumentiert wurde und Porret explizit als Inspiration dient (S. 385).[10] Dort griffen die Ärzte den tragischen Erzählstrang des Bauernjungen Pierre Rivière auf und deuteten ihn um. Die vielen Anzeichen heldenhafter Besonderheit, die Rivière laut dem *Memoire* seit seiner Kindheit auszeichneten, nahmen die Ärzte als Indizien für eine sich früh äussernde ‹Anormalität› des Angeklagten. Den Mord beschrieben sie nicht als Heldentat im Kampf gegen die vom Mörder als ungerecht empfundene (weil matriarchalische) Gesellschaft, sondern als ultimativen Beweis für langwährende Geisteskrankheit. Somit übernahmen die Ärzte in ihren Gutachten die von Rivière gesetzte Erzählstruktur mitsamt ihren Plots, deuteten diese aber um.[11] So betrachtet war möglicherweise auch Jeanne Lombardi nicht nur als Mörderin, sondern auch als Autorin ihres *Memoires* aktiver an der Entstehung dieses historisch bedeutsamen Falls beteiligt als es Porrets Abhandlung vermuten lässt.

Diese Ergänzungen zeigen aber letztlich nur, dass der Fall Lombardi auch 137 Jahre nach seiner Entstehung weiterhin für Gesprächsstoff sorgt. Dafür verantwortlich ist dieser luzide und spannend zu lesende Beitrag zur Geschichte der Kriminalität und Strafjustiz.

Maurice Cottier, Freiburg i. Üe.

8 Eine ähnliche Kritik hatte bereits Carlo Ginzburg an Foucaults Umgang mit dem ebenfalls ausführlichen *Memoire* des Mörders Pierre Rivière formuliert. Siehe Carlo Ginzburg, Der Käse und die Würmer. Die Welt eines Müllers um 1600, Berlin 2007, S. 13.

9 Jeffrey S. Adler, First in Violence, Deepest in Dirt. Homicide in Chicago 1875–1920, Cambridge 2006, S. 59, 70; Maurice Cottier, Fatale Gewalt. Ehre, Subjekt und Kriminalität am Übergang zur Moderne: das Beispiel Bern 1868–1941, Konstanz 2019 (Konflikte und Kultur – Historische Perspektiven 31), S. 119f.

10 Michel Foucault, Der Fall Rivière. Materialien zum Verhältnis von Psychiatrie und Strafjustiz, Frankfurt a. M. 1975.

11 Maurice Cottier, Tragik und Gericht. Eine kulturhistorische Analyse von Pierre Rivières Fall. Strafjustiz, Psychiatrie und das Memoire, in: Ruben Hackler, Katherina Kinzel (Hg.), Paradigmatische Fälle. Konstruktion, Narration und Verallgemeinerung von Fall-Wissen in den Geistes- und Sozialwissenschaften, Basel 2016 (Itinera 40), S. 137–155.

Laura Fasol, **Stadtgestalt und Stadtgesellschaft. Identitätskonstruktionen in Winterthur, Luzern und Bern um 1900**, Zürich: Chronos, 2020, 288 Seiten, 53 Farbabbildungen.

An Schweizer Universitäten ist Stadtgeschichte kein Schwerpunktthema. Sie geniesst in der aktuellen Forschungslandschaft nicht viel Aufmerksamkeit und wird den freiberuflichen Historikerinnen und Historikern überlassen. Es ist deshalb sehr erfreulich, dass sich Laura Fasol in ihrer 2017 an der Universität Luzern bei Jon Mathieu eingereichten Dissertation der *Urban History* angenommen hat. In ihrer flüssig geschriebenen und gut lesbaren Studie geht sie den Fragen nach, wie der Prozess der Urbanisierung in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts die Wahrnehmung, die Darstellung von Städten und die Konstruktion von Stadtidentitäten beeinflusst hat und wie umgekehrt solche Selbstdarstellungen die Stadtgestalt und die Stadtgesellschaft geprägt haben.

Im Unterschied zu den Arbeiten von Bruno Fritzsche und François Walter, die in den 1980er- und 1990er-Jahren das Phänomen Stadt mit sozial- und wirtschaftshistorischen Fragestellungen untersucht haben, wählt Fasol einen kulturhistorischen und mentalitätsgeschichtlichen Ansatz. Anhand von Winterthur, Luzern und Bern geht die Autorin den «Repräsentationen von Stadt», den «Bildern und Vorstellungen über die Stadt» und den «Strategien zur Identifikation und Identitätsbildung» nach. Die ausgewählten Fallbeispiele eignen sich für eine vergleichende Untersuchung, da sie sich – das ist keine Überraschung – um 1900 durch unterschiedliche Charakteristika auszeichnen: Winterthur ist eine Industriestadt, Luzern, eine vom internationalen Tourismus geprägte Ortschaft und Bern eine Verwaltungs- und Dienstleistungsstadt. Diese Städte waren, wie auch andere Zentren in der Schweiz, nach der Schleifung ihrer Stadtmauern und dem Aufbruch der kompakten Stadtkörper gleichermassen gefordert, sich mit dem zum Teil rasanten wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und städtebaulichen Wandel ein neues Selbstbild zu geben. François Walter hat in seiner Studie *La Suisse urbaine 1750–1950* (1994) bereits auf die Repräsentation als lohnende Frage der Stadtgeschichte aufmerksam gemacht. Welche Ideen und Bilder, welche Wünsche und Gefühle haben die Stadtbewohnerinnen und -bewohner angesichts der Umwälzungen des vertrauten Raums empfunden? Wie haben die verschiedenen gesellschaftlichen Akteure die Stadt gesehen?

Für die Untersuchung der städtischen Identitätskonstruktionen verwendet Fasol zeitgenössische Stadtführer, Reiseführer, Festschriften, heimatkundliche Publikationen, aber auch visuelle Quellen wie Stadtveduten und Postkarten. Differenziert und minuziös arbeitet die Autorin heraus, dass in den Selbstbildern und Images von Winterthur, Luzern und Bern, auf je eigene Weise, die Geschichte, die Moderne und die Natur eine zentrale Funktion einnehmen. Winterthur präsentiert sich um 1900 als moderne, fleissige und prosperierende Industriestadt. Die negativen Seiten der Industrie, Schmutz, Lärm, Gestank, aber auch Kommunismus und Klassenkampf, werden in der durchgrünten Gartenstadt, eingebettet in eine liebliche Landschaft, aufgehoben und neutralisiert. Die für die Identität der Eulachstadt konstitutive und positiv besetzte Industrie machen besonders die Bildquellen deutlich. Im Zentrum des Stadtbilds steht die Fabrikstadt, die mit rauchenden Hochkaminen und dampfenden Lokomotiven charakterisiert wird. Während die Selbstdarstellung Winterthurs vor allem gegen innen gerichtet ist und der Selbstvergewisserung des städtischen Bürgertums diente, adressiert sich das Selbstbild von Luzern primär nach aussen. Für ihr Image, das ein internationales und wohlhabendes Publikum in die Stadt locken sollte, war die Natur, die Bergkulisse, zentral. Aufschlussreich sind auch in diesem Fall die visuellen Quellen, die zeigen, wie die Stadt im 19. Jahrhundert als Amphitheater des Naturgenusses in einer See- und Berglandschaft dargestellt wird. War

für Winterthur die moderne Industrie der diskursive Rahmen innerhalb dessen über die Stadt gesprochen wurde, bildet der Tourismus diesen für Luzern. Selbst die Kritik an der Tourismusindustrie, an den Arbeitsbedingungen in der Tourismusbranche und die Verdrängung der Bevölkerung aus den für die Touristinnen und Touristen attraktiven Stadtquartieren, reproduzierte das Image Luzerns und konnte die Selbstdarstellung der Stadt im Kern nicht beeinflussen. In der Bundesstadt war hingegen kein Wirtschaftszweig vorherrschend. In Bern gab es – im Gegensatz zu Winterthur und Luzern – auch kein dominantes Narrativ, das den Bezugsrahmen des Redens über die Stadt bildete. Die Uneinigkeit bezüglich der Stadtidentität zeigt Fasol sehr schön am auffällig raschen Wechsel der Titelbilder des ab 1890 erscheinenden Bernischen Fremdenblattes. Die Aarestadt präsentierte verschiedene Gesichter. Sie charakterisierte sich als regionales Zentrum und Bauernstadt, als von Bundesbauten geprägte Hauptstadt oder als «heimelige» Altstadt mit breiten von Lauben eingefassten Strassen. Ein Charakteristikum Berns, das in den visuellen Darstellungen im 19. Jahrhundert jedoch zur Konstanten wird, ist die schöne Natur, genauer die Alpen und die Aussicht auf die Berge.

Referenzpunkt für die Selbstdarstellungen der drei Städte war die europäische Grossstadt des 19. Jahrhunderts. Vor allem von deren negativen Seiten grenzten sich Winterthur und Bern ab. Obwohl es in der Schweiz keine Stadt gab, die einem Grossstadtmoloch gleichkam, sorgten der Verstädterungsschub und die soziale Segregation, die extrem unterschiedliche Lebenswelten entstehen liessen, auch in den Schweizer Städten für gesellschaftlichen Zündstoff. Vor diesem Hintergrund bekommen die in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts kreierten Stadtidentitäten nicht zuletzt auch die Funktion, die sozial und kulturell heterogene Bevölkerung in den modernen Stadtkörper zu integrieren.

Verena Rothenbühler, Winterthur

Nadine Fink, Markus Furrer, Peter Gautschi (Hg.), **The Teaching of the History of One's Own Country. International Experiences in a Comparative Perspective**, Frankfurt: Wochenschau Verlag, 2020 (Forum historisches Lernen), 359 Seiten.

Die Herausgeberin und die Herausgeber von «The Teaching of the History of One's Own Country» befassen sich im Rahmen eines vom schweizerischen Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI) geförderten Projekts seit einigen Jahren mit Fragen, die sich der Geschichtsdidaktik zum Inhalt, zum Stellenwert und zu Zielsetzungen der Behandlung des «eigenen Landes» im Geschichtsunterricht stellen.[12] Den Ausgangspunkt ihres Projekts und den Rahmen der Publikation setzen sie mit der dreisprachig (deutsch, englisch, französisch) eingerückten Einleitung. In der Publikation erfolgen diesbezügliche Überlegungen vergleichend zwischen der Deutschschweiz und der Romandie und werden gerahmt von Diskussionsbeiträgen von Forschenden unterschiedlicher Länder. Dabei werden bildungspolitische Vorgaben der Curricula für den Geschichtsunterricht, Konkretisierungen durch Geschichtslehrmittel, vor allem aber die Akteure im Geschichtsunterricht, also die Lehrpersonen und die Schülerinnen und Schüler in den Blick genommen.

12 Für die Geschichtsdiskurse der Schweiz bzw. das nationale Narrativ der Schweiz in Schulbüchern kann auf wichtige Vorarbeiten zurückgegriffen werden: Franziska Metzger, Geschichtsschreibung und Geschichtsdenken im 19. und 20. Jahrhundert, Bern 2011; Markus Furrer, Die Nation im Schulbuch – zwischen Überhöhung und Verdrängung. Leitbilder der Schweizer Nationalgeschichte in Schweizer Geschichtslehrmitteln der Nachkriegszeit und Gegenwart, Hannover 2004.

Neben den Beiträgen aus der Schweiz werden Texte aus Belgien, Kamerun, Québec, Japan, Korea, Palästina und Neuseeland präsentiert. Schliesslich wurde drei Autor*innen die Möglichkeit gegeben, von ihren Masterarbeiten zu Serbien, Bosnien-Herzegowina und schweizerisch-türkischen Doppelbürgern zu berichten. Dabei stellt sich allen Autor*innen die Frage, wie der Geschichtsunterricht von der «Fokussierung auf Identitäten zur aufgeklärten Bildung» (S. 9, ebenso in Englisch, S. 11) schreiten kann (französische Version: «comment passer d'une focalisation sur les identités nationales à une éducation ouverte au pluralisme», S. 10).

Helene Mühlestein zeigt mit ihrer Untersuchung der konfessionellen Prägungen von Lehrmitteln der Kantone Aargau, Schwyz und Zürich, dass in der (bildungs-)föderalen Schweiz Lehrmittel in die regionale Geschichtskultur hinein konzipiert worden sind, also keinesfalls von einheitlicher nationaler «Identität» als Bildungsziel gesprochen werden kann. Sie stellt dar, dass die schweizerische Ausprägung des Kulturkampfs zur unterschiedlichen Thematisierung, Deutung und Zuweisung von Verantwortlichkeiten führte, aber auch, dass die deutlich feindselige Darstellung der jeweils anderen Konfession (Katholizismus vs. Protestantismus) des 19. Jahrhunderts allmählich einer versöhnlicheren Thematisierung wich. Markus Furrer und Lyonel Kaufmann untersuchen das Gewicht und die Darstellung der Schweizer Geschichte in aktuellen Lehrmitteln der Sprachregionen und arbeiten Unterschiede heraus. Sie halten fest, dass in denselben die «Sonderfallrhetorik» und die klassische Erzählung der Genese der Schweiz aus dem Rütlischwur nicht mehr vorkommt, hingegen eine ‹Europäisierung› der Existenz des Landes feststellbar ist. Nadine Fink und Peter Gautschi nutzen die Beschreibung einer Geschichtslektion in der Waadt, um ihren Fragenkatalog, den sie für eine breitere Untersuchung von Lektionen verwenden wollen, zu erläutern. Sie verstehen sie als Heuristik, um den Inhalt und die Förderung von Kompetenzen im Hinblick auf die Behandlung der Geschichte der Schweiz analysieren zu können. Nicole Riedweg und Peter Gautschi beschäftigen sich mit der Literatur zu Überzeugungen von Lehrpersonen hinsichtlich der Geschichte des eigenen Landes. Sie stützen sich dabei auf die bisherige Belief-Forschung ab und schlagen eine Erweiterung mit vier spezifischen Überzeugungen vor, mit der die Zielsetzungen des Unterrichts zur Geschichte der Schweiz erfasst werden sollen. Michel Charrière berichtet von seiner Analyse von luzernischen Maturaprüfungen (2012–2018). Die Untersuchung des Stellenwerts von Schweizer Geschichte bzw. Schweiz-Bezügen in den 55 Prüfungen (286 Aufgaben) resümiert der Autor mit der Feststellung, dass solche Aufgaben einen marginalen Platz in den Maturitätsprüfungen einnehmen.

Der belgische Geschichtsdidaktiker Karel van Nieuwenhuyse eröffnet die internationalen Perspektiven auf die Erforschung der Behandlung des «eigenen Landes» mit einem methodisch präzisen Bericht zu einer explorativen Studie zur Thematisierung der belgischen Geschichte im 11./12. Schuljahr während jeweils zwei Lektionen durch vier Lehrerinnen. Er zieht aus der Untersuchung den Schluss, dass nationale «Identität» nicht oder affirmativ gefördert wird, während die dekonstruktiven Fähigkeiten vernachlässigt werden und so eine Orientierung der Schüler*innen kaum möglich wird.

Die weiteren Beiträge bezeugen die Indienstnahme der schulischen Geschichtserzählung entweder für die Erzeugung eines Nationalbewusstseins oder für die Pflege eines hegemonialen Geschichtsnarrativs, das Gewaltverhältnisse bzw. gewalttätige Geschichte im eigenen Land unterschlägt.

Eugène Désiré Eloundou und Ndobegang Michael Mpapndah berichten auf der Basis der Lehrpläne über die Vorstellungen zur Unterrichtsgestaltung von Lehrpersonen

aus Kamerun. Sie heben das Gewicht kamerunischer bzw. afrikanischer «Identität» bei den Zielsetzungen des Geschichtsunterrichts hervor. Akiko Utsunomiya und Nobuyuki Harada sehen das Ziel japanischen Geschichtsunterrichts in der Erlangung einer japanischen «Identität». Sie stellen dies anhand einer Lektüre der Lehrpläne und eines, den Markt dominierenden, Lehrmittels dar. Bob Mark berichtet von seiner langjährigen Tätigkeit an einer jüdisch-palästinensischen Schule. Er fragt dezidiert nach den Möglichkeiten, trotz Entlassungsdrohung das nationale Narrativ und die ‹zionistische Ideologie› in einem kritischen Unterricht zu praktizieren und erzählt von der Arbeit mit Familienerzählungen, die die Unterschiedlichkeit von (eigenen) Geschichten verdeutlicht. Er kritisiert das gleichzeitig einhergehende Verfestigen einer nicht diskutierbaren ethnisch-religiösen Nationalität. Sabrina Moisan, Paul Zanazanian und Aude Maltais-Landry arbeiteten zu den Vorstellungen von Lehrpersonen in der Provinz Québec. Die kleine explorative Studie untersucht, wie vier Lehrpersonen die Zielsetzungen des Unterrichts und insbesondere Pluralität einschätzen und wie sie dieselbe bearbeiten. Sie stellen fest, dass die kulturellen und Geschlechterdifferenzen im Blick sind, während soziale Unterschiede kaum bearbeitet werden. Sun Joo Kang thematisiert die Diskussionen um die Ausrichtung der Lehrpläne in Südkorea, um dann auf der Grundlage von Interviews mit zwei Lehrpersonen und exemplarischen Unterrichtsstunden, entgegengesetzte Zielsetzungen zu zeigen. Er schliesst daraus auf die Bedeutung der Auseinandersetzung mit der Quellenabhängigkeit von Geschichte, der Alterität und der vergleichenden Methode. Michael Harcourt zeigt, dass in Neuseeland die Lehrpläne kaum Vorgaben zur Wahl von Themen machen. Dementsprechend unterschiedlich wird Geschichtsunterricht gestaltet. Insbesondere zeigt der Autor, dass die Geschichte der langedauernden und blutigen Auseinandersetzungen zwischen den Siedlern und den Maori wenig behandelt wird.

Auch die Berichte zu Luzerner Masterarbeiten von Ljiljana Milikovic (Serbien), Ivan Maros (Bosnien und Herzegowina) und Martin Basmaci (Türkei in den Erzählungen von schweizerisch-türkischen Doppelbürgern) stützen die Aussage, dass ethnisch geprägte, politisch gestützte Versionen historischer Entwicklungen einer Freund-Feind-Logik folgen, die auch für die aktuelle Gestaltung friedlichen Zusammenlebens in und zwischen Ländern eine Hypothek darstellen.

Im vorliegenden Band sind mit Ausnahme der Arbeit aus Kamerun und jener von Michel Charrière ausschliesslich explorative Kleinststudien versammelt. In der Regel wird zuerst das jeweilige Masternarrativ erzählt und dann die Arbeit zu Lehrplänen, Lehrmitteln, Aussagen von Lehrpersonen bzw. Unterricht darauf bezogen. Die gewonnenen Befunde überraschen mehrheitlich nicht. Bei vielen Beiträgen vermisst man Aussagen zur theoretischen Grundlage und zum methodischen Vorgehen ganz oder teilweise. Der Stand der hier vorgestellten Forschung zur «Geschichte des eigenen Landes» im Geschichtsunterricht weist darauf hin, dass sowohl in theoretischer wie inhaltlicher Hinsicht noch viel Arbeit vor der Geschichtsdidaktik liegt, wenn sie zu tragfähigen Aussagen gelangen will, in welcher Hinsicht die «Geschichte des eigenen Landes» im Geschichtsunterricht überhaupt wünschbar ist und wie eine solche in einem kompetenzorientierten Unterricht, der Schüler/-innen zu eigenständigem historischen Denken führt, zu konzipieren wäre. Es ist das Verdienst des vorliegenden Bandes hierfür eine erste Zwischenbilanz generiert zu haben.

Béatrice Ziegler, Bern

Marc Perrenoud, **Migrations, Relations internationales et Seconde Guerre Mondiale. Contributions à une histoire de la Suisse au XXe siècle**, Neuchâtel: Alphil, 2021, 557 Seiten.

Es ist üblich, Forscher in vorgerücktem Alter mit einer Publikation zu würdigen, in der ihre wichtigsten, an verschiedenen Orten erschienenen Aufsätze versammelt sind. Dabei kann nicht nur die Bedeutung der einzelnen Beiträge für die Historiographie, sondern auch die Frage interessieren, warum ihr Autor aus dem breiten Feld der Geschichte ausgerechnet die Themen bearbeitet hat, die er mit seinem Schaffen aufgegriffen hat und deren Bearbeitungen jetzt in einem Sammelband in einer Auswahl nochmals vorliegen. Zwei einleitende Beiträge, der eine von Daniel Bourgeois, der andere von Malik Mazbouri und Sébastien Guex, helfen, diese Frage im Fall von Marc Perrenoud (Jg. 1956) zu beantworten.

Die von Perrenoud erarbeiteten Studien ergeben sich aus einer Mischung persönlicher Orientierung und durch Berufstätigkeit sich ergebende Orientiertheit. Die persönliche Orientierung galt – und da wird Perrenouds Eigenschaft als «historien-citoyen» sichtbar – der Geschichte der Arbeiterbewegung, der Arbeitsmigration, der Asylpolitik und (vor dem Hintergrund der frühen Lebensjahre in Algerien) auch den schweizerischen Beziehungen zu Afrika. Die Berufstätigkeit führte ihn in die von den Editionen der diplomatischen Akten der Schweiz (DDS/Dodis) erfasste Welt und da vor allem in die so komplexen wie anspruchsvollen Zusammenhänge von Finanz-und Aussenpolitik. Diese Tätigkeit machte ihn, wobei auch persönliche Disposition mitwirkte, zu einem ausgesprochen quellennah arbeitenden Historiker – einem «historien-sourcier». Perrenouds Leistung beschränkt sich aber nicht darauf, die Quellen gleichsam selbst sprechen zu lassen, sie besteht auch in der Fähigkeit, jeweils treffende Schlüsselquellen überhaupt zu identifizieren und in die Historiographie einzuspeisen. Diese Stärke machte Perrenoud zu einem sehr geschätzten wissenschaftlichen Mitarbeiter der UEK (Bergier-Kommission). In einem dieser Phase seines Arbeitens gewidmeten Aufsatz («Or, diamant et refoulements», S. 511–536) zeigt Perrenoud, dass er ein guter Analytiker auch seiner eigenen Zeit, der gelebten Gegenwart ist.

Die ausserordentlichen Archiv- und Quellenkenntnisse kommen der Staatsgeschichte zugute, sie erstrecken sich aber auch auf gesamtgesellschaftlich relevante Zonen. So kann sich Bourgeois in seiner Einleitung nochmals dafür bedanken, dass Kollege Perrenoud ihn vor über 25 Jahren auf das Dossier «Nestlé 1941» aufmerksam gemacht hatte. Dieses zeigte, dass das genannte Unternehmen gegenüber dem faschistischen Italien meinte, den «arischen» Charakter seines Verwaltungsrats nachweisen zu müssen. Die Einleitungen zu Perrenouds ausgewählten Texten unterscheiden zwischen Themen, die sich mit der «unteren» und der «oberen» Geschichte befassen – mit der «histoire d'en bas» und der «histoire d'en haut». Sie bezeichnen die eine Geschichte als Sphäre der Macht und die andere der Ohnmacht. Das leuchtet ein, weckt allerdings die Frage nach dem Verhältnis der beiden Sphären. Diese muss man sich bei der Lektüre selbst stellen – und beantworten. Während die Analyse der «oberen» Geschichte oft sehr zahlenorientiert ist, erscheint die «untere» Geschichte zuweilen auch in der Gestalt menschlicher Schicksale (mit «chair et visage»), insbesondere im tragischen Parcours des Schweizer Bürgers André Weill von La Chaux-de-Fonds nach Auschwitz (S. 501–510).

Perrenoud betätigte sich über Jahrzehnte als Dienstleister in der Editionsarbeit und in der im Allgemeinen wenig beachteten und äusserst verdienstvollen Mitarbeit am Historischen Lexikon der Schweiz (HLS) mit 201 Beiträgen, alle aufgelistet im bibliografischen

Anhang zusammen mit den vielen nicht nochmals publizierten Artikeln. Perrenouds erster Artikel, 1985, galt dem Bauarbeiterstreik von 1904 in La Chaux-de-Fonds und zeigt die partielle Neigung des Historikers, der sich häufig mit nationalen und internationalen Vorgängen befasst hat, auch zur Regionalgeschichte und damit seine Verankerung im neuenburgischen «terrain».

Georg Kreis, Basel

Tizian Zumthurm, **Practising Biomedicine at the Albert Schweitzer Hospital 1913–1965: Ideas and Improvisations**, Leiden: Brill Rodopi, 2020 (Clio Medica. Studies in the History of Medicine and Health), 307 pages.

This new study in African medical history is situated at the underexplored intersection of the field's two main scholarly strands: On the one hand, scholars typically focus on the domineering side of biomedicine – that is, how health policies and public health campaigns, particularly in colonial contexts, were imposed from above, animated by the interests of the state rather than those of the population, and marked by racist and often violent logics which disregarded vernacular ideas and practices. On the other hand, scholars have sought to investigate the interactive and hybrid aspects of health and healing in Africa. Typically, such studies focus on missionary rather than government-run institutions and highlight local knowledge and agency to reveal issues of hybridity, medical pluralism, knowledge transfer and incorporation. Some studies may indeed combine both strands. Yet what remains poorly explored from both perspectives, Tizian Zumthurm argues, is the daily practice of biomedicine in colonial African contexts. A focus on everyday routines, he posits, in fact leads to a more thorough understanding not only of the practice of medicine in colonial Africa, but of the nature of biomedicine itself as inherently improvised, incoherent, and shaped by the local.

To be sure, the improvised nature of medical practice in African contexts is not a new argument, as for instance Claire Wendland and Julie Livingston have demonstrated for contemporary Malawi and Botswana respectively. Zumthurm's argument unfolds through an analysis of what is from the outset presented as a unique historical case study: the Albert Schweitzer Hospital in Lambaréné, Gabon. The book focuses on the period 1913 to 1965, from the establishment of the hospital until Schweitzer's death. For most of this period, Gabon formed part of the West African French colony of *Afrique Equatoriale Française*, before gaining its independence in 1960. As a private hospital largely based on an enigmatic individual's personal ethos, efforts and networks, the Albert Schweitzer Hospital falls outside the dominant state or missionary institutional frameworks of colonial medicine. At the same time, it functioned within a colonial context imbued with typical ideological dichotomies which understood European ideas and practices as civilized, modern and superior, and African ones as primitive and backward. It was, in this sense, a «normal exception» (p. 271).

Given the vast amount of archival material on the hospital and its founder, both have already attracted a considerable amount of scholarly attention. In the introductory chapter, Zumthurm discusses the potential and limitations of this material, reviews the existing scholarship, and introduces the economic, political and medical context of colonial Lambaréné. The first empirical chapter sketches the Hospital's services and infrastructure as it developed over the course of the period under study. Here, Zumthurm emphasizes hospital life as a «balancing act» (p. 28) between hospital authorities' efforts

to establish and maintain order, and the pragmatism exhibited by staff and patients navigating everyday needs and local challenges.

This tension between order and pragmatism consistently emerges in the everyday practices analysed in the following four chapters. These are deftly organised to focus on different fields of medical practice as they operated in different wards. In each case, Zumthurm concentrates on a specific dynamic of everyday medical practice in this context. Chapter 2, on surgery, thematises the role and place of technology in effecting control over patients, highlighting the limits of such control and the potential for patient agency. Chapter 3 focuses on obstetrics, analysing the interplay of knowledge and ignorance regarding external colonial concerns as well as indigenous practices in characterising maternity care at the Hospital. Chapter 4 presents a «trial and error» approach to infectious disease – with a focus on dysentery and leprosy – by examining doctors' everyday practice of experimenting with different drugs and regimens in their treatment. The final empirical chapter on psychiatric care highlights the entanglement of healing and «civilizing» ideologies as the goal of therapeutic practices – in this case, occupational therapies. In an important historical contribution, each chapter includes close attention to African agency, thus offering important empirical evidence and analytical nuance to debates on subjugation, control and resistance in particular.

These individual medical fields – obstetrics, infectious disease, psychiatry, and, perhaps to a lesser extent, surgery – are the subjects of rich bodies of scholarship in African history and medical anthropology, but are rarely discussed together as in this book. The respective analytical foci – technology and control, knowledge and ignorance, experimentation, and ideology – are similarly mainstays of debates in studies of colonialism. Each chapter is framed by a carefully composed summary of the relevant literature, acting as succinct introductions to these fields and debates. While each chapter concludes by returning to the idea of improvisation, it is not until the Conclusion that this is fully developed in an analysis which places practices in the different wards in conversation. Indeed, Zumthurm argues that a nuanced understanding of biomedicine can only be reached by studying several domains of biomedicine through different analytical lenses.

Clearly argued, accessibly written, and enriched by numerous images from the *Archives Centrales Albert Schweitzer* in Gunsbach, France, this book will be of interest to scholars of medicine, health and healing across historical contexts and periods. Its clear grasp of contemporary debates around agency and biopolitics, the emergence of global health, and the relation of the local and the global, will make it likely for the book or individual chapters to be productively incorporated into medical history courses. To this end, readers will be pleased to learn that the full book is freely available as an open access publication.

Danelle van Zyl-Hermann, Basel

Caroline Rusterholz, **Women's Medicine. Sex, Family Planning and British Female Doctors in Transnational Perspective, 1920–1970**, Manchester: Manchester University Press, 2020 (Social Histories of Medicine), 280 Seiten, 2 Abbildungen.

Die Geschichte von Familienpolitik, Familienplanung und Sexualität im Grossbritannien des 20. Jahrhunderts ist seit einigen Jahren ein dynamisches Forschungsfeld. Einen wichtigen neuen Beitrag dazu leistet Caroline Rusterholz' 2020 erschienenes Buch *Women's Medicine.* Darin untersucht die in Freiburg i. Ü. promovierte Autorin, nun *Wellcome Trust Research Fellow* in Cambridge, die nationale und internationale Bedeu-

tung britischer Ärztinnen im Medikalisierungsprozess der Familienplanung von den 1920er bis 1970er Jahren.

Im ersten Kapitel, das wie alle folgenden durch klare Leserführung und Argumentation besticht, beleuchtet Rusterholz die Rolle britischer Ärztinnen bei der Verbreitung von medizinischem Wissen um Empfängnisverhütung. In der im Untersuchungszeitraum männlich dominierten Profession arbeiteten sie häufig in den weniger populären Bereichen Gynäkologie und Geburtshilfe. Dabei, so ein wichtiger Befund der Studie, trug gerade der marginale Status dieser Domänen dazu bei, dass Ärztinnen hier Gestaltungsspielräume besassen, die sie nutzten, um Familienplanung als legitimes medizinisches Feld zu etablieren und sich selbst zugleich als Expertinnen zu positionieren. Zentral dabei war die Eröffnung von Kliniken zur Verhütungsberatung seit den 1920er Jahren sowie ihre Pionierrolle bei der Ausbildung von Kolleginnen. Ein wesentliches Ziel, Empfängnisverhütung in den Curricula universitärer Medizinerausbildung zu verankern, erreichten sie im Untersuchungszeitraum allerdings nicht (S. 76).

Das zweite Kapitel zeigt, wie britische Ärztinnen in Reaktion auf Anfragen ihrer Patientinnen ab Mitte der 1930er Jahre ihre Beratungsaktivitäten auf Subfertilitätsprobleme – Infertilität sowie sexuelle Störungen – ausweiteten. Dieser Ansatz markierte eine neue, ganzheitliche Herangehensweise an die Familienplanung (S. 85) und stellt Rusterholz zufolge zugleich das in der Forschung häufig präsupponierte hierarchische Arzt-Patienten-Verhältnis infrage (S. 128). Auch hier erzählt die Studie keine *Whig history:* So vermittelten Fortbildungen zu Sexualberatung Medizinerinnen ab 1958 wiederum traditionellere Sichtweisen auf Geschlechterverhältnisse und Sexualität als in vorherigen Jahrzehnten üblich (S. 119).

In den folgenden drei Kapiteln arbeitet die Studie mit trans- beziehungsweise internationalen Perspektiven; das dritte Kapitel ist dabei, wie das folgende, als Vergleich- und Transferuntersuchung zwischen Grossbritannien und Frankreich angelegt. Es analysiert die Haltung von Ärztinnen beider Länder zu Verhütungsfragen auf internationalen Konferenzen in den 1920er und 1930er Jahren. Der recht kurz gehaltene direkte Vergleich macht die Bedeutung nationaler Erfahrungen deutlich: Während französische Medizinerinnen infolge des pronatalistisch motivierten Gesetzes von 1920, das inländische Werbung für Verhütungsmittel unter Strafe stellte, letztere als ineffizient und gefährlich ablehnten (S. 159), sahen ihre britischen Kolleginnen darin unter anderem ein Mittel zur Bekämpfung illegaler Schwangerschaftsabbrüche (S. 162).

Britische Ärztinnen setzten sich seit den späten 1920er Jahren für die Formierung einer internationalen Bewegung zur Geburtenregelung ein, wie das vierte Kapitel nachzeichnet. Bei der Reaktivierung dieser Netzwerke nach 1945 traten sie auf Konferenzen zunächst hinter ihre männlichen Kollegen zurück (S. 189). Darüber hinaus untersucht das Kapitel die Vorbildfunktion der britischen auf die französische Familienplanung in den 1930er bis 1950er Jahren.

Im fünften Kapitel werden Intrauterinpessare als Fallbeispiel dafür genutzt, wie britische Ärztinnen als medizinische Expertinnen agierten und durch ihre Erfahrungen auf internationalen Konferenzen sowie ihre eigene Praxis die britische Forschung in diesem Bereich wesentlich voranbrachten.

Weitgehend aussen vor lässt Rusterholz in ihrer Studie explizit die Selbstwahrnehmung und Motivation der einzelnen Ärztinnen (S. 22). Diese Auslassung ergibt sich vermutlich aus der Quellenlage, ist aber dennoch etwas bedauerlich, da auch infolgedessen die titelgebenden Protagonistinnen bis auf wenige herausragende Einzelfiguren als weitge-

hend homogenes Akteursfeld erscheinen. Gern würde man mehr darüber erfahren, inwiefern jene sich – möglicherweise auch generationsabhängig – in ihren Ideen und Ansätzen unterschieden. Wünschenswert wäre es auch gewesen, die zentralen Akteurinnen systematisch einzuführen. Das der Studie vorangestellte Personenverzeichnis stellt lediglich acht Ärztinnen vor, deren Auswahl nicht transparent wird. Die weiteren Karriere- und Lebenswege in den 1970er Jahren im Fazit werden darüber hinaus nur bei vier Protagonistinnen skizziert. Ungeachtet dessen betritt die auf breiter Quellenbasis fussende Studie in mehrerlei Hinsicht Neuland. Das gilt für die bislang weitgehend vernachlässigte Fokussierung auf Ärztinnen als Akteurinnen von Familienplanung ebenso wie für das überzeugende Herausarbeiten nicht-linear verlaufender Entwicklungen. Da die Forschung in diesem Feld bis anhin in erster Linie die jeweiligen nationalen Ebenen beleuchtete,[13] sind die trans- und internationalen Ansätze dieser Studie als besonders innovativ hervorzuheben. So bildet das Werk einen inhaltlich und methodisch anregenden Beitrag zur Geschichte britischer sowie französischer Familienplanung im 20. Jahrhundert.

Theresa Angenlahr, Berlin

Andreas Fasel, **Fabrikgesellschaft. Rationalisierung, Sozialpolitik und Wohnungsbau in der Schweizer Maschinenindustrie, 1937–1967**, Zürich: Chronos, 2021, 320 Seiten, 9 Abbildungen.

Der Buchdeckel zeigt ein Foto des Industriefotografen Jakob Tuggener von 1943. Darauf ist eine schwarzgekleidete Frau zu sehen, die auf einer Treppe stehend nach dem Türgriff eines Hintereingangs greift, der sie in ein Backsteingebäude der Maschinenfabrik Oerlikon bringt. Das Sujet macht die Dissertation von Andreas Fasel nicht nur zu einer der schönsten wissenschaftlichen Publikationen des Jahres 2021, es bildet auch sein Erkenntnisinteresse treffend ab. Er wolle, heisst es einleitend, «in die Fabrik einsteigen, um [s]ich ein wenig in ihr umzuschauen» (S. 7). Was auf diese salopp formulierte Ankündigung folgt, ist eine sehr sorgfältig komponierte «Sozialgeschichte der Arbeit» (S. 9), welche die verflochtenen Beziehungen zwischen dem betrieblichen Innern und dem sozialen Aussen, die arrangierten Verhältnisse zwischen Produktionsstätte und erwerbsarbeitsbefreitem Alltag und so letztlich «die sich verflüssigende Grenze zwischen Fabrik und Gesellschaft» (S. 127) untersucht. Als Fallbeispiele dienen drei grosse Maschinenindustriebetriebe: Brown Boveri in Baden, Sulzer in Winterthur und die Maschinenfabrik Oerlikon in Zürich. Die Erzählung setzt mit dem Friedensabkommen von 1937 ein und endet 1967, als sich die Branche mit einer aufkommenden Krise konfrontiert sah. Sie fokussiert also einen streikarmen, vom Arbeitsfrieden beherrschten Zeitraum, der geprägt war von Krieg, geistiger Landesverteidigung und einer Hochkonjunktur der Nachkriegszeit.

Die Studie beginnt mit der betrieblichen Rationalisierung in den Fabriken. Seit den 1940er Jahren veränderten die Unternehmensleitungen die Arbeitsorganisation und verdichteten die Arbeitsprozesse. Sie führten neue individualisierte Lohnformen wie den Zeitakkord ein, erprobten neue Systeme der Persönlichkeitsbewertung und institutionali-

13 Eine Ausnahme bildet ein Vergleich zur Gesetzgebungsgenese britischer und französischer Reproduktionspolitik, der allerdings Transfers ausser Acht lässt: Melanie Latham, Reproductive Politics. A Century of Conflict in Britain and France, Manchester 2002. Einen ersten wichtigen Vorstoss zu einer genuin transnationalen Perspektive ist die 2019 erschienene Ausgabe der Zeitschrift *Medical History* und insbesondere folgender Aufsatz: Jesse Olyszynko-Gryn, Caroline Rusterholz, Reproductive Politics in Twentieth-Century France and Britain, in: Medical History 63/2 (2019) S. 117–133.

sierten ein Vorschlagswesen. Dieses sah Geldprämien für Arbeiter:innen und Angestellte vor, die Ideen zur Verbesserung der Arbeitsprozesse einbrachten. Eine Voraussetzung für diese Umstrukturierungen war neues tayloristisches Wissen, das Unternehmensberater und arbeitswissenschaftliche Experten zu popularisieren begannen. Zentral war aber vor allem der Verzicht der Gewerkschaften auf Lohnkämpfe und Streiks. Stattdessen verliehen sie den Massnahmen innerbetriebliche Legitimation und halfen bei der Rekrutierung neuer Belegschaften, die sich mehrheitlich aus billigen südeuropäischen Hilfsarbeitern und ortsansässigen Frauen zusammensetzten.

Im zweiten Kapitel analysiert Fasel die neuen Einrichtungen der betrieblichen Sozialpolitik, welche die Prozesse der Rationalisierung komplementierten. Paritätische Pensionskassen, gemeinsam verwaltete Betriebskrankenkassen und zweckvielfältige Unterstützungsfonds bestanden schon seit dem späten 19. Jahrhundert, doch in der Nachkriegszeit kamen neue Institutionen hinzu. Informiert durch betriebspsychologische Konzepte der Human Relations führten die Betriebe zudem Besuchstage ein, die als Integrationsveranstaltungen mit Bildungscharakter fungierten. Um die (männliche) Zusammengehörigkeit zu fördern, organisierte man auch Firmen- und Abteilungsabende, wo gemeinsam gegessen, gesungen und getanzt wurde, und man sich in sexistischen Theatereinlagen über Frauen in den Betrieben – Konkurrentinnen also – lustig machte. Oft fanden die Events in neu gebauten Wohlfahrtshäusern statt, die eine Mischung aus Veranstaltungslokalen, Verpflegungsstationen und Bildungseinrichtungen waren. Vor allem Fabrikfürsorgerinnen sorgten dort für sozialreproduktive Sicherheiten, indem sie Arbeiterinnen und Arbeiterfrauen in Fragen der Haushaltsführung und des Familiennachwuchses berieten, ihnen bei Geldproblemen halfen oder sie über Suchtverhalten informierten.

Das dritte und letzte Kapitel «tritt aus der Fabrik heraus» (S. 11) und zeigt, wie die Betriebe ihre Arbeiter:innen durch teils subventionierte Wohnbauprojekte im Umland und die Vergabe von Baukrediten und Hypotheken an Facharbeiter und Angestellte an sich banden. Hauptmotiv war neben der Verringerung der kostspieligen personellen Fluktuationen die Investition eigener Pensionskassengelder in Immobilien. Miet- und Darlehensverträge, die an das Beschäftigungsverhältnis gekoppelt waren, verpflichteten als neue Beziehungsmedien die Belegschaften. Umschwung in Form von Pflanzland sollte das Selbstversorgerdasein anregen und Lohnforderungen präventiv begegnen. Ausländische Arbeitskräfte wurden dagegen disponibel gehalten: Sie brachte man in Barackenlagern, billigen Wohnungen oder in Gasthöfen unter, sozial und räumlichen segregiert von den inländischen Belegschaften.

Andreas Fasel zeigt in seiner Studie, wie die drei Grossbetriebe der Maschinenindustrie die Rationalisierung der Arbeitsprozesse durch die Schaffung neuer sozialreproduktiver Grundlagen förderten. Verantwortlich dafür waren neu institutionalisierte Sozialregime, welche die Belegschaften seit den 1940er Jahren an die Betriebe banden, diese aber zugleich in die Haushalte brachten. Insofern ist der Titel der Studie *Fabrikgesellschaft* durchaus treffend gewählt. Weniger überzeugend ist dagegen die Platzierung von Konflikten in diesem Narrativ der Produktivitätssteigerung. Diese Kritik kann nicht mit dem fehlenden Erkenntnisinteresse des Autors abgetan werden. Fasel interessiert sich sehr wohl für Widerstände, Eigensinnigkeiten und «Mikrokämpfe» (S. 41) in einer Zeit befriedeter Betriebe. Immer wieder streut er Beispiele ein, wie Arbeiter:innen durch Kündigungen einen informellen Lohnkampf führten, Werkzeuge mitlaufen liessen und verkauften, sich über die Umstellung auf gesunde Ernährung in den Kantinen beklagten, die Briefkästen des Vorschlagswesens als Zigarettenbecher missbrauchten oder sich in Sketches an Fir-

menabenden über die Bosse lustig machten. Allerdings wird diese «Konfliktualität jenseits der gewerkschaftlichen Vermittlung» (S. 90) nicht systematisch in die Erzählung eingebaut. Dass die Belegschaften trotz oder gerade wegen des Arbeitsfriedens und steigender Kaufkraft nicht alles mitmachten, weist er nach. Doch wie – und wenn überhaupt – veränderten sich die Protestformen der Arbeiter:innen, als die Gewerkschaften keine verlässlichen Fürsprecherinnen mehr waren? Die Studie hätte gewonnen, wenn diese Aspekte in die Sozialgeschichte der Arbeit integriert worden wären. Lesen sollte man sie trotzdem unbedingt.

Matthias Ruoss, Bern

Marie-Laure Graf, Irène Herrmann (dir.), **L'Étoffe des héros? L'engagement étranger dans la Résistance française**, Genève: Georg, 2020, 286 pages.

Cet ouvrage collectif, dirigé par Marie-Laure Graf, doctorante, et Irène Herrmann, professeure, toutes deux issues de l'Université de Genève, est le produit d'un colloque tenu dans cette même ville en juin 2018. Au travers de dix contributions, précédées d'une longue introduction des auteures et suivies d'une conclusion de Denis Peschanski, il entend s'inscrire dans un chantier ouvert en France dès la fin des années 1980 par les ouvrages alors coordonnés par Stéphane Courtois, Denis Peschanski, Adam Rayski, Karel Bartosek et René Gallissot: *Le Sang de l'Étranger. Les immigrés de la MOI dans la Résistance* (Fayard, 1989), puis *De l'exil à la résistance. Réfugiés et immigrés d'Europe centrale en France. 1933–1945* (Arcantère, 1997). Quelle place occupèrent les «étrangers», c'est-à-dire au sens strict les personnes non détentrices de la nationalité française, dans la Résistance en France (et dans la France libre), et dans quelle mesure cette place fit l'objet d'une occultation, tout au moins d'une minoration dans les années d'après-guerre? Les maîtresses d'œuvre de cet ouvrage reviennent dans leur introduction sur le bilan historiographique des dernières décennies, soulignant, ce qui est discutable, le maintien d'un «désintérêt scientifique actuel» pour le sujet, qui reflèterait «l'inutilité identitaire de ces personnes, impropres à renouveler le récit national». Les dix contributions présentées peuvent être rangées en trois catégories.

La première, qui regroupe quatre textes, revient de manière précise et documentée sur des enjeux déjà bien étudiés: la part tenue par les antifascistes italiens et les Républicains espagnols dans la Résistance française, spécialement dans la composante communiste de la MOI (Main d'œuvre immigrée), étudiée ici par Tiphaine Catalan et Eva Pavone. Plus stimulante est la contribution de Diego Gaspar Celaya sur les Espagnols engagés dans les Forces françaises libres (FFL), qui ne se réduisent pas à la fameuse «Nueve», la neuvième compagnie du régiment de marche du Tchad (146 Espagnols sur 160 hommes) de la division Leclerc et qui furent parmi les premiers à libérer Paris. L'auteur insiste à juste titre sur le rôle de «sas» joué par l'engagement dans la Légion étrangère ou les RMVE (régiments de marche de volontaires étrangers) avant et après 1939–1940: 46% des Espagnols FFL ont servi dans l'un ou l'autre de ces deux corps. S'engager dans la Légion puis, sans solution de continuité, dans les FFL, permet de sortir du régime d'internement imposé par les autorités françaises, mais aussi, ce qui ressort des témoignages cités, de se «venger» des Allemands engagés au côté de Franco, et de «continuer», sous d'autres couleurs, la guerre d'Espagne.

Une deuxième catégorie, très novatrice, en tous cas pour les historiens français, regroupe les contributions signées par Peter Huber et Marie-Laure Graf, consacrées aux ressortissants helvétiques engagés dans la Résistance française ou les FFL. Peter Huber qui

a travaillé sur une base de 466 résistants suisses dont il a extrait une cohorte de 93 noms montre que l'écrasante majorité des Suisses engagés dans la Résistance ou les FFL vivaient en-dehors de leur pays d'origine au moment de leur engagement: Suisses vivant en France occupée, en particulier dans les départements frontaliers de Savoie et Haute-Savoie (dont la moitié possédait la double nationalité), Suisses de l'étranger qui rejoignirent les FFL, avec comme chez les Espagnols, le rôle déterminant joué par le passage dans la Légion étrangère. Plus de la moitié des Suisses résistants (51,5 %) sont des anciens Légionnaires qui ont rejoint les FFL au gré des ralliements successifs de leurs unités, de 1940 à 1943. L'auteur précise aussi le profil sociologique de ces volontaires: des hommes plutôt jeunes, très majoritairement célibataires avec, pour les Légionnaires, des motivations différentes de celles constatées pour les Espagnols: on «suit ses chefs», plutôt que de poursuivre une lutte antifasciste que la Suisse n'a pas vraiment connu, en tous cas à l'échelle d'une guerre civile. Les Suisses engagés dans la Résistance intérieure présentent un profil quelque peu différent: ils sont plus âgés, souvent établis de longue date en France où ils ont noué des liens familiaux et sont majoritairement issus des cantons de Suisse romande.

La troisième catégorie de contributions s'attache plutôt au devenir mémoriel de ces engagements dans la France d'après 1945 ou, pour la Suisse, dans leur pays d'origine. C'est ce qu'étudie Sylvain Cornil-Frerrot pour la section suisse de l'Association des Français libres et Daniele Sacco-Zirio pour les immigrés italiens à Paris après la Libération. Ceux-ci tentent de mobiliser leurs engagements résistants antérieurs pour accélérer une «normalisation» des relations franco-italiennes mises à mal par le «coup de poignard dans le dos» de juin 1940. Jérémy Guedj et surtout, dans sa conclusion, Denis Peschanski reviennent sur les régimes mémoriels de la Résistance en France, ce dernier distinguant six «cycles mémoriels» successifs, de l'exaltation des résistants en 1944–1946, qui intègre les étrangers sur la base de leur adhésion à l'héritage de la Révolution, jusqu'au cycle ouvert en 2012 par une nouvelle série de panthéonisations de résistants qui pourrait se prolonger par celle du combattant arménien Missak Manouchian, réclamée aujourd'hui par des élus et des associations.

Enfin, deux contributions apparaissent, malgré leur intérêt intrinsèque, plus «décalées» par rapport au projet de l'ouvrage. Celle de Claude Barbier sur les violences et contre-violences en Haute-Savoie en 1943–1944 n'a pas de rapports avec l'engagement des étrangers. Quant à celle de Guillaume Pollack sur l'engagement de l'australienne Nancy Wake dans les rangs du SOE (*Special Operations Executive*), elle extrapole peut-être abusivement à partir d'un cas individuel, ou même du microcosme très particulier qu'était le SOE. Celui-ci avait les plus grandes difficultés à recruter des francophones suffisamment qualifiés linguistiquement pour ne pas se faire immédiatement reconnaître en France occupée par leur accent britannique, et le recrutement de femmes francophones s'explique largement par le besoin de pallier le faible nombre d'hommes répondant à ce critère. Et ce microcosme est trop réduit pour parler «d'affaissement des normes genrées de la guerre», du moins pour les armées occidentales, concernant des femmes susceptibles de porter des armes.

Au total, ce volume foisonnant de diversité pose autant de questions qu'il n'apporte de réponses. On repère bien, même s'il était déjà connu, le rôle central des engagements dans la Légion étrangère comme passerelle vers les FFL, ce qui mériterait sans doute une synthèse à nouveaux frais. On voit aussi, dans le même registre, que rejoindre les FFL *via* la Légion, n'a pas le même sens pour un réfugié espagnol (ou un Allemand antinazi) que pour un ressortissant helvétique… On peut aussi s'étonner de l'absence de contributions

concernant des communautés nationales nettement moins étudiées, Polonais et Yougoslaves, dont les déserteurs de la *Wehrmacht*. Enfin, la thèse récente, malheureusement non encore publiée, de Marilyne Andréo rappelle, à partir d'un corpus prosopographique considérable de 15276 résistants sur trois départements méridionaux, que la Résistance française reste, dans son épaisseur, un phénomène fortement nationalisé (93 % des résistants de son corpus ont la nationalité française) et territorialisé (87 % sont nés en France)[14]: l'approche quantitative permet aussi de mieux rendre compte de phénomènes de sous-évaluation et de marginalisation mémorielles.

Gilles Vergnon, Lyon

Beat Bächi, **LSD auf dem Land. Produktion und kollektive Wirkung psychotroper Stoffe**, Konstanz: Konstanz University Press, 2020, 346 Seiten, 30 Abbildungen.

Nach wie vor wird Drogengeschichte meist als Konsumgeschichte geschrieben. Darstellungen zur Schweiz kulminieren oftmals in den «offenen Drogenszenen» der späten 1980er und frühen 1990er Jahre. Sie beschreiben das Elend der Konsumierenden und die Lösung der Problematik durch die sogenannte Vier-Säulen-Politik. Vor diesem Hintergrund nimmt Beat Bächi gleich zwei bedeutsame Verschiebungen vor: Erstens analysiert er die Geschichte von Rauschmitteln – im Zentrum stehen LSD und Psilocybin – von der Produktionsseite her. Und zweitens stellt er die von der bisherigen Historiografie kaum beachtete Mitte des 20. Jahrhunderts ins Zentrum. Entstanden ist eine äusserst lesenswerte Studie, die weit über das Themenfeld im engeren Sinne hinausweist.

Ausgehend vom Begriff der «logistischen Gemeinschaft» folgt Bächi der auf zahlreichen Zufällen beruhenden und vielfach verschränkten Geschichte unterschiedlicher Materialien. Dieser Ansatz erweist sich als sehr produktiv. Neben Pflanzen, Pilzen, Äckern, Mist, chemischen Stoffen, Forschungs- und Transportinfrastrukturen, Maschinen und anderen technischen Geräten geraten unter anderem Bauernfamilien, psychiatrische Anstalten, Chemiker, Armeen und Geheimdienste, Touristinnen und andere Drogenkonsumenten in den Blick, aber auch «Missionarinnen, Geschäftsleute, *curanderas*, Anthropologinnen, lokale Führer und Naturalisten, Linguisten, Lehrerinnen, überregionale und lokale Politiker» (S. 147). Trotz umfangreicher Bemühungen um eine Stabilisierung der Substanzen in den Labors von Sandoz entstand «kein einheitliches, wissenschaftliches Wissen über LSD oder *magic mushrooms*, sondern zahlreiche Verwendungsorte, -Weisen und -Kontexte, Erfahrungs- und Erwartungshorizonte und differierende Wirkungen» (S. 312 f.), wie Bächi anschaulich zu zeigen vermag.

Im Zentrum des ersten Teils steht der Anbau des Rohstoffs, des Getreidepilzes Mutterkorn, den Bächi als wichtigen Motor der Industrialisierung der schweizerischen Landwirtschaft beschreibt. Die eigens dafür entwickelte Roggensorte war nicht nur auf Kunstdünger und Pflanzenschutzmittel angewiesen, sondern auch einer der ersten landwirtschaftlichen Organismen, an dem ein Saatgutunternehmen exklusive Eigentumsrechte durchzusetzen versuchte. Das Produkt LSD war zwar kein kommerzieller Erfolg, doch steht es für den allgemeinen Aufschwung von Psychopharmaka in der Nachkriegszeit. Nach ersten Anwendungen in der Psychiatrie «verhalfen die Neuroleptika, die Tranquilizer und LSD» in den 1960er Jahren «dem neuen Modell der kleinen Dosis – der Ära der Tablette – zum Durchbruch.» (S. 242).

14 Marilyne Andreo, Sociologie de la Résistance dans le Gard, le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône, sous la direction de Jean-François Muracciole, Université de Montpellier, 2018.

Eindrückliche Parallelen zur Transformation der Landwirtschaft in der Schweiz weist die Geschichte von industrieller Bioprospektion, lokalen Medikalkulturen und staatlicher Modernisierungspolitik im ländlichen Mexiko auf, der Bächi im zweiten Teil nachgeht. Unter anderem führten ein riesiges Staudammprojekt im Bundesstaat Oaxaca und die dazu notwendigen Umsiedlungen dazu, dass mexikanische Anthropologinnen den Alltag in der Sierra Mazateca zu studieren begannen und die Infrastruktur ausgebaut wurde. Darauf und auf ausgezeichnete Beziehungen zum *Banco Nacional de México* konnten sich eine Ärztin und ein Banker aus New York stützen, die in ihrer Freizeit indigene Pilzzeremonien erforschten. Anstatt diese in erster Linie als Teil der lokalen Medikalkultur zu verstehen, suchten sie vor allem nach religiösen Inhalten. Eine mehr als Artistin denn als Heilerin geltende Frau lieferte ihnen schliesslich, was sie suchten: ein Rauschritual mit «Sex-Appeal» und «musikalischer Performance» (S. 313). Die Wissensgeschichte von Rauschmitteln, das zeigt Bächi auch an zahlreichen weiteren Stellen, ist immer auch Geschlechtergeschichte.

Diese Transformation machte den angeblichen Pilzkult erst attraktiv für *Beatniks* und die Gegenkultur. Die zuvor nicht käuflichen Pilze wurden zu steigenden Preisen auf örtlichen Märkten angeboten. Zugleich führte die Entdeckung dieses «exotischen» Verwandten zu einem gesteigerten Interesse am LSD. Die Synthese von Psilocybin hingegen wurde von Sandoz als «‹Entzauberung› der alten Aztekendroge durch die moderne Wissenschaft» verkauft (S. 229). Wiederum ging aus einem Naturstoff ein rechtlich geschütztes pharmazeutisches Produkt hervor, dem aber ebenfalls kein kommerzieller Erfolg beschieden war. In Oaxaca aber wurden die Pillen positiv aufgenommen, unter anderem weil sie Behandlungen ausserhalb der Pilzsaison erlaubten. Nicht das erste Mal erwies sich die lokale Medikalkultur als äusserst wandelbar.

Im dritten Teil fragt Bächi zunächst nach der Rolle von LSD und Psilocybin im Kalten Krieg. Internationale Geheimdienste interessierten sich für Methoden der Bewusstseinskontrolle, während die schweizerische Armee einen «humanen» Krieg (S. 257) ohne Tote zu führen hoffte. Doch auch als Kampfstoff hatten die Substanzen keinen Erfolg. Schon bald wurden die Rufe nach einem Verbot lauter, wobei Bächi auf einen bisher unbeachteten Kontext verweist: Der Skandal um Contergan, mit dem LSD oftmals gleichgesetzt wurde, führte zu verschärften Zulassungskriterien für Arzneimittel. So wurde bei klinischen Tests das Doppelblindverfahren vorgeschrieben, eine statistisch ausgerichtete Methodologie, in die psychotrope Stoffe wie LSD und Psilocybin «kaum eingepasst werden» konnten (S. 290).

Wenn Bächi nun vor diesem Hintergrund den Schluss nahelegt, dass «die Hippies und die gegenkulturellen Konsumentinnen und Konsumenten» beim Verbot «bestenfalls eine Statistenrolle» gespielt hätten (S. 286), entsteht ein allzu einseitiges Bild. Es zeigt sich, dass auch der ausschliessliche Blick auf die Produktionsseite, hier besonders auf Forschung und Entwicklung, seine blinden Flecke erzeugt. Die Ausgangsfrage des Buchs, wie die Stoffe den Weg in die Gegenkultur fanden, wird nicht zuletzt deshalb nur teilweise beantwortet, weil die Sphäre der Distribution weitgehend unbeachtet bleibt und damit die Wege, über die die steigende Nachfrage befriedigt wurde. Als blinder Fleck erweist sich die Gegenkultur aber auch dann, wenn Bächi vor allem ihre Verwandtschaft «mit dem Kapitalismus und dem Neoliberalismus» hervorhebt (S. 322). Mit der Engführung auf diesen Fluchtpunk verlässt er seinen in vielerlei Hinsicht produktiven Ansatz, die Komplexität und Offenheit historischer Situationen ins Zentrum zu stellen.

Peter-Paul Bänziger, Basel

Aviva Guttmann, **The Origins of International Counterterrorism. Switzerland at the Forefront of Crisis Negotiations. Multilateral Diplomacy, and Intelligence Cooperation (1969–1977)**, Leiden / Boston: Brill 2018, 286 Seiten.

In den Jahren 1969/70 musste die Schweiz eine für seine Bürger und Politiker einschneidende Erfahrung machen: Ihre traditionelle Neutralität hatte die Eidgenossenschaft zwar – zumindest in der Selbstwahrnehmung – vor der Involvierung in zwei Weltkriege bewahrt. Doch mit der «Privatisierung» der Gewalt durch das Aufkommen des internationalen Terrorismus seit Ende der 1960er Jahre wurde dieser bewährte Schutzmantel vor den Untiefen des Weltgeschehens brüchig und vermochte die gewohnte Sicherheit nicht mehr zu garantieren. Wie unvorbereitet die offizielle Schweiz war, wie sie aber auch bald dazu in der Lage war, sowohl auf offizieller als auch auf inoffizieller diplomatischer Ebene effektiv zu reagieren, wird in der hier anzuzeigenden Untersuchung von Aviva Guttmann präzise analysiert und präsentiert.

Zu Beginn geht sie in Anlehnung an die Untersuchungsergebnisse der interdisziplinären Kommission des EDA noch einmal kurz auf das «highly problematic book» (S. 27, FN. 1) des Journalisten Marcel Gyr (*Schweizer Terrorjahre*) und dessen haltlose Behauptung eines angeblichen Geheimabkommens zwischen dem für Aussenpolitik zuständigen Bundesrat Pierre Graber und der PLO ein, bevor sie zu ihrem eigentlichen Thema kommt: Der Anschlag auf die El Al-Maschine am Flughafen Zürich-Kloten im Februar 1969, die Entführung der Swissair-Maschine 100 auf dem Weg von Zürich nach New York nach Zarqa in Jordanien im September 1970 und die Entführung des Schweizer Botschafters in Brasilien, Giovanni Enrico Bucher, im Dezember 1970 führten dazu, dass sich der Bundesrat von seiner zunächst passiven, rein reaktiven Haltung abwandte und eine aktive und auf internationale Kooperation ausgerichtete Anti-Terror-Politik entwickelte.

Im ersten Teil der Untersuchung werden zunächst die terroristischen Ereignisse selbst und das politisch-diplomatische Agieren der Schweiz während der Krisen dargestellt, im zweiten Teil sodann die diplomatischen Gegenmassnahmen auf internationaler Ebene analysiert. Im dritten Teil schliesslich wird die klandestine Terrorismuskooperation im Rahmen des «Club de Berne» erläutert. Besonders kritisch geht Guttmann mit der Reaktion des Bundesrates auf die Bucher-Entführung ins Gericht, denn «for realpolitik considerations the Swiss authorities threw out fundamental Swiss principles such as neutrality and, in this case, also freedom of speech. This terrorist incident, which placed the Swiss government at the Brazilian government's mercy, has highlighted a rather dark side of Swiss foreign policy» (S. 92 f.).

Wie im zweiten und dritten Teil deutlich wird, zeigt sich die von der Forschung generell attestierte Öffnung und Multilateralisierung der schweizerischen Aussenpolitik in den 1970er Jahren auch im damals neuen diplomatischen Themenfeld der internationalen Terrorismusbekämpfung. Foren der Zusammenarbeit waren hier die Internationale Zivilluftfahrtorganisation, der Europarat und die Vereinten Nationen. Innerhalb des Eidgenössischen Politischen Departements (EPD) wurde auf Veranlassung von Generalsekretär Ernesto Thalmann zudem eine Arbeitsgruppe zur Terrorismusbekämpfung eingerichtet. Diesen Vorgang ordnet Guttmann leider nicht näher in den Gesamtkontext der Neuausrichtung der schweizerischen Aussenpolitik ein, war dieses Vorgehen doch in der ersten Hälfte der 1970er Jahre im EPD gängige Praxis. Es existierten gleichfalls Studiengruppen zur Ausrichtung der schweizerischen Aussenpolitik generell sowie themenbezogene Arbeitsgruppen, etwa beim ebenfalls neuen Themenfeld der multilateralen Diplomatie im Rahmen der entstehenden KSZE. Die geschaffenen Studien- und Arbeitsgruppen, das

wird auch in Guttmanns Beschreibung derjenigen zur Terrorismusbekämpfung deutlich, sollten nicht etwa ein Thema in den Hintergrund drängen, sondern ganz im Gegenteil zu einer Kompetenzaneignung und zur Möglichkeit der aktiven Mitwirkung der Schweiz auf internationaler Ebene führen. Die Arbeitsgruppe, so Gutmann, «was formally only assigned to give advice, [but] by becoming the main in-house experts on counterterrorism, it de facto considerably shaped and determined Swiss counterterrorism policy» (S. 109). Die in ihrer Gesamtheit noch nicht erforschte «Gremien-Bildung» war somit ein wichtiges Mittel der Aktivierung und Dynamisierung der schweizerischen Aussenpolitik.

Markierte die Verabschiedung der Konvention zur Bekämpfung des Terrorismus des Europarates Ende 1976 den Höhepunkt des offiziellen diplomatischen Engagements der Schweiz, so gab es darüber hinaus noch eine weitere, inoffizielle Ebene in Form des bis heute existierenden «Club de Berne» oder «Berner Club», der 1969 von neun westeuropäischen Staaten geschaffen wurde. Wie der Name nahelegt, war auch die Schweiz vertreten – und die Gründung wurde in der Bundesstadt vollzogen. Es ging dabei um einen regelmässigen Austausch zur Antiterrorismusbekämpfung auf der Ebene der Chefs nationaler Sicherheitsbehörden. Zusätzliche Bedeutung gewann der «Club» durch die baldige Mitwirkung von Vertretern der USA und Israels. Die Schweiz profitierte von ihrer Präsenz in diesem Gremium, allerdings war diese einseitige Ausrichtung mit Blick auf den Ost-West- sowie den Nahostkonflikt nicht mit ihrer Neutralität und ihren Werten vereinbar, urteilt die Verfasserin, und sie kommt insgesamt zu dem Schluss «that security was placed above everything» (S. 249). Auch wenn man aus realpolitischer Sicht diese negative Bewertung nicht unbedingt teilen muss, so handelt es sich bei Guttmanns Studie zweifellos um einen wichtigen Beitrag zur weiteren Erforschung der nach aussen hin eher vorsichtig und hinter den Kulissen aktiver betriebenen Politik der Dynamisierung der Berner Diplomatie in den 1970er Jahren.

Philip Rosin, Potsdam

Cristina Ferreira, Ludovic Maugué, Sandrine Maulini, **L'Homme-bus. Une histoire des controverses psychiatriques (1960–1980)**, Chêne-Bourg: Georg, 2020, 305 Seiten.

Martial Richoz ist stadtbekannt, als er 1986 gegen seinen Willen in die psychiatrische Anstalt Cery eingewiesen wird. Überzeugt davon, er sei «L'Homme-bus», schreitet der von Trolleybussen faszinierte junge Mann seit einigen Jahren als Schaffner gekleidet zügig mit massstabsgetreuen Busmodellen durch die Strassen von Lausanne. Die Menschen, denen er auf seinen Runden begegnet, bringen ihm grösstenteils Wohlwollen und Sympathie entgegen. Seine Zwangseinweisung löst denn auch in den Medien ein enormes Echo aus.

Das Autorenteam der *Haute École de santé Vaud* zeigt auf, wie im Anschluss an Richoz' Internierung eine öffentliche Debatte über die Legitimation von Psychiatrie und fürsorgerischen Zwangsmassnahmen entbrannte. Es will mit der «Affaire de l'Homme-bus» (S. 11) zu einer «histoire internationale de la psychiatrie suisse» (S. 7) beitragen.

Die beiden Autorinnen und der Autor gliedern das Buch in drei Teile: Der erste Teil fokussiert sich auf die Schweiz und die Rechtsgrundlagen zur Anstaltsinternierung. Bis zur Revision des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs 1978 ermöglichten die kantonalen administrativen Versorgungsgesetze, Menschen ohne Gerichtsurteil über Verwaltungsbehörden in Anstalten und Psychiatrien zu versorgen. Mit den Beitrittsverhandlungen zur Europäischen Menschenrechtskommission (EMRK) seien solche Zwangsinstrumente, die auf Menschen angewandt wurden, die dem Staat zur Last fielen, weil sie zum Beispiel

entweder nicht arbeiteten oder die öffentliche Ordnung störten, immer mehr in Frage gestellt worden. Die Revision des ZGBs mündete schliesslich in das Rechtsinstrument der Fürsorgerischen Freiheitsentziehung (FFE), welche die Zwangseinweisung erstmals national regelte, jedoch nicht unbestritten war.

Erst der zweite Teil befasst sich mit Martial Richoz. Im Januar 1986 wird dieser durch das Friedensrichteramt in Lausanne auf Antrag seiner Vormundin versorgt, einige Wochen später aber wieder entlassen, nachdem er gegen seine Einweisung Rekurs eingelegt hat. Auch nach seiner Entlassung setzt sich die Presseberichterstattung fort, die nun die Psychiatrie grundsätzlich kritisiert.

Zum Zeitpunkt seiner Internierung ist Martial Richoz nicht nur stadtbekannt, sondern eine öffentliche Figur. 1983 hat der Filmemacher Michel Etter einen Dokumentarfilm über ihn gedreht. Richoz äussert sich im Film reflektiert über seinen psychiatrischen «Werdegang» und kritisiert die Normalisierungsmacht der Psychiatrie. 1985 rezensiert die französische Tageszeitung *Le Monde* den Film positiv. In der Schweiz weckt er das Interesse von Michel Thévoz, dem Gründer der *Collection de l'Art brut* in Lausanne, der später die Internierung von Richoz anprangert.

Zunächst spekulierte die Presse über die nicht bekannten Einweisungsgründe. Vage bezog sich seine Vormundin auf ein angebliches gewalttätiges Verhalten und seine angeblich problematische Beziehung zu Kindern. Die einweisenden Instanzen schwiegen dazu und argumentierten mit dem Amtsgeheimnis. Die Medien prangerten diese Geheimhaltung an, die französische Wochenzeitung *Événement de jeudi* griff ursprünglich die von Thévoz aufgeworfene Analogie mit dem «Gulag» (S. 111) auf.

Die Medialisierung und Politisierung der Affäre verortet das Autorenteam im Kontext der Psychiatriekritik, womit sich der dritte Teil des Buches befasst. Dafür verlassen sie den «Fall» L'Homme-bus und gehen zu den Heroen der Antipsychiatrie über. Psychiater wie Franco Basaglia forderten in Italien die Abschaffung der Anstalten, Robert Laing in Grossbritannien entwarf neue Ansätze, die das Arzt-Patienten-Verhältnis zwischen Therapeut und Patientin revolutionierten. Auch in der Schweiz fasste die Psychiatriekritik zwischen 1960 und 1980 Fuss. Verbände institutionalisierten sich und forderten beispielsweise die Zustimmung des Patienten zur Einweisung und Therapie und betonten das individuelle Recht zur Krankheit.

Die Studie nimmt eine neue Perspektive ein, um die Antipsychiatrie der 1970er- und 1980er-Jahre zu untersuchen. Die Historiografie fokussierte sich bisher entweder auf bestimmte Länder, Personen oder soziale Bewegungen.[15] Systematische Forschungen zur Schweiz gibt es nicht. Der Ansatz, die mediale Auseinandersetzung rund um die Internierung von Martial Richoz in diesem Spannungsfeld zu verorten und die institutionellen Umwälzungen nachzuzeichnen, die die Psychiatrie in diesen Jahren erfasste, ist interessant. Schade ist, dass er nicht konsequent durchgezogen wurde. Der Affäre um den «l'Homme-bus» wird erst im zweiten Teil (ab Seite 87) nachgegangen. Der erste Teil ist eigentlich ein überlanges Kontextkapitel, das minutiös aufzeigt, wie es zum FFE gekommen ist. Danach wird argumentiert, dass der Menschenrechtsdiskurs in den 1970er-Jahren zu einer Individualisierung geführt habe, die das Verhältnis zwischen Arzt und Patientin verschoben habe. Und auch der dritte Teil führt wieder weg vom Fallbeispiel hin

15 Exemplarisch: Oisín Wall, The British Anti-Psychiatrists: From Institutional Psychiatry to the Counter-Culture, 1960–1971, New York 2017 (Routledge Studies in Cultural History 54); John Foot, La «Repubblica dei matti». Franco Basaglia e la psichiatria radicale in Italia, 1961–1978, Milano 2014.

zur Psychiatriekritik, die lange vor der Internierung von Richoz eingesetzt hatte und unabhängig vom Fallbeispiel besprochen wird.

Die Studie zeigt zwar interessante Stränge auf. Es gelingt ihr jedoch nicht, diese im Fallbeispiel zusammenlaufen zu lassen. So wird zum Beispiel die konkrete Bedeutung der EMRK für die Psychiatriekritik im Allgemeinen und die Debatte rund um die Einweisung von Martial Richoz im Speziellen nicht ersichtlich. Zudem vermittelt die Studie den Eindruck, die institutionellen Umwälzungen der Psychiatrie seien in erster Linie auf die Psychiatriekritik zurückzuführen, und klammert weitere Erklärungsansätze, zum Beispiel die medikamentöse Wende, welche die Deinstitutionalisierung der Psychiatrie begünstigt hatte, weitgehend aus. Richoz, mit dessen «Fall» das Autorenteam die Psychiatriegeschichte erhellen will, kommt – obwohl sie gemäss Dank mit ihm gesprochen haben – nicht zu Wort. So wird er quasi aus dieser ausgeschlossen.

Mirjam Janett, Bern

Sacha Zala et al. (Hg.), **Diplomatische Dokumente der Schweiz 1990**, Bern: Dodis 2021, 284 Seiten.

Die «Diplomatischen Dokumente der Schweiz» (bekannt unter dem französischen Kürzel Dodis) wurden vor einem halben Jahrhundert lanciert. Seit 1979 publiziert und kommentiert die der Schweizerischen Akademie der Sozial- und Geisteswissenschaften (SAGW) angegliederte Forschungsstelle in zwei Serien 27 Bände mit ausgewählten Quellen zu den internationalen Beziehungen des schweizerischen Bundesstaates. Mit dem Band «1990» wird nun die dritte Serie eröffnet, welche die Jahre bis 1999 abdecken soll. Die neue Serie versteht sich als «ein Beitrag zur Grundlagenforschung der Zeitgeschichte der Schweiz» (S. XIII) und folgt internationalen Editionsstandards. Mit der bereits bewährten «dualen Publikationsform» (S. XV) wird ein synergetisches Ergänzungsverhältnis zwischen Druckerzeugnis (mit 62 chronologisch angeordneten Dokumenten) und Datenbank (mit 1'500 Dokumenten pro Jahr) realisiert.

Die Einleitung, für die Thomas Bürgisser und Sacha Zala zeichnen (S. XXIX–XLI), skizziert das Jahr 1990 als Umbruchmoment der globalen ebenso wie der schweizerischen Politik. Die Veränderungsdynamik setzt bereits am 9. November 1989 abrupt mit dem Mauerfall in Berlin ein und führt mit der Selbstauflösung der Sowjetunion Ende Dezember 1991 in die Zeit nach dem Kalten Krieg hinein. Auf den 3. Oktober 1990 fällt die Vereinigung der beiden deutschen Staaten. Am 19. November 1990 setzt der «Vertrag über die Konventionellen Streitkräfte in Europa» der militärischen Blockkonfrontation ein Ende. Zwei Tage darauf verkündet die «Konferenz für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa» (KSZE) eine Ära konstruktiver Kooperation auf dem bisher gespaltenen Kontinent – das Titelbild zeigt den Bundespräsidenten Arnold Koller bei der Unterzeichnung dieses Dokuments.

Der abrupte Wandel der politischen Grosskonstellation schärft in der Schweiz das Bewusstsein für grenzüberschreitende Interdependenzen. Die mit zahlreichen Anmerkungen versehenen Quellendokumente machen durchwegs enge Rückkoppelungen zwischen Innen- und Aussenpolitik nachvollziehbar. Die Kehrseite der Erfahrung einer vernetzten Welt ist ein Plausibilitätsverlust der Alleingang-Strategie des neutralen Landes, das als solches dennoch Teil des Westblocks war. Ein Normalisierungs-Diskurs unterstützt neue aussenpolitische Reaktionsmuster.

Dadurch wandelt sich die Wahrnehmung eigener Landesinteressen. Ende Oktober 1990 stellte das politische Sekretariat des EDA fest, mit der inzwischen vollzogenen «Ein-

heit Deutschlands in Freiheit» sei «an unserer nördlichen Grenze ein Gesamtdeutschland» entstanden, «das den gleichen demokratischen liberalen Werten verpflichtet ist wie unser Land». Die Schweiz könne damit rechnen, dass das deutsche Nachbarland «auch künftig an der Überwindung des Nationalstaates arbeiten wird und dass die Preisgabe nationaler Souveränität an supranationale Institutionen [sprich EG] fortschreitet» (S. 183). In der Überwindung der deutschen Teilung wird so von Schweizer Seite «die Wiederherstellung der Normalität» gesehen, was «die Begeisterungsstürme [...] in Grenzen» halte und durchaus gespaltene Gefühle auslöse (S. 184).

1990 geraten tradierte Rollenbilder der helvetischen Aussenpolitik generell unter Druck. Jüngere Diplomaten nutzen diese Chance und fordern das Establishment heraus. So diagnostiziert im Juni 1990 der damals 33-jährige, bei der Sektion Völkerrecht des EDA arbeitende Thomas Borer in einem unter Verschluss gehaltenen Thesenpapier einen «verminderten Stellenwert der Neutralität» und begründet dies mit dem «hohen Grad an Ungewissheit» in dieser Übergangsphase. Aufgrund der «zunehmenden wirtschaftlichen Abhängigkeit von der EG» würde der schweizerische Spielraum für staatliche Selbstbestimmung «täglich kleiner». Neutralitätspolitik habe «instrumentellen Charakter», sie könne «flexibel an neue Notwendigkeiten angepasst werden», weswegen ihre Vereinbarkeit mit einem EG-Beitritt «letztlich ein politisches Problem» sei (S. 111–113).

Der Bundesrat ist 1990 nicht nur daran, die Schweiz in Europa neu zu positionieren, sondern entwickelt auch neuen umweltpolitischen Elan. Im November 1990 hält Bundespräsident Koller eine vom Geist des Aufbruchs getragene Eröffnungsrede am UN-Klimagipfel in Genf. Er stellt fest, die Einwirkung menschlicher Aktivitäten auf den Planeten Erde hätte ein präzedenzloses Ausmass erreicht und die bisherige Ressourcenverschwendung und Umweltdegradation müsse mit Blick auf künftige Generationen ein Ende haben. Er fordert keine technologisch enggeführten, sondern umfassende Lösungen, welche die Bekämpfung der globalen Armut miteinschliessen. Obwohl die Wissenschaft noch längst nicht alles wisse, sei der Wissensstand ausreichend, um entschlossene Massnahmen zu treffen. Für die Schweiz werde abgeklärt, wie eine Reduktion der CO2-Emissionen um 50 Prozent bis 2025 erreicht werden könne.

Mit dieser Hinwendung zu globalen Problemen verblasst auch das lange gepflegte Feindbild des Antikommunismus. So verweist eine kurze Aktennotiz «Datensammlungen der Bundesverwaltung» vom Februar 1990 auf den «Fund» des 1937 eröffneten, umfangreichen Dossiers «Partei der Arbeit», in dem alle Auslandkontakte von Kommunisten minutiös verzeichnet sind – bis zum Letzteintrag vom 16. Januar 1990. Binnen kurzem hat diese Überwachung ihre vormals eminent wichtige innenpolitische Funktion verloren. Nun wurde befürchtet, das «Bekanntwerden dieses Dossiers» könne, so der Vorsteher des EDA, auf «unangenehme Art interpretiert werden» (S. 50).

Insgesamt dokumentiert der Band eine Schweiz, die ihre staatlichen Bestandesvoraussetzungen auf eine interessante Weise befragt und die Risiken, die mit einer Neuausrichtung ihrer Aussenbeziehungen verbunden sind, stärker als bisher zu akzeptieren bereit ist. Die Sonderfall-Rolle des «chevalier seul» (S. 37) soll durch das Erproben neuer Modelle einer kooperativen und geteilten Souveränität jenseits der Denkschablonen des Kalten Krieges überwunden werden.

Im Umbruchjahr 1990 werden auch seit längerem laufende Entwicklungen offener als bisher thematisiert. So etwa die hintergründige Schwerpunktverlagerung im politischen Machtgefüge. Im Februar 1990 kritisiert SP-Nationalrat Hans Zbinden in der Wirtschaftskommission der grossen Kammer, dass hierzulande keine europapolitische Diskus-

sion stattfinde und dass das Parlament angesichts der Dominanz von Regierung und Administration in eine reaktive Rolle gedrängt werde. Er prangerte die korporatistische «Undurchsichtigkeit» (S. 42) der schweizerischen Politik an, welche die Einflüsse von Verbänden privilegiert und «die öffentlichen Interessen nicht mehr adäquat ab[bildet]» (S. 42). Das Schicksal des institutionellen Rahmenabkommens zwischen der Schweiz und der EU macht deutlich, dass diese Problematik auch mehr als dreissig Jahre später noch virulent ist. Andere Quellen, die im Band abgedruckt sind, zeugen hingegen davon, wie avanciert viele Vorschläge, die im «Wechselbad» (so Bundesrat Otto Stich, S. 38) des Jahres 1990 zur Diskussion gestellt wurden, waren. Im Rückblick manifestiert sich dies etwa im Umweltbereich und bei der Europapolitik. Während der 1990er Jahre findet hier ein signifikanter *Policy-Backlash* statt.

Wird der Blick auf das ganze Spektrum von aussenpolitisch relevanten *Policy*-Bereichen ausgeweitet, so zeigen sich in der Druckausgabe des Quellenbandes unschwer viele Lücken im Panorama, etwa bei der Positionierung des Finanzplatzes oder den Aktivitäten multinationaler Konzerne. Nichtsdestotrotz ist die Lektüre des Bandes geeignet, institutionell verfestigte Vorstellungen staatlichen Handelns zu verflüssigen und die Vielfalt sowie Widersprüchlichkeit der involvierten Akteure kenntlich zu machen. Auch wenn die Schweiz in ihren Aussenbeziehungen starken Zwängen und Abhängigkeiten unterworfen ist, öffnet sich hier doch ein politischer Gestaltungsraum, der am Ende des Kalten Krieges prospektiv genutzt wird.

Angesichts der Überfülle an amtlichen Materialien ist die radikale Reduktion auf 62 Einzelstücke gewagt. Dank der weit breiteren Datenbank, die ein Suchen in unterschiedliche Richtungen ermöglicht, bleiben die Leserinnen und Leser allerdings nicht an den Vorentscheidungen des Forschungsteams hängen. Gleichzeitig ermöglicht ihnen eine professionell gehandhabte «informierte Willkür» eine rasche erste Orientierung, die sich für produktive Fragestellungen nutzen lässt. Und darauf ist eine Zeitgeschichte, die auf der Höhe der Gegenwartsprobleme geschrieben wird, zuallererst angewiesen.

Jakob Tanner, Zürich

Sacha Zala et al. (Hg), **Diplomatische Dokumente der Schweiz 1991**, Bern: Dodis 2022, 386 Seiten.

Auf die Printedition der diplomatischen Akten für das Jahr 1990 folgt ein weiterer Band für das Jahr 1991, wiederum mit einer sorgfältigen Auswahl von 62 Dokumenten, verknüpft mit 1'700 zusätzlichen Dokumenten der elektronischen Datenbank *Dodis*. In der substanziellen, von Thomas Bürgisser und Sacha Zala verfassten Einleitung werden sieben Themenfelder unterschieden: 1. die Guten Dienste, 2. Migrations- und Flüchtlingspolitik, 3. Reformprozesse in Osteuropa und Zerfall der Sowjetunion, 4. Verhandlungen über den EWR-Vertrag, 5. Mitwirkung in internationalen Organisationen, 6. Wirtschaftsbeziehungen zu aussereuropäischen Ländern inkl. die Entwicklungszusammenarbeit und 7. schliesslich die aussen- und innenpolitischen Interferenzen. Letzteres wird auch mit Abbildungen der Protestdemonstrationen gegen den Golfkrieg (Januar 1991), gegen die Ausschaffung kurdischer Flüchtlinge (März 91) und gegen die serbische Repressionspolitik in Kosovo (Mai 1991) dokumentiert sowie zu der gleichzeitig mit dem Diplomatenempfang im Rahmen der 700-Jahrfeier ebenfalls auf dem Bundesplatz abgehaltenen Demonstration des Frauenstreiks (14. Juni 1991).

Die militärische Sicherheit erhält kein eigenes Feld. Sie hätte möglicherweise zusätzliche Beachtung verdient. Berührt wird diese Problematik durch ein Dokument, das zur

Geheimtruppe P-26 den halbwegs beruhigenden Befund vermittelt, dass sie an keiner internationalen Widerstandsorganisation beteiligt war (Dok. 49). Wegen der weiterhin offenen und zugleich bedrängenden Frage, wie die Schweiz ihr Verhältnis zu Europa gestalten möchte, können die Dokumente zu den EWR-Verhandlungen besondere Aufmerksamkeit finden. Dies haben die interessierten Medienreaktionen im Moment der Publikation des Bandes im Januar 2022 gezeigt.[16] Sie offenbaren Hintergründe und Voraussetzungen der beiden bundesrätlichen Positionsbezüge, die – mit kritischer Beurteilung – ins kollektive Gedächtnisses eingegangen sind: die im Ausland (!), das heisst von Luxemburg aus abgegebene Erklärung vom 21./22. Oktober 1991 über die Zustimmung zum EWR-Vertrag und zum EG-Beitritt als Zielsetzung sowie der 4:3 Bundesratsbeschluss vom 20. Mai 1992 für eine Verhandlungsaufnahme zum EG-Beitritt. Die jetzt zugänglich gemachten Dokumente (insbes. Dok. 48) zeigen die Divergenzen innerhalb der Landesregierung auf. Sie illustrieren aber auch die vorherrschende Meinung, dass der EWR keine dauerhafte Lösung, aber für die schrittweise Annäherung an die EG ein akzeptabler Weg sei. Der Bundesrat war sich der beim Volk, den Bürgern und Bürgerinnen bestehenden Vorbehalte bewusst, hoffte aber auf Zustimmung, sofern man sich der Bedeutung der wirtschaftlichen Interessen bewusst werde. Das ebenfalls publizierte und nicht anonymisierte Protokoll der Sitzung der aussenpolitischen Kommission des Ständerats vom November 1991 zeigt, dass beides, der EWR-Vertrag und das Ziel des EG-Beitritts, auch von dieser Seite gutgeheissen wurde (Dok. 56).

Der Band belegt in mancher Hinsicht die Weiterführung gegebener Geschäfte, er zeigt aber auch, dass es als Folge intensivierter internationaler Kontakte in der weiteren Entwicklung auch zahlreiche Premieren gab: die erste Bundesratsreise in den Iran (April), den erstmaligen Besuch eines ungarischen Staatsoberhaupts (Mai) nach der Wende, erstmals präsidiert ein schweizerischer Bundesrat (Ogi) die Konferenz der Internationalen Energieagentur (Juni), der Empfang des Dalai Lama durch einen Bundesrat (August), die Einsetzung eines Sonderbotschafters beim Vatikan (Oktober) und die erstmalige Präsenz eines Bundesrats an einem Gipfeltreffen der Frankofonie (November).

Nachdenklich kann die von Staatssekretär Blankart notierte Mahnung des EG-Chefunterhändlers Krenzler vom Juni 1991 stimmen, wonach sich die Schweiz in einem die Gesetzgebung, aber auch die Mentalität betreffenden Modernitätsdefizit befinde (Dok. 27).

Und erstaunen kann, dass brennende Probleme der Gegenwart bereits vor über 20 Jahren erörtert wurden: etwa die Herausforderungen der Klimapolitik im Januar 1991 im Hinblick auf die Konferenz von Rio de Janeiro im Juni 1992 (Dok. 1) oder in einer internen Korrespondenz vom April 1991 die Feststellung, dass Israel seine Siedlungspolitik «mit Konstanz und Arroganz» betreibe (Dok. 15).

Die in diesem Band erstmals zugänglich gemachten Dokumente, geben eine erste Orientierungshilfe und regen dazu an, sich vertieft mit der Aussenpolitik der Schweiz sowohl im Jahr 1991 als auch davor und danach zu beschäftigen.

Georg Kreis, Basel

16 Vgl. etwa Christoph Lenz, Charlotte Walser, Geheime Dokumente offengelegt – warum der Bundesrat plötzlich in die EU wollte, in: Der Bund, 1. Januar 2022.